

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Action sociale de la Jeunesse française dans l'après-guerre

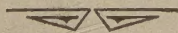
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

PIERRE PICARD

PRÉSIDENT : M. OUALID, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. MESTRE, Professeur.
M. LESCURE, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

—
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**L'Action sociale
de la Jeunesse française
dans l'après-guerre**

A MES PARENTS

En témoignage d'affection
et de profonde reconnaissance

A MES PROFESSEURS

A TOUS MES AMIS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Action sociale de la Jeunesse française dans l'après-guerre

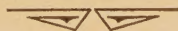
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

PIERRE PICARD

PRÉSIDENT : M. OUALID, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. MESTRE, Professeur.
M. LESCURE, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

—
1933



« La question qui divise les hommes de nos jours, c'est une question sociale; c'est de savoir qui l'emportera de l'esprit d'égoïsme ou de l'esprit de sacrifice; si la société ne sera qu'une grande exploitation au profit des plus forts ou une consécration de chacun pour le bien de tous et surtout pour la protection des faibles »,

(OZANAM.)

Lettres I, p. 226.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le voyageur impartial qui parcourrait le monde en ce début du xx^e siècle, y cherchant les traits essentiels qui le caractérisent, serait frappé, — entre autres choses — par l'*action sociale* qu'y exercent les jeunes.

Deux grandes idées, deux idéals se disputent le monde, qui rêvent tous deux — chacun à sa manière — de bouleverser l'ordre existant des choses, pour édifier la cité nouvelle, plus humaine et plus juste. L'un de ces idéals a sa base, son but aussi, dans la religion ; le fondement de l'autre et sa fin sont politiques. L'un part de *Rome*, l'autre vient de *Moscou*. Et, pour ces deux idées, les hommes se meuvent.

Or, en ce début du xx^e siècle, les apôtres les plus zélés de ces idées nouvelles, ce sont les jeunes. Sur l'ancien comme sur le nouveau continent, de tous les points du globe, montent deux jeunesses bouillonnantes, frémissantes d'action, qui prêchent tout autour d'elles la parole reconfortante de leur idéal nouveau.

Tranformer tout ensemble l'homme et la société, réagir contre l'individualisme, c'est-à-dire, contre l'égoïsme qui est la base du régime actuel, pour y substituer une ère de solidarité et d'amour fraternel entre les hommes, voire

entre les peuples ; pour cela, acquérir en soi-même le *sens social*, et puis, l'ayant trouvé, s'efforcer de le faire « *rayonner* » tout autour de soi, tel est cet idéal nouveau, levain vigoureux, qui anime une jeunesse ardente et forte, dans son entreprise de régénération du monde.

Cette action sociale de la jeunesse dans l'après guerre, et plus spécialement de la jeunesse française, ce sera l'objet de notre thèse. Nous nous efforcerons de montrer cet effort tenté par une poignée militante, fanatique, de jeunes, pour conquérir la masse à son idéal et édifier, selon cet idéal même, la société nouvelle.

Cet effort de conquête des jeunes, il se déploie chaque jour tout autour de nous. Ouvrons les yeux, nous le verrons évoluer, à tout instant, dans notre quartier, dans notre rue, dans notre usine, dans notre bureau même, sans que jamais, peut-être, nous nous soyions doutés qu'il fût si près de nous.

Cette action sociale, nous la définirons : *Tout effort en vue d'améliorer la situation matérielle, intellectuelle ou morale de l'individu, plus particulièrement des travailleurs et des faibles*. Rendre les hommes plus heureux et meilleurs, inculquer à la société l'idéal de justice nécessaire à son bon fonctionnement et à la paix entre les hommes, tel est le but de toute action dite sociale.

Et par action sociale « *des jeunes* », nous entendrons celle exercée *par* la jeunesse elle-même. S'agissant des jeunes, on peut distinguer, en effet, deux sortes de mouvements, deux sortes d'action sociale. D'abord, l'action exercée *sur* les jeunes, par exemple dans les patronages. Il s'agit ici de rassembler les jeunes pour leur inculquer un état d'esprit déterminé, religieux ou non ; il s'agit de parfaire une éducation. De ces « *œuvres de jeunesse* », ainsi

qu'il convient de les appeler, où les jeunes, instruments passifs, reçoivent bien plus qu'ils ne donnent, nous ne parlerons pas.

Il y a, enfin, l'action exercée *par* les jeunes eux-mêmes : mouvements, en premier lieu, dont ils ont été les fondateurs — telles les conférences de Saint Vincent de Paul au xix^e siècle ; mouvements aussi, dont l'initiative ne revient pas aux jeunes, mais dans lesquels ils sont les principaux artisans, dans lesquels, — tel le scoutisme — ils sont l'âme.

C'est de ces mouvements là que nous entendons parler. Qu'importe si l'initiative et la direction du mouvement appartiennent aux hommes mûrs ! Le plus souvent, cette direction des aînés se manifeste d'une manière discrète, effacée ; aînés qui maintes fois conseillent et encouragent ; aînés qui « règnent, mais ne gouvernent pas ».

Toutes fois qu'il en est ainsi, toutes fois qu'une large part d'activité spontanée est laissée aux jeunes dans la tâche immense de régénération de la société et des hommes, nous parlerons d'action sociale de la jeunesse.

Ainsi délimité, le champ est encore vaste qui nous reste à parcourir.

Au reste, nous n'avons pas la prétention de croire que la jeunesse actuelle a tout créé de toutes pièces. *Cette action sociale des jeunes remonte à plus d'un siècle déjà.* Et l'on ne saurait saisir toute sa portée, si l'on ignorait d'où elle vient, qui lui a frayé ses voies, quels événements de la vie et de la pensée ont préparé son éclosion. Remonter aux causes avant de constater les effets, résumer l'histoire de la génération d'où est partie l'action sociale des jeunes, tel sera l'objet de notre première partie — étude, préface indispensable à notre enquête sur les jeunes d'aujourd'hui.

Est-il besoin d'insister sur l'actualité de notre sujet et sur son importance ? Cette action sociale de la jeunesse, *c'est toute la question sociale qu'elle met en jeu*. Car, si l'on peut parler aujourd'hui d'idéal nouveau et d'action sociale des jeunes — quelle qu'elle soit — c'est que la société actuelle a paru imparfaite à la conscience et à la dignité humaine ; c'est que, en un jour de crise, s'est posée la question sociale. Et, par la divergence des remèdes entrevus, *c'est encore tout le problème des classes qui se trouve posé*. Lutte ou fraternité des classes ? Tout l'effort actuel de la jeunesse et des sociétés même est en ces mots. Tout l'avenir aussi ; et, avec lui, tout le bonheur ou tout le malheur des hommes.

A qui reviendra le dernier mot ? C'est ce que, pour conclure, nous essaierons d'apercevoir.

Actualité, importance, et par là-même — nous osons l'espérer — intérêt, tels sont les caractères de notre sujet.

A cause d'eux, précisément, certaines *critiques* n'ont pas manqué de nous être adressées. Sujet actuel, trop actuel, nous a-t-on dit, trop brûlant aussi parce qu'il touche de si près aux questions religieuses ou politiques qu'on ne peut l'aborder sans témérité. Trop fort est le risque de se montrer partial !

Nous ne contestons pas le danger. Mais si, au cours de cette étude, nous avons à montrer le fondement et la fin — religieux ou politiques — de chaque mouvement de jeunes, il n'en reste pas moins que nous nous attacherons surtout au caractère social de son activité. Au reste, si le mot *thèse* signifie « *prendre position* » sur une question quelconque, *prendre parti* n'implique pas — que nous sachions — « *parti-pris* ». Et si, dans notre conclusion, nous osons apprécier, brièvement, l'action sociale des

jeunes, et — autant qu'il se peut faire — entrevoir l'avenir, ce ne sera jamais qu'après étude achevée des divers mouvements de jeunes, de leurs principes, de leur organisation, de leurs caractères, fondant sur ces caractères mêmes notre opinion.

Grand toujours sera notre souci de l'objectivité et notre effort de rester impartial.

C'est dans cet esprit que — avec confiance — nous entreprenons ce bien modeste ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINES ET CAUSES DU MOUVEMENT SOCIAL

La Révolution française de 1789 fut, dans le plein sens du mot, une révolution. C'est-à-dire qu'elle fut véritablement la fin d'un monde et le commencement d'un autre, tout différent. Sans doute, le changement ne s'est-il pas opéré brusquement, en un jour. Depuis longtemps déjà, la charpente sur laquelle était étayé ce qu'on a coutume d'appeler *l'ancien régime*, craquait de toutes parts. Régime économique incompatible avec les nécessités nouvelles des manufactures, et sous la loi rigide et impérieuse duquel tout le monde étouffait ; autorités politiques, religieuses et morales sans cesse critiquées et qu'on s'efforçait d'abattre,... tout cela trahissait la fin d'un règne.

Quoi qu'il en soit, au lendemain de l'ouragan qui souffla sur la France, c'est une société nouvelle qui commence, un monde nouveau qui vit, agit et pense.

Ce monde nouveau évolue autour de trois grands problèmes : *un problème politique* (dont nous n'aurons pas à nous occuper), — *un problème social*, né de l'application des nouveaux principes économiques, — *un problème religieux*, enfin, que nous considérerons dans la mesure où l'Eglise fut à la base du mouvement social.

I. LE PROBLÈME SOCIAL.

La Révolution de 1789 fut essentiellement individualiste. La « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » (27 août 1789) pose les principes de liberté et d'égalité des droits.

La loi *Le Chapelier* (14 juin 1791) supprime ce qui restait des corporations et *interdit* « *aux individus de même profession de se réunir sous prétexte de prétendus intérêts communs* ». La société n'est plus alors qu'une poussière d'individus isolés, mais d'individus que, — malgré l'opposition des termes — on proclame libres et égaux. Désormais, il n'y a plus que des intérêts particuliers en face de l'intérêt général ; autrement dit, en face de l'individu, placé au premier plan, il n'y a que l'Etat ; entre les deux, plus rien n'existe.

Sans doute, grâce à cette liberté et à cette égalité qu'on exaltait si fort, la grande industrie allait-elle connaître un essor prodigieux ; mais en échange, quelle désorganisation, quelle anarchie sociale, et que d'abus désormais licites ! Suivant la doctrine de *Smith*, le travail est considéré comme une marchandise ordinaire, dont le prix varie suivant la loi de l'offre et de la demande. Ouvriers et patrons sont quittes de tout devoir les uns envers les autres dès l'échange du produit et du salaire, — de ce salaire rendu insuffisant par le travail, aux ateliers, des femmes et des enfants. Les associations professionnelles dispersées par le vent de l'individualisme, l'individu est isolé et livré aux hasards d'une concurrence qu'aucune barrière n'a plus désormais le droit de limiter. Le contrat de travail est déclaré juste parce que librement passé ; chaque jour s'accroît l'exploitation du plus faible par le plus fort.

Telles furent les conséquences de la Révolution. « Infâmes,

— dira Montalembert, parlant des hommes de 1789 — qui sous le nom de liberté préparent à l'univers la plus odieuse tyrannie (1) ».

Jaurès s'écriera : « La Révolution française a proclamé les droits de l'homme, mais les classes possédantes ont compris sous ce mot les droits de la bourgeoisie et du capital (2). »

C'est que, en effet, on n'abolit pas à coups de décrets les inégalités sociales. Les privilèges disparus, il restait celui de la fortune. L'eût-on supprimé, celui de l'esprit eut subsisté encore ; car les hommes naissent avec des intelligences, des volontés et des aptitudes différentes. Une société qui partirait de l'égalité matérielle de tous ses membres connaîtrait bientôt, cependant, des différences de rangs et de classes. Or, le danger est d'autant plus grand que l'individu est plus libre, plus isolé : le plus fort, abusant de sa supériorité, triomphera facilement du plus faible que rien, désormais, ne protège plus.

Le XIX^e siècle naissant nous en fournit une preuve, hélas trop éclatante

Mais les hommes de 1791, ivres de liberté et d'égalité des droits, dans leur enthousiasme à fonder une société nouvelle conforme à ce qu'on croyait — à ce qu'on pouvait croire alors — être la justice, n'ont pas vu le danger. D'intolérables abus s'étaient introduits dans les groupements professionnels, on a supprimé les corporations. L'individualisme le plus absolu, la liberté, donc l'intérêt, l'égoïsme, mis à la base de toute la vie sociale : « *laisser*

(1) Cité par Mainage, *Les mouvements de la jeunesse catholique française au XIX^e siècle*, p. 65.

(2) Cité par Vandervelde, *Jaurès*, p. 79.

faire, laisser passer » ; tels furent les principes de la société nouvelle.

Il est une chose qu'on a oubliée en proclamant cette doctrine, c'est que dans la lutte entre patrons et ouvriers, la partie est loin d'être égale ; on a oublié, précisément, que l'ouvrier n'est point libre de ne pas travailler ; qu'au contraire du patron il ne peut pas attendre, et que pour lui, ce n'est pas un bénéfice qui est en jeu, mais une question de vie ou de mort pour toute sa famille. On n'a pas vu que supprimer le droit d'association c'était faire du travailleur le jouet de l'entrepreneur, ouvrir la porte toute grande aux abus et à l'exploitation. « On s'est passionné pour des théories, — dira plus tard Albert de Mun, — sans en peser suffisamment les conséquences pratiques (1)... ».

Le résultat de tels principes, nous le trouvons exposé dans la trop fameuse enquête que le docteur Villermé publiait en 1840 (2). Partout apparaît l'immense misère des travailleurs, obligés d'accomplir chaque jour quatorze ou quinze heures de travail effectif, habitant des logements sales et humides, maintes fois des caves et des greniers, misérables réduits qu'un faible salaire leur permet seuls de s'offrir. Ajoutez le travail des enfants dès l'âge de sept et parfois cinq ans, la sous-alimentation constante, l'absence totale de moralité et d'hygiène engendrant la maladie et augmentant encore la misère ; tel est le triste état de la population ouvrière dans la première moitié du *xix^e* siècle. Situation lamentable, qu'aggrave encore l'avènement des crises périodiques, à partir de 1815.

(1) Cité par Marc Sangnier, *A. de Mun*, p. 35.

(2) Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*.

Ainsi, plus de repos, plus de joies du foyer, plus le temps ou le moyen de satisfaire à ses besoins essentiels et légitimes, tel est le résultat meurtrier du nouveau régime économique où l'intérêt, c'est-à-dire l'égoïsme, règne en maître, où, dès lors, l'entrepreneur hypnotisé par l'appât de gros profits traite l'ouvrier tout comme une machine.

Un exemple, que nous empruntons à l'Angleterre (en France le sort des ouvriers n'était guère meilleur), nous semble caractéristique : « Un certain nombre (d'enfants)... sont assis sur une couche de paille ; le travail a désarticulé les jointures de leurs petits doigts... Je fis remarquer au directeur que pour ces fatigues endurées par des femmes et des enfants, le service des bêtes de somme serait plus utile. Il me répondit : les bêtes coûtent trop cher. Je répliquai que ces infortunés vivraient bien peu de temps. Il ajouta : ils sont si nombreux (1) ! » Suivant l'expression du cardinal de Croy : « Sur l'extrême faiblesse pèse l'extrême oppression (2). » L'association serait pour l'ouvrier sa meilleure défense, mais au nom même de la liberté et de l'égalité, ce droit lui est refusé.

Ainsi est apparue peu à peu la *question sociale*, c'est-à-dire la nécessité — en face de la misère du peuple — de rechercher le remède à ses maux et les moyens capables d'accroître son bien-être

La question sociale est née de l'application des principes révolutionnaires. Elle était en germe, « *en puissance* », suivant le terme de physique, dans la loi Le Chapelier. Elle ne pouvait manquer de se dégager à mesure qu'allait fonctionner le nouveau régime économique, de même que l'homme apparaît fatalement à mesure que l'enfant grandit.

(1) Rapport des commissaires du gouvernement anglais 1830.

(2) Cité par Montalembert. *Discours*, t. I, p. 145.

Or, cette question sociale ne pouvait laisser insensible le reste du corps social. Il fallait que quelqu'un, gouvernement ou particulier, se préoccupât d'améliorer le sort des travailleurs. De là est née une *action sociale*, au sens où nous l'avons définie précédemment, et qui, dès le xix^e siècle, fut en grande partie — nous le verrons — l'œuvre des jeunes.

II. LE PROBLÈME RELIGIEUX

Il est une autre source de l'action sociale des jeunes, du moins d'une partie non négligeable de la jeunesse, au xix^e siècle ; nous voulons parler du problème religieux. Il est né, lui aussi, de l'application des principes révolutionnaires. Le déisme de Rousseau et le matérialisme voltairien avaient sapé le christianisme. Au reste, l'Eglise n'avait-elle pas partie liée avec la royauté ? Le peuple irrité enveloppa dans une même haine le trône et l'autel. La politique a tué la religion ; elle a tué le catholicisme — pour un instant du moins.

La décadence du sentiment chrétien ne cesse de s'accroître jusqu'en 1830 et même au delà. Malgré la réconciliation des pouvoirs temporels et spirituels sous Bonaparte, le travail de décomposition morale se poursuit lentement, sourdement. Le scepticisme et l'impiété, la licence du langage et des mœurs sont de règle dans les lycées et les grandes écoles, que Lamennais qualifie « d'horribles repaires du vice ». Plus tard, les libéraux mèneront avec acharnement la propagande antireligieuse, multipliant les éditions de Voltaire et de Rousseau ou le *Tartuffe* de Molière. La *Congrégation* du Père Delpuits, essai de groupement des jeunes catholiques, disparaît en 1828, victime de l'opposition libérale.

Au lendemain des journées de juillet 1830, le catholicisme semble définitivement vaincu. Les croix sont abattues, les temples fermés, le clergé insulté. « Depuis la grande secousse de 89... elle (la religion catholique) était bien malade, — écrit Jules Janin — : la révolution de juillet l'a tuée tout à fait. » Henri Heine ajoute : « La majorité des Français ne veut plus entendre parler de ce cadavre, et se tient le mouchoir devant le nez quand il est question de l'Eglise (1). » Quand, enfin, en octobre 1830, Lamennais fonde son journal *L'Avenir* et que ses adversaires se demandent : « Est-il bien vrai que la religion catholique vive encore ? Non ! — répond *Le Globe*, organe des libéraux, — c'est une lampe dans un tombeau fermé (2). »

Sur le terrain philosophique, la doctrine de l'Eglise est également battue en brèche. Sous l'influence d'importantes découvertes — et le scepticisme voltairien aidant — l'homme se croit capable de s'élever à la connaissance des lois qui régissent l'Univers et d'arracher à la Nature son secret. La Science va s'opposer à la Religion et tenter de la détruire. En 1824, A. Comte formule sa loi des trois états traversés par l'humanité : *l'état théologique* où l'homme, ignorant les causes des phénomènes qui l'entourent, forge des divinités ; — *l'âge métaphysique* où ces divinités se vident de leur contenu ; — *l'état positif* enfin, où, grâce à la Science, l'homme peut dégager les lois qui gouvernent le monde. Ainsi, métaphysique et Religion sont appelés à disparaître fatalement, cédant le pas à la Science.

Et le problème religieux se posera, toujours plus ardent, tout au cours du XIX^e siècle. En 1856 Taine publie ses

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 63.

(2) Cité par Lecanuet, *Montalembert*, t. I, p. 219.

Philosophes classiques ; en 1862, son *Histoire de la littérature anglaise*. Darwin lance en 1859 son *Evolution des espèces*. Littré et Renouvier sont en vogue. La *Vie de Jésus* de Renan est de 1863. Partout apparaît l'opposition de la Science et de la Religion. La science découvre les lois de la nature, l'inéluctable nécessité des choses. Tout, dans le monde, est déterminisme ; pourquoi l'homme lui-même y échapperait-il ? On connaît la célèbre parole de Taine : « La vertu et le vice sont des produits comme le sucre et le vitriol ». Félix le Dantec, pensant lui aussi que tout est mécanique dans le monde, entrevoit la possibilité de « raconter » un jour l'histoire de l'homme comme on raconte la géologie ou l'électricité. Plus hardi encore, l'anglais Tyndall entrevoit celle de fabriquer des enfants dans les laboratoires : « Un enfant, dit-il, qu'est-ce autre chose qu'un certain arrangement de combinaisons chimiques (1) ? »

Le Scientisme aboutissait à la faillite de la Religion. Le sentiment religieux ne procédait-il pas du mystère dont l'homme se sentait enveloppé ? Or, voici que la Science dévoilait le secret : « Le monde est aujourd'hui sans mystère », proclame Berthelot. Dès lors, le sentiment religieux n'avait plus sa raison d'être. La religion apparaissait comme un fétiche désuet, dont il fallait débarrasser le monde. « La Religion, — dit de façon expressive Salomon Reinach, — est l'ensemble des scrupules qui font obstacle au libre exercice de nos facultés (2) ». Marx dira qu'elle est « l'opium du peuple ».

Sur le terrain politique, à partir de 1879 surtout, les

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 235.

(2) Reinach, *orpheus*, p. 4.

républicains au pouvoir « pratiquent une politique de réaction anticléricale » (1). Un projet de loi Jules Ferry — rejeté au Sénat — retirait aux membres des congrégations non autorisées le droit d'enseigner. Le décret du 29 mars 1880 expulse les Jésuites ; bientôt les mêmes mesures seront appliquées aux congrégations qui n'ont pas demandé l'autorisation.

Ainsi, deux problèmes étaient posés dès le début du xix^e siècle : un problème social, et un problème religieux, nés tous deux de la Révolution. Au reste, ces deux problèmes sont intimement liés. Le problème religieux se serait-il posé si l'Eglise avait été moins politique et davantage sociale ? Le problème social aurait-il vu le jour si le peuple avait été plus religieux ? Car si, d'une façon générale au xix^e siècle, on a imposé à l'ouvrier un travail excessif pour un faible salaire, si on ne s'est inquiété ni de sa santé, ni de sa vie même, n'est-ce point parce que fut foulée aux pieds la doctrine de l'Evangile ? Quoi qu'il en soit, le problème social et le problème religieux ont été tous deux à la base de cette action sociale dont nous allons parler.

III. RÉACTION DU SOCIALISME ET DU CATHOLICISME.

C'est vers 1830 que se produit le premier effort d'amélioration du sort des travailleurs, le premier essai d'action et de rénovation sociales.

Cette action sociale, *deux traits la caractérisent*. Le premier, c'est qu'elle fut l'œuvre des jeunes ; le second, c'est qu'elle a pris dès l'origine deux directions. Il y eut alors —

(1) A. Malet, *L'époque contemporaine*, p. 690.

et il y a de nos jours encore — deux grandes doctrines sociales, chacune ayant une base et une fin différentes.

D'abord, l'action sociale fut l'œuvre des jeunes. C'est là pour le moins une chose étrange qu'elle n'ait pas été le fait du gouvernement, dont le rôle eût dû être, semble-t-il, d'assurer le premier la protection des faibles, d'autant plus qu'il était alors — suivant l'expression d'A. de Mun, — « la seule force organisée dans la désorganisation universelle » (1). Mais les principes même de 1789 interdisaient toute intervention, toute entrave à la liberté individuelle. Et c'est aux particuliers, aux jeunes principalement, que revient l'initiative du mouvement tendant à la protection des salariés, et qui devait aboutir à une législation du travail de plus en plus féconde. Les disciples de Saint-Simon sont des jeunes : Bazard, Rodrigues, Enfantin ont moins de 30 ans en 1825, et la pépinière du Saint-Simonisme est à l'école polytechnique. Proudhon publie à 30 ans (1840) son ouvrage : *Qu'est-ce que la propriété ?* La même année, Louis Blanc, qui a 28 ans, fait paraître *L'organisation du travail*. Marx, devenant rédacteur à la *Gazette Rhénane*, se jette dans l'action, à 24 ans. S'agit-il de l'action sociale du catholicisme, Montalembert, Lacordaire, Ozanam, et plus tard Albert de Mun, De Roquefeuil, Goyau, Sangnier, sont des jeunes.

Au reste, c'est là un fait particulier au XIX^e siècle (qui se continue au XX^e) et qui tient, lui aussi, à la Révolution. Les mouvements qui ont surgi au XIX^e siècle ont été presque tous des mouvements de jeunes. Cela est vrai pour la renaissance littéraire : le romantisme fut un mouvement de jeunes. Cela est vrai aussi en politique : c'est

(1) M. Sangnier, *op. cit.*, p. 36.

« *la jeunesse des écoles* » qui, dans une large mesure, a fait la Révolution de 1830 ; — cela est vrai, enfin, en ce qui concerne l'action sociale.

C'est que la Révolution de 89 permettait ce « *débordement* » des jeunes. Jadis, la société contenait, sous la triple autorité de la famille, de la hiérarchie sociale et de la tradition, l'ardeur de la jeunesse. 1789 a rompu les digues qui contenaient le flot bouillonnant de l'enthousiasme juvénile.

Le second trait qui caractérise cette action sociale des jeunes, c'est sa double direction. Action, ou plutôt, — en face de l'anarchie sociale et de la misère du peuple — réaction du socialisme d'abord, avec les Saint-Simoniens ; — puis, à peu près à la même époque, réaction aussi du catholicisme.

Or, ces deux doctrines n'ont point même base, ni même fin. La cause — unique — du mouvement socialiste, c'est la question économique, la question sociale ; et sa seule fin est matérielle. Le régime établi par la révolution engendre l'inégalité, l'exploitation et la misère ; contre un tel régime, le socialisme réagit, s'efforçant de le bouleverser pour y substituer une cité meilleure. « Le socialisme, écrit Durkheim, est un cri de douleur et parfois de colère, poussé par les hommes qui sentent le plus vivement notre malaise collectif (1). » « Il répondait, ajoute G. Viance, à un appel profond des âmes douloureuses, ayant pris, à leurs yeux, le visage d'une meilleure justice (2). »

Quant à l'action sociale du catholicisme, elle procède à la fois du problème social et du problème religieux.

(1) Cité par G. Viance, *Force et misère du socialisme*, p. 26.

(2) *Ibidem*, p. 26.

Essentiellement social par sa nature même, le catholicisme ne pouvait se désintéresser du problème économique. Lorsque le Christ est venu sur la terre, il y avait déjà une « *question sociale* ». Une poignée de riches gaspillait sa fortune en jouissances grossières ou raffinées, tandis que le reste de l'humanité pliait sous le joug de la servitude. Le travail était considéré comme une turpitude, et l'esclave, méprisé, jeté en pâture aux bêtes du cirque. En face de ces monstruosité, le Christ est venu apporter sa doctrine, véritable révolution. Il a montré la dignité du travail ; et l'Evangile, plein d'imprécations contre les riches, est plein d'espérance pour les pauvres. S'adressant à toutes les classes du peuple, le Christ avait dit : « Vous êtes tous les enfants d'un même père spirituel ; vous êtes tous frères ; aimez-vous les uns les autres. » Et bientôt s'opéraient de grandes réformes, orientant la société vers un standard plus élevé de justice et d'amour.

Or, voici qu'après dix-huit siècles, cet idéal semblait oublié. De nouveau, les forts opprimaient les faibles. « Le régime de la liberté du travail, si beau en apparence, est en réalité un régime inorganique, anarchique, féroce, le régime de l'individu isolé dans la lutte pour la vie, le régime païen où l'homme est considéré comme un loup pour l'homme ; le régime le plus opposé à notre civilisation chrétienne (1). » Comment, dès lors, le catholicisme n'eût-il pas réagi ? Comment « un réveil de la conscience chrétienne se demandant si l'Eglise n'avait pas trahi le Christ, si, absorbée par sa mission divine, elle n'avait pas méconnu la mission terrestre qu'elle avait à remplir aussi (2) », ne se serait-il pas opéré ? Comment

(1) M. Rouast, à son cours 1930-31.

(2) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 557.

enfin le catholicisme ne se fut-il pas opposé à la vague antireligieuse qui montait de toutes parts, menaçant de le submerger ? L'action sociale du catholicisme est née du problème religieux autant et plus que du problème économique, et sa fin est avant tout spirituelle. Le but, c'est la rechristianisation du monde ; mais on s'avise que le peuple qui tombe dans l'incroyance et l'immoralité est aussi un peuple qui souffre sous le poids d'un labeur trop lourd et d'une iniquité trop criante. Or, dégageant à nouveau le caractère social du christianisme, on prendra en mains la cause des travailleurs, sachant bien, suivant la parole même de Lacordaire que, « par la charité, il n'y a pas de cœur où l'Eglise ne puisse pénétrer ». Soulager la misère du peuple sera ainsi le moyen de réaliser une fin chrétienne.

Différence, donc, de base comme de but, il y a différence aussi de moyens entre l'action sociale du christianisme et du socialisme. Le socialisme — celui antérieur à 1848 excepté — prêche la violence, la lutte des classes. Le catholicisme, au contraire, enseigne l'amour entre tous les hommes, et au nom même de cet amour du prochain, réclame les réformes capables d'améliorer la condition des travailleurs, et d'assurer le règne de l'équité. De telles différences devaient amener l'antagonisme. Aussi, le socialisme s'est-il mis du premier coup en rupture de ban avec la religion. Et Proudhon — comme Gambetta plus tard — s'écriant, le premier : « Dieu, c'est le mal », et le second « le cléricalisme, voilà l'ennemi » (1), ont défini d'une façon précise l'esprit du socialisme dans ses rapports avec l'Eglise.

Après avoir dégagé ainsi l'origine, les causes, et les

(1) A. Malet, *op. cit.*, p. 689.

caractères du mouvement social, il nous reste à résumer cette action sociale des deux jeunesses — socialiste et chrétienne, — au cours du XIX^e siècle.

A

Réaction du Socialisme

La première tentative de réaction et d'action sociale est venue de *l'école Saint-Simonienne*. Il est deux choses qu'il ne faut pas confondre : Saint-Simon — et ses disciples. Saint Simon désirait organiser la société en remettant le pouvoir à une oligarchie d'industriels et de savants. Il ne visait qu'à faire de l'industrie la reine du monde ; il ne fut pas un socialiste. Au contraire, les disciples de Saint-Simon se révélèrent nettement socialistes. Leur doctrine, nous la trouvons résumée dans leur journal *Le Globe* du 19 février 1830 : « Nous voulons l'abolition de tous les privilèges héréditaires sans exception,... un ordre social complètement basé sur ce principe : *A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres*. Nous voulons la suppression graduelle de tous les tributs que le travail paie à l'oisiveté, sous les noms divers de fermage des terres, loyer des maisons et des capitaux ». Le but principal des Saint-Simoniens est la suppression de l'héritage qui livre la force économique au hasard, l'empêchant de se répartir entre les mains des plus capables. Tous les instruments de travail, tous les capitaux devront être réunis en un « *fonds social* », exploité par association et hiérarchiquement. L'unique héritier sera alors l'Etat, dispensant aux individus les instruments de travail dont ils ont besoin, grâce à un vaste système de « *banques* ».

Sans doute, le saint-simonisme devait-il sombrer dans

le ridicule d'une parade de carnaval ; il reste qu'il fut le premier essai de réaction — utopique assurément, — mais généreux, contre l'iniquité et la misère engendrée au sein du corps social par les principes de 89. Et, désormais, toutes les écoles socialistes : socialistes associationnistes, socialisme d'Etat et socialisme marxiste, seront influencées par la doctrine saint-simonienne, partiront des mêmes principes.

Après l'école saint-simonienne, la réaction est venue des *socialistes associationnistes*. Tout le mal procédant du libéralisme, il s'agissait de supprimer la concurrence pour y substituer l'association. Fourier rêve alors d'organiser le monde en *phalanstères*, de rendre le travail attrayant, « de transformer les salariés en propriétaires intéressés » (1), et de faire régner au sein de la société nouvelle, avec plus d'équité, davantage de bonheur. De son côté, Louis Blanc, propose son « *atelier social* », coopérative ouvrière de production ; cependant que Proudhon — qui, malgré son langage véhément à l'égard des socialistes, en est un, à sa manière — s'attaque à la propriété et au droit d'aubaine qu'elle confère. Considérant que seul le travail est productif, il s'efforce alors, grâce à son système de la *banque d'échange*, d'attribuer au travailleur tout le produit de son travail.

La Révolution de 1848 allait jeter sur le socialisme un discrédit tel que, en 1852, Reybaud pouvait écrire : « Parler de lui, c'est presque prononcer une oraison funèbre (2). » Quoiqu'il en soit, le socialisme antérieur à 1848 — celui des saint-simoniens comme celui des socialistes

(1) *Association domestique*, t. I, p. 466.

(2) Gide et Rist, *op. cit.*, p. 352.

associationistes — présentait deux caractères : d'une part, il était profondément idéaliste, allant maintes fois jusqu'à l'utopie ; — d'autre part, loin de prêcher la haine et la lutte des classes, il tendait à réconcilier producteurs et consommateurs, capitalistes et salariés. Un système comme le phalanstère de Fourier, par le rapprochement d'individus de conditions différentes (le phalanstère comporte six classes), se proposait de substituer l'entente cordiale au mépris. Le système de Louis Blanc est exempt de haine ; et dans la pensée de Proudhon, la fusion des classes sera réalisée non par une révolution où pourra entrer en action le principe meurtrier de la lutte des classes, mais par la réforme, toute pacifique, du « *bon d'échange* », substitué au billet de banque.

Tout autre allait être l'esprit de Marx. Moins utopique, plus scientifique, il fut aussi beaucoup plus violent. Pour Marx, il doit y avoir correspondance entre le mode de production et le système d'appropriation. Or, il n'en est plus ainsi dans nos sociétés modernes ; car, tandis que la production est de plus en plus collective, l'appropriation demeure individuelle. L'entrepreneur s'enrichit alors au détriment des salariés, auxquels il paie le salaire strictement nécessaire à leur subsistance, tandis qu'il leur fait rendre la somme de travail qu'ils peuvent donner, et dont il achète la force de travail isolée tandis qu'il revend la force de travail combinée, de leur groupement. Mais ce régime illogique — dont les crises d'ailleurs trahissent l'anomalie — ce régime : *le capitalisme*, est près de sa fin. Le prolétariat s'y opposera dans un mouvement de lutte des classes. Et ce prolétariat sans cesse grandissant — car la concentration inévitable des entreprises entraînant la disparition des plus petites, « le capitalisme

produit avant tout ses propres fossoyeurs (1) » — ce prolétariat s'emparera du pouvoir et mettra fin à l'exploitation dont il est victime, supprimant désormais, avec la propriété, toute idée même de classes.

Mais cette lutte du prolétariat contre le capitalisme doit revêtir un caractère international. Aussi le « *manifeste du parti communiste* » de Marx et Engels, publié en 1847, concluait-il : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Et, en cette même année 1847, un congrès d'ouvriers, venus de différentes nations, se tint à Londres, première ébauche de « *l'association internationale des travailleurs* », fondée seulement en 1864. Son programme était — il demeure aujourd'hui — l'abolition de toute religion, de la propriété, de la famille, de l'héritage et de la Nation même.

Malgré la dispersion des socialistes français en une multitude de groupes, au lendemain de la Commune insurrectionnelle de Paris (*Blanquistes, possibilistes, anarchistes ; fédéralistes*) l'influence de Marx est restée considérable. En 1877, Jules Guesde fonde le journal *l'Egalité*, et avec Lafargue, gendre de Marx, prêche le marxisme pur. A côté, s'est constitué le « *socialisme unifié* » [Section française de l'Internationale ouvrière (S. F. I. O.)] qui n'est pas le marxisme intégral, mais dont le programme comporte les trois principes marxistes : socialisation des instruments de production, — lutte de classes, — entente internationale des prolétaires. De ce socialisme, Jaurès fut le merveilleux orateur.

Mais c'est en Allemagne et en Russie surtout, que Marx a trouvé ses plus fervents disciples : Les chefs de la révolution bolcheviste se sont réclamés de lui.

(1) Gide et Rist, *op. cit.*, p. 550.

Ainsi, avant Marx, les prolétaires n'étaient point organisés. N'ayant point de programme fixe, ils ignoraient, suivant l'expression de Jaurès, « la séduction, la puissante douceur d'un idéal nouveau (1) ». Surtout, ils n'avaient point cette conscience de classe qu'ils ont aujourd'hui. Après Marx, au contraire, le prolétariat s'est organisé, unifié, tentant de conquérir les masses, les jeunes surtout, dont il a fait ses plus fervents apôtres. Dans notre seconde partie, nous montrerons l'action sociale de cette jeunesse marxiste qui, guidée par la III^e internationale dont le siège est à Moscou, s'efforce de répandre, dans le monde tout entier, la bonne parole du Maître.

B

Réaction du Catholicisme

A peu près à la même époque où les saint-simoniens — première école socialiste — rêvaient d'asseoir la société sur des principes plus conformes à l'équité que ceux dont le peuple s'était entichés en 1789, le catholicisme réagit, lui aussi. On peut — nous semble-t-il — distinguer *deux phases* dans l'action sociale des jeunes catholiques au XIX^e siècle. La première s'étend de la révolution jusque vers 1850, tandis que la seconde qui commence alors, se prolonge jusqu'au XX^e siècle.

Jusque vers 1850, l'action sociale des jeunes catholiques fut essentiellement une œuvre de charité. Ils ont soulagé les misères du peuple sans s'attaquer à la racine même du mal. Ils ont fait surtout, suivant l'expression d'Ozanam, de « *l'agitation charitable* ». Le 2 février 1801, le Père

(1) Cité par Vandervelde, *Jaurès*, p. 70.

Delpuits fonde la « *Congrégation* », dont le but est de grouper les jeunes catholiques pour une fin toute religieuse. Mais bientôt, la visite des hôpitaux est inscrite au programme. On porte aux malades, avec les bienfaits de l'amitié et des secours matériels, les lumières et les consolations de la foi. Bichat, Laënnec, Augustin Cauchy, jeunes étudiants, figurent parmi les congréganistes. En 1812, l'abbé Legris-Duval, nouveau directeur de la « *Congrégation* », fonde — en dehors d'elle — la « *Société des bonnes œuvres* ». Elle comporte trois sections : une section des hôpitaux, une section des prisonniers qui érige une maison pour les jeunes détenus ; tandis que la troisième, « section des savoyards », évangélise les ramoneurs venus d'Auvergne ou de Savoie dans la capitale. Bien que créée en dehors de la *Congrégation*, la « *Société des bonnes œuvres* » vit accourir à elle tous les congréganistes, lesquels furent mêlés à toutes les entreprises charitables de la Restauration. Mais la « *Congrégation* », pour sa fidélité à la monarchie, disparut en 1828, victime des libéraux.

Vers 1830 cependant, des catholiques, sortant du pur domaine de la charité, tentèrent d'apporter les réformes que réclamait leur idéal de justice. Buchez se fait disciple de Saint-Simon et pose, le premier, les bases de la coopérative de production. Selon ses principes se fonde, en 1834, « *l'Association des bijoutiers en doré* ».

En 1830, Lamennais, Montalembert et Lacordaire exercent dans leur journal *l'Avenir* une action non seulement politique et religieuse, mais aussi sociale. *l'Avenir* s'indigne à la vue de la misère du peuple et à la pensée que l'ouvrier travaille quinze et seize heures par jour. Il proteste contre les patrons, « ces marchands de travail » qui, « faisant passer leur intérêt égoïste avant celui de l'espèce

humaine » (1) exploitent l'ouvrier, trafiquent « de ses sueurs et spéculent sur sa faim (2) ».

Decoux attaque les économistes de l'école libérale, Smith et J.-B. Say notamment, leur reprochant de s'occuper des moyens de production, en négligeant l'homme lui-même. Il définit leur système : « la théologie des intérêts matériels... limitée aux seules combinaisons qui se résolvent en écus » (3). Montalembert déclare que « le devoir de la puissance publique est de défendre la liberté du faible contre celle du fort » et réclame, avec le repos du dimanche, le rétablissement des corporations et la protection des enfants et des ouvriers. « Tout notre effort, dit l'*Avenir*, doit être de reconstituer la famille, la corporation, l'Eglise (4) ».

Mais Buchez et l'*Avenir* ne représentaient pas alors l'esprit du catholicisme. Les catholiques désiraient le retour à l'ancien régime ; ils étaient profondément monarchistes. Aussi, en novembre 1833 l'*Avenir* fut-il suspendu ; et la condamnation de Rome ruina bientôt ce mouvement religieux, démocratique, et déjà social.

On revint, avec Ozanam, sur le terrain de la charité. Venu à Paris pour y faire ses études de droit, Frédéric Ozanam y est frappé par l'impiété qu'il constate autour de lui ; le péril d'incroyance et d'immoralité qui guette les jeunes de son âge l'afflige. Pour secourir les étudiants perdus comme lui dans ce « vaste cadavre » (5) que lui semble Paris, pour répondre aussi aux critiques des adver-

(1) *Avenir*, n° 30 juin 1831.

(2) *Ibidem*.

(3) *Avenir*, 10 janvier 1831.

(4) *Avenir*, cité par Lecanuet, *Montalembert*, t. I, p. 182.

(5) Cité par G. Goyau, *Ozanam*, p. 33.

saïres de sa foi, il décide de se jeter dans l'action. Et, en mai 1833, il fonde avec quelques camarades la « *Conférence de Saint Vincent de Paul* », dont le programme est la visite des pauvres à domicile, avec distribution de secours en nature. Fondée par des jeunes, la conférence fut, à l'origine, exclusivement un mouvement de jeunes. Mais bientôt elle s'ouvrit aux hommes mûrs, tandis qu'elle s'étendait en province, puis hors de France même, et que, à la visite des pauvres s'ajoutaient d'autres « œuvres accessoires ».

Cependant, Ozanam ne permit jamais qu'on sortît du domaine de la charité. Il ne fut en aucune façon le chef d'une école sociale ; volontairement, il se tint sur le seuil du problème social. La raison ? Elle réside tout entière dans les événements dont Ozanam fut témoin. Le saint-simonisme venait de sombrer dans le ridicule ; le catholicisme n'avait pas encore de doctrine sociale. De Maistre, de Bonald et Lamennais avaient tenté d'en forger une, mais tous avaient mêlé au problème social le problème politique, et la condamnation de l'*Avenir* incitait à la prudence. Qu'aurait tenté Ozanam dans une atmosphère aussi troublée, aussi incertaine ? « Nous sommes trop jeunes, dit-il, pour intervenir dans la lutte sociale » (1), et prudemment, il borna son action à la charité.

Vers 1850 s'ouvre la seconde phase de l'action sociale des jeunes catholiques. Quittant le pur terrain de la charité, ils vont tenter désormais de réaliser la protection des travailleurs. Le promoteur de cette idée fut Maignen, un jeune artiste. Maignen résolut de s'intéresser à l'apprenti non seulement dans l'œuvre des patronages, mais jusque dans l'atelier, et de l'y protéger à la fois « contre la cupi-

(1) Ozanam, *Lettres*, t. I, p. 126.

dité des maîtres et la brutalité des ouvriers » (1). Pour cela, Maignen s'enquiert d'un atelier offrant toutes les garanties désirables de sécurité et d'hygiène, physique et morale. Il discute avec le patron les conditions du contrat de travail, le signe lui-même, se réservant le droit d'en contrôler l'exécution. Et puis, l'enfant placé n'est pas abandonné : près du patron, on s'enquiert de ses progrès ; à l'apprenti on demande si le contrat est respecté. S'il ne l'est pas, une visite courtoise de Maignen porte ses fruits ; la protection de l'apprenti est assurée. En 1855, Maignen fonde « *l'Association des jeunes ouvriers de Notre-Dame de Nazareth* », qui devint en 1865 le « *cercle Montparnasse* ». Son idée était d'obtenir le rétablissement des corporations. Dans sa pensée, « le cercle était le premier degré, l'acheminement à la corporation (2) ».

Après 1870, le mouvement allait être continué par Albert de Mun, à qui la Commune révéla sa vocation sociale. L'œuvre des cercles catholiques ouvriers fut largement développée ; elle groupait en 1875 plus de quinze mille ouvriers. De Mun fut le principal représentant — il fut l'âme — du catholicisme social qui se proposait de restaurer l'ordre social catholique, c'est-à-dire d'appliquer à la société les principes de l'Évangile. S'élevant avec véhémence contre les principes individualistes de 1789, A. de Mun, protesta que le travail n'est pas une marchandise ; il lutta pour le rétablissement des syndicats et la protection des travailleurs, tandis qu'un jeune industriel, Léon Harmel, donnait, dans son usine du Val des Bois, l'exemple de cette action sociale catholique.

Pour A. de Mun — comme pour Maignen — « le cercle

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 136.

(2) Mainage, *op. cit.*, p. 138.

est un point de départ : c'est l'association qui est le but ». En même temps d'ailleurs qu'il fondait des cercles ouvriers, qu'il les spécialisait suivant les professions, en faisant ainsi des sortes de syndicats, A. de Mun organisait aussi des réunions de patrons. Car si son expérience, jointe à celle de L. Harmel, le détournait des syndicats mixtes, dans sa pensée cependant, le rétablissement des corporations et l'émancipation des travailleurs devaient se faire avec le concours des patrons et de toutes les classes sociales. De Mun demandait aussi à l'Etat d'intervenir par une législation nationale, et même internationale. Et, tandis qu'il constituait, avec Mgr Doutreloux, l'école de Liège, une école opposée se groupait autour de Mgr Freppel, l'école d'Angers, hostile à l'intervention de l'Etat et ayant comme idéal non pas les syndicats patronaux et ouvriers séparés d'A. de Mun, mais le « *patronage* » de Frédéric Le Play, où le bonheur de l'ouvrier était confié au « *bon patron* ».

En 1886, enfin, pour lutter contre la politique anticléricale du parti républicain (1), Robert de Roquefeuil, âgé de 20 ans, fondait avec cinq étudiants, — à l'exemple des jeunes catholiques suisses du canton de Fribourg et sur le conseil d'A. de Mun — *l'Association catholique de la jeunesse française* (A. C. J. F.). Cette association, exclusivement universitaire à l'origine, mais dont le recrutement fut étendu par le congrès de Besançon (1899) « à tous les jeunes gens catholiques capables d'exercer autour d'eux une certaine influence » (2), resta intimement liée à l'œuvre des cercles ; son but n'en fut pas

(1) *Supra*, p. 13.

(2) Du Ponceau, *Petite histoire de l'A. C. J. F.*, p. 23.

différent. « Emus des souffrances du peuple affamé de justice et trahi par la révolution — disait A. de Mun à la séance de fondation — vous avez juré de consacrer vos forces à préparer par l'étude, par l'action, par le dévouement personnel, le rétablissement d'un ordre social chrétien. C'est l'œuvre de l'avenir, elle est digne de passionner vos âmes (1). »

Telle fut, brièvement résumée, l'action sociale des jeunes catholiques au XIX^e siècle. Maignen, A. de Mun, Léon Harmel et de Roquefeuil ont été des hommes d'action et de progrès. « Avant eux, les catholiques n'avaient pas de doctrine sociale : avec eux et par eux, ils ont commencé d'en avoir une. Avant eux, les catholiques n'osaient s'aventurer hors du domaine de la charité : après eux et avec eux, ils ont abordé fermement le terrain de la justice... Avant eux la question sociale était pour ainsi dire la propriété exclusive du socialisme : avec eux, cette question est rentrée dans la sphère de l'influence chrétienne (2). »

Le 15 mai 1891, l'encyclique *Rerum Novarum* consacrait cette action et cette doctrine sociales des jeunes catholiques. Le Pape Léon XIII y déclarait la nécessité de « venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont dans une situation d'infortune et de misère imméritées » (3). Il rappelait les devoirs réciproques qu'exige l'équité dans les rapports entre patrons et ouvriers, revendiquait un salaire suffisant pour permettre à l'ouvrier de vivre, conseillait l'organisation professionnelle.

|Consécration du mouvement social catholique, l'ency-

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 155.

(2) Mainage, *op. cit.*, p. 156.

(3) Cité par Pie XI, Encyclique *Quadragesimo anno*, p. 9.

clique de Léon XIII fut aussi le point de départ d'une étape plus féconde encore d'activité sociale. *Rerum novarum* traçait en effet un vaste plan d'action sociale. Or, répondant à cet appel, une phalange de jeunes chrétiens résolus et dévoués allait s'occuper de plus en plus du sort matériel et moral de la société, lutter vaillamment pour introduire dans nos lois ces réformes dont Léon XIII avait montré la nécessité. En 1903 se tint le *congrès social* de Chalon-sur-Saône, premier d'une longue liste de congrès comportant l'étude d'une question sociale, après enquête de tous les groupes — et qui donnèrent aux jeunes l'expérience des problèmes les plus brûlants de leur époque. 1904 vit apparaître *les semaines sociales*, dont Henri Lorin fut l'âme, et qui apportèrent un élan nouveau à la formation et à l'action des jeunes. Bazire, devenu en cette même année, président de l'A. C. J. F. lançait le mot d'ordre : « Sociaux parce que catholiques » (1) ; et, jusqu'à la guerre allait se continuer, grâce aux jeunes, cet effort du catholicisme social, c'est-à-dire, suivant l'expression de Goyau, du « christianisme logique » (2).

Le xix^e siècle s'était clos enfin, par l'apparition d'un dernier mouvement de jeunes, de caractère plus spécialement politique ; nous voulons parler du *Sillon* et de Marc Sangnier. Né en 1894, dans la crypte de l'actuel collège Stanislas, où Sangnier accomplissait ses études, puis continué par son promoteur à polytechnique et à la caserne même, le *Sillon* fut « un mouvement démocratique animé du plus ardent esprit chrétien » (3). Il tint à la fois du catholicisme et du socialisme, de l'appropriationisme.

(1) Du Ponceau, *op. cit.*, p. 28.

(2) Goyau, *Autour du catholicisme social*, t. I, p. 4.

(3) Sangnier, *Le plus grand sillon*, p. 58.

La société nouvelle que Sangnier rêve d'élaborer sera basée sur les principes de l'Évangile : « Nous croyons la république démocratique possible, avec la force sociale et la discipline morale du catholicisme », déclare Sangnier (1), — et en cela il se révèle profondément catholique. Mais pour lui, les syndicats ouvriers doivent seuls exister. Ils doivent aussi devenir propriétaires des instruments de production, ce qui permettra à l'ouvrier de s'affranchir du joug capitaliste, et de conserver tout le fruit de son travail. « Nous voulons, dit aussi Sangnier, que les usines, les mines, les industries appartiennent à des groupes de travailleurs... nous voulons affranchir les prolétaires du patronat, non pas pour les mettre sous la direction d'un grand et unique patron, l'État, mais pour que les prolétaires eux-mêmes puissent devenir collectivement des patrons » (2); — et en cela Sangnier se rapproche de l'appropriationisme de Marx. Il en diffère cependant à maints égards : par son esprit religieux d'abord et surtout, par sa défiance envers l'État, enfin par son hostilité à l'égard du principe de la lutte des classes. « Nous ne sommes pas pour la lutte des classes », dit-il (3); il ajoute : « Nous n'avons qu'une arme : la vérité, et qu'une force : l'amour » (4).

C'est que le Sillon fut essentiellement une amitié. Il fut cette « âme commune (5) », dont parle Sangnier lui-même, et qui orienta très tôt le mouvement sillonniste vers une tendance égalitaire. Il s'agit de développer en

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 206.

(2) Compte rendu d'une réunion du Sillon, novembre 1907.

(3) *Le plus grand Sillon*, p. 56.

(4) *Ibidem*, p. 86.

(5) *Le plus grand Sillon*, p. 38.

chacun et de porter au suprême degré la conscience et la responsabilité civiques. Il s'agit de faire l'éducation du peuple pour le porter au pouvoir. Car si chacun a le sentiment impératif de ses devoirs et de ses responsabilités, toute hiérarchie et toute autorité deviendront inutiles. Le Sillon, précisément, ne reconnaissait pas l'autorité, mais seulement l'unanimité, conservée « grâce à l'élimination spontanée de ceux qui ne se sentent pas intégralement du Sillon » (1). Une telle doctrine, qui prêchait en outre la ruine du patriotisme fut condamnée par Rome, — et Sangnier se soumit.

Vers 1907, enfin, un chef militaire anglais Baden Powell, jetait les bases d'un nouveau mouvement de jeunes : le scoutisme. Chargé, durant la guerre des Boers, de défendre au Transvaal Mafeking assiégée, et disposant d'une garnison peu nombreuse, Baden Powell eut l'idée d'utiliser les jeunes garçons de la ville comme agents de liaison ou comme éclaireurs, afin de conserver sous les armes tous les hommes capables de combattre. La guerre terminée, Baden Powell résolut de former en Angleterre une jeunesse semblable à celle du Transvaal par son dévouement et sa virilité. Au mois d'août 1907, vingt jeunes anglais campaient sous la tente à l'île de Brownsea, près de Portsmouth, tandis qu'en mai 1908 était publié le « *scouting for boys* ». Le scoutisme était né, qui allait prendre — dans l'après guerre surtout — un développement considérable.

Résultats de l'action sociale de la jeunesse au XIX^e siècle

Cette action sociale des jeunes — qu'il s'agisse du socia-

(1) Mainage, *op. cit.*, p. 219.

lisme ou du catholicisme — devait, outre ses résultats immédiats, créer un esprit favorable à la protection des travailleurs, et se traduire — malgré l'opposition libérale — par une œuvre législative.

Sans doute serait-il excessif d'attribuer aux jeunes toute la législation sociale du xix^e siècle. Loin de là notre pensée ! Mais il reste que par leurs doctrines et par leur action les jeunes ont créé un courant d'opinion, une mentalité nouvelle, hâtant l'heure des grandes transformations sociales. Bien plus, ils ont maintes fois, avec Montalembert et plus tard surtout avec A. de Mun, proposé et introduit dans notre société des réformes hardies qui, de nos jours même sont loin de paraître surannées ou superflues.

La première loi fut celle du 22 mars 1841, dont l'initiative revient à Montalembert. Elle interdisait le travail des enfants de moins de huit ans, limitait à huit heures par jour le travail de ceux n'ayant pas douze ans, défendait tout travail de nuit au-dessous de treize ans. Cette loi, hélas, « fut ouvertement violée dès le lendemain de sa promulgation » (1).

Il faut attendre alors la Révolution de 1848 pour voir le gouvernement s'occuper des ouvriers. De nombreuses lois s'efforcèrent d'améliorer leur sort ; mais « le gouvernement du Prince Président et du second Empire devaient avoir promptement raison de l'œuvre sociale de la seconde république par toute une série de mesures contraires » (2). Un décret subsistait cependant : celui du 2 mars, arraché à Louis Blanc par les ouvriers. Il abolissait le marchandage et réduisait à dix heures à Paris, à onze heures en pro-

(1) Paul Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 77.

(2) *Ibidem*, p. 78.

vince, la journée de travail. Cette fois encore, le décret resta sans application.

Puis, la loi de prévoyance du 10 juin 1850 créa pour les travailleurs la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, tandis qu'une loi de 1850 également, complétée en 1898, réglait l'organisation des sociétés de secours mutuel. Un peu plus tard, la loi du 11 juillet 1868 créait une caisse d'assurance en cas de décès et une caisse contre les accidents.

Une loi de 1851 (22 février) réglementait le contrat d'apprentissage.

Plus importante est la loi du 25 mai 1864, qui supprima le délit de coalition, et par là tolérait les grèves.

Sous la troisième République, la loi du 19 mai 1874 fixa à douze ans l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, à douze heures la journée de travail des enfants de moins de 16 ans, et interdit « le travail de nuit aux mineurs de seize ans et aux filles mineures de vingt-et-un ans, sauf dans les usines à feu continu » (1) ; elle organisait en outre l'inspection du travail. Une autre loi de 1874 prescrivit, pour la première fois, le repos hebdomadaire pour les enfants et les filles mineures.

Vint ensuite la grande loi du 21 mars 1884, accordant aux ouvriers et aux patrons le droit de constituer des syndicats — aboutissement des efforts persévérants des socialistes et d'Albert de Mun.

Puis, à partir de 1890, sous l'influence des socialistes et des catholiques sociaux — et le suffrage universel aidant — lois protectrices du travail et lois de prévoyance se multiplièrent considérablement.

(1) Paul Pic, *op. cit.*, p. 513.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION SOCIALE DE LA JEUNESSE DANS L'APRÈS-GUERRE

I. CAUSES DE L'ACTION SOCIALE

La jeunesse du xix^e siècle et des premières années du xx^e laissait à celle de l'après-guerre un magnifique exemple d'action sociale. Lourd était l'héritage recueilli qu'il s'agissait de faire fructifier encore. Comment suivre — même de loin — l'exemple des aînés ? Cependant, les jeunes d'après-guerre allaient reprendre le flambeau, et, vaillamment, se jeter dans l'action.

La guerre avait fait taire les passions politiques et religieuses. Tous les esprits s'étaient unis généreusement pour triompher d'un péril commun. Dans les tranchées régnait — avec le contact des classes — la plus grande fraternité ; tous se sentaient égaux devant le devoir et la mort. Pour ceux de l'arrière, le « *poilu* » — qu'il fût prolétaire ou bourgeois — devenait un héros. On vantait son audace et sa ténacité ; on l'élevait sur les autels de la patrie. Et tous, gouvernement ou particuliers, lui prodiguaient les objets matériels et le réconfort moral capables d'adoucir son sort et d'entretenir son énergie.

Cet état d'esprit — hélas — ne devait point survivre à la guerre. Au lendemain de la paix se pose, comme au

xix^e siècle, un double problème : social d'abord, religieux et surtout moral d'autre part.

A) *Le problème social*

Le péril écarté, l'esprit de solidarité s'anéantit. L'égoïsme allait redevenir la base du régime économique, l'argent, le but de la vie, et avec eux les haines sociales se raviver. Quatre années de privations et de souffrances, les habitudes d'oisiveté contractées dans les tranchées ou les cantonnements, l'enthousiasme de la victoire, tout cela donnait aux vainqueurs le désir — naturel après tout — de s'enivrer de plaisirs. On espérait une ère de détente et de prospérité, et, avec peu de travail, davantage de bien-être. Une mentalité nouvelle et généralisée vit le jour, qui désirait beaucoup d'argent pour beaucoup de jouissances. Mentalité qu'allaient aggraver encore la hausse des salaires attribués aux travailleurs — alors trop peu nombreux pour répondre aux immenses besoins de la production, — la mauvaise gestion des pouvoirs publics, la dépréciation de la monnaie nationale. Car l'individu dont la fortune a été ébranlée par la faute de la communauté tentera de s'en refaire une promptement, tandis que l'insécurité du lendemain lui donne l'impression qu'économiser c'est être dupe. Le gaspillage des deniers publics enfin et les scandales financiers, tout cela contribue à diminuer la conscience individuelle et collective. « Il en est résulté chez certains un tel endurcissement de la conscience, déclare le pape Pie XI (1), que tous les moyens leur sont bons qui permettent d'accroître leurs profits et de défendre contre

(1) Pie XI, Encyclique *Quadragesimo anno*, p. 96.

les brusques retours de la fortune les biens si péniblement acquis ». Pour beaucoup, tout le problème consiste à gagner le plus possible et le plus vite possible — souvent par tous les moyens possibles — afin de jouir toujours davantage. « Le mal du temps, dit E. Duthoit, c'est l'amour de l'argent pour lui-même, ou plutôt pour les jouissances et pour la domination sur les autres qu'il procure (1). »

Or, avec le culte de l'argent, l'égoïsme devient à nouveau la base de toute la vie économique et sociale. Redevenu travailleur, le héros des tranchées n'est plus pour l'entrepreneur qu'une « *machine* ». Maintes fois on le chasse de l'atelier pour une main-d'œuvre étrangère moins exigeante et moins onéreuse. Les « *nouveaux riches* » mènent une vie luxueuse, font montre d'orgueil et de supériorité. Uniquement préoccupé de gain, de plaisirs et de luxe, le patron n'a en vue que la production ; l'ouvrier est pour lui un simple rouage dont il ne se soucie pas. Que d'entrepreneurs font leur la pensée de Lewinsohn : « Il ne faut pas faire de différence entre les hommes et les marchandises ; on les prend quand on en a besoin, on les utilise, puis on les rejette quand on ne peut plus s'en servir (2). » Traitée en bête de somme, en paria, aigrie par l'exploitation dont elle est l'objet, comment la classe ouvrière s'attacherait-elle à ses patrons ? Alors renaissent les jalousies et les haines. « Quand l'argent est roi, dit encore si justement E. Duthoit, les classes sociales, au lieu de se compénétrer et de s'entr'aider, s'épient, se jalousent, s'apprêtent à en venir aux mains. La richesse s'étale, insolente, au cœur des grandes villes. Dans les

(1) E. Duthoit, *Nos devoirs à l'égard de la richesse*, p. 4.

(2) G. Viance, *Force et misère du socialisme*, p. 16.

faubourgs, la dictature du prolétariat se prépare (1). »

Sans doute, l'existence des syndicats et de nombreuses lois assurent-ils la protection de l'ouvrier. Cependant, la misère des travailleurs reste grande. *Les enquêtes du Père Lhande, dans la banlieue parisienne* (1927) rappellent de bien près — hélas — celles de Villermé en 1840. Dans la « zone », les logements ouvriers « faits à la diable avec un ramassis de boîtes et de bidons aplatis, de vieilles tôles ondulées » (2), offrent des conditions d'hygiène et de moralité lamentables. « On vit là dans le provisoire, sans eau, sans voirie, sans lumière ; on s'entasse entre des planches comme harengs en caque. Là, on dort, on souffre, on meurt, on naît ». Dans ces taudis vivent « vieux, jeunes, hommes, femmes, malades, bien portants, dans les plus sinistres promiscuités (3) ». Durant ses loisirs, l'ouvrier préfère le cabaret à son « *gourbi* » infect ; et tandis que s'en va ainsi l'argent de la quinzaine, la vie de famille disparaît. Au reste, le salaire du père, insuffisant pour faire vivre la famille ouvrière, contribue largement à sa désagrégation. La mère est contrainte de travailler au dehors, tandis que « les enfants, abandonnés tout le jour, grandissent librement à l'école de tous les vices » (4).

Le travail lui-même est souvent pénible. Sans doute a-t-on assaini les usines. On les a éclairées, ventilées ou chauffées ; les ateliers malsains sont aujourd'hui l'exception. Mais le travail, mécanisé par le Taylorisme, accroît la tension nerveuse, épuise l'ouvrier. Au reste, atelier assaini ne signifie pas fatalement atelier où l'hygiène

(1) E. Duthoit, *op. cit.*, p. 6.

(2) P. Lhande, *Etudes*, 5 août 1928, p. 295.

(3) P. Lhande, *Le Christ dans la Banlieue*, p. 7.

(4) *ibidem*, p. 7.

triomphe. Nombreuses sont les usines surpeuplées et les conditions de travail défectueuses. Ici, « une femme à genoux tout le jour sur un sol bétonné... brosse d'innombrables peaux de lapin dont elle avale tant de poils qu'elle en perd l'appétit ». Là, on trempe des disques dans l'acide « avec des gants de caoutchouc tels que, remplis d'eau, ils eussent fort bien pu servir de pommes d'arrosoir ». Là enfin, tous les ouvriers doivent se laver dans le même bassin sans eau courante, alors que les premiers lavés ont transformé l'eau « en un vernis avec quoi noircir les chaussures eût été possible » (1). Cruellement exploité par un patron si éloigné de lui, à la merci des maladies ou des accidents les plus graves, menacé par le chômage, angoissé par cette perpétuelle insécurité du lendemain, comment l'ouvrier peut-il aimer la société et son propre travail ? Celui-ci est devenu pour lui « une odieuse nécessité... ; traité comme un numéro anonyme, il travaille sans fierté dans un atelier sans joie » (2). Il voue une haine farouche à ceux qui, plus riches, se désintéressent de lui, pour mener cette vie luxueuse à laquelle est destiné tout le fruit de son travail. Voudrait-on, de nos jours, définir le problème social, il faudrait reculer d'un siècle dans le passé. Stimulée par la guerre dont les besoins furent immenses, puis dont il fallut réparer les ruines, la vie économique présente au lendemain du conflit un visage presque identique à celui qu'elle offrait aux environs de 1830. L'égoïsme individualiste à la base de toute activité, un machinisme effréné, le luxe et l'isolement des classes possédantes, l'extrême misère du prolétariat — en ces jours de crise plus parti-

(1) Cité par P. Croizier, *Pour faire l'avenir*, p. 156.

(2) P. Merklen, *La Croix*, 28 juin 1928.

culièrement — tels sont les caractères du régime économique de l'après-guerre. Ainsi, même élan à la production, même égoïsme qu'aux premières années du xix^e siècle, et, pour se dérouler entre groupes plutôt qu'entre individus, même lutte enfin entre les classes sociales. Car plus que jamais peut-être se révèle juste la parole d'Ozanam : « Entre ces deux classes d'hommes, une lutte se prépare, et cette lutte menace d'être terrible : d'un côté la puissance de l'or, de l'autre celle du désespoir (1). »

B) *Le problème religieux et moral*

Moins aigu, sans doute, se pose le problème religieux. La guerre, qui rapprocha les classes, opéra de même le contact du peuple et des ministres de Dieu. Cependant, l'esprit religieux, ravivé par la guerre, ne survécut pas entièrement. Il fut en grande partie cette foi du marin en péril : le péril évincé, la foi disparut. Au reste, l'immoralité sans cesse grandissante et le dévergondage des mœurs, tendent à l'anéantissement de l'esprit religieux, chez les jeunes principalement. Le tableau qui résume la situation religieuse de nos jours, nous l'empruntons à un adversaire du cléricalisme : « ...A partir de la seconde génération, les habitudes de piété sont entièrement effacées. L'Eglise n'a plus aucune prise sur le prolétariat né dans les faubourgs parisiens. Elle-même considère ces quartiers comme de véritables pays de mission, et les procédés qu'elle y emploie sont les mêmes qu'en Chine ou en Océanie... La pratique elle-même ne signifie pas grand'chose, car ces pratiquants ne sont jamais longtemps

(1) Ozanam, *Lettres*, t. I, p. 227.

les mêmes. Adolescents, jeunes filles, lâchent catéchismes et retraites dès leur entrée à l'atelier ou leur mariage. Les neuf dixièmes des enfants des patronages échappent par la suite à l'influence du prêtre qui les a formés... Devenu ouvrier, et surtout après un passage au régiment, le néo-phyte subit des influences pernicieuses qui le jettent vers le socialisme, lui font abandonner les pratiques, altèrent sa pureté. Le torrent usinier et faubourien efface en un clin d'œil le superficiel enduit de catholicisme. Trop heureux quand l'ancien protégé des curés ne leur voue pas une animosité farouche (1). »

S'agit-il du problème moral, les conditions ne sont pas plus favorables. Au culte de l'argent, beaucoup sacrifient toute morale ; tout honneur se perd dans d'ignobles spéculations. L'égoïsme pousse à restreindre le nombre des enfants ; par esprit de calcul et désir de luxe, on limite la vie. La force de caractère devient alors un vain mot ; car l'argent gagné vite et sans effort ne tient pas aux doigts. « Il faut que la société le dépense aussi, et comment ? L'élite elle-même se complaît dans des spectacles immoraux ;... à ce régime, l'âme nationale s'amollit ; l'intelligence perd quelque chose de sa force et de sa clarté ; les énergies fléchissent (2). » Des capitalistes à leur manière cherchent à exploiter les loisirs des ouvriers. Aiguillant les passions les plus basses d'une jeunesse insuffisamment éduquée, ils trouvent là un moyen puissant de s'enrichir, sans souci de l'intérêt public. Qui dira le nombre des spectacles et des revues immorales et — conséquence fatale — des conversations malsaines à l'atelier, des inscriptions et

(1) Charny, *Les atouts du cléricalisme*, p. 20 et suiv.

(2) Duthoit, *Nos devoirs à l'égard de la richesse*, p. 6.

dessins immoraux ? Qui dira l'absence de pudeur et de correction, la dépravation des mœurs ?

La question sociale qui se pose dans l'après-guerre n'est pas seulement une question économique ; elle est aussi et avant tout une question morale. Problème immense, tragique, dont on se désintéresse et se joue aujourd'hui, dont notre société peut reculer l'examen et la solution, mais qu'elle n'éludera jamais ; qu'un jour donc, il lui faudra — bon gré mal gré — regarder en face fixement, sans pouvoir reculer d'un pas. Le problème économique lui-même est tributaire du problème moral. Il ne se poserait pas sans doute s'il n'y avait cette crise de conscience individuelle et collective, si généralisée depuis la guerre. Car, le problème moral posé, c'est l'exploitation du plus faible par le plus fort, le règne de l'iniquité, la ruine de la paix entre les classes ; c'est la société minée par l'exaspération du peuple.

Dans cette société tourmentée et meurtrie par d'affreuses misères physiques et morales, contre l'égoïsme capitaliste — que Vogelsang définissait au *xix^e* siècle « la maxime que toute part de richesse est une propriété individuelle sans devoirs, ni charges, destinée à procurer à son propriétaire la plus grande somme possible de profits, sans égard pour la communauté ou ceux qui la lui ont procurée » (1), catholiques et marxistes allaient à nouveau réagir, s'efforçant de rétablir la justice et la paix.

Pour le marxisme, le remède réside dans un bouleversement complet des institutions. L'homme souffre sous ce régime d'appropriation privée et de concentration du capital aux mains d'un petit nombre auquel tous les autres

(1) Cité par Nitti, *Le socialisme catholique*, p. 227.

sont assujettis ; il s'agit dès lors de détruire les cadres de cette société et d'y substituer le régime meilleur d'appropriation collective et du gouvernement de la masse prolétarienne, le régime qui permettra à chacun le développement le plus complet de sa personnalité. Ainsi, il suffira de modifier le système de répartition des biens, d'opérer un partage équitable, pour que, du même coup, se trouve réalisé le bonheur de la société.

Le christianisme, plus spécialement le catholicisme, proteste lui aussi contre la mauvaise répartition et surtout contre le mauvais emploi des richesses. Il dénonce chez les riches l'oubli de leurs devoirs en face de la foule des travailleurs réduits à une misère angoissante. Il condamne cette vie économique « horriblement dure, implacable, cruelle » (1), réclame l'accession de l'ouvrier à la petite propriété foncière, exige que le salaire du mari soit suffisant « pour faire face aux charges normales du ménage » (2) afin que la femme puisse se consacrer aux occupations domestiques et à l'éducation de ses enfants.

Mais le catholicisme n'est pas seulement une réaction contre l'individualisme égoïste, base du régime capitaliste ; il est aussi une réaction contre le socialisme lui-même. Car l'opposition signalée au xix^e siècle subsiste de nos jours. Spiritualiste, religion, le catholicisme ne pouvait manquer de lutter contre le matérialisme historique de Marx. Prêchant la charité et l'amour entre tous les hommes, il ne pouvait manquer de combattre le principe meurtrier de lutte des classes. Ainsi, le catholicisme prend place, comme doctrine sociale, entre le capitalisme et le

(1) Pie XI, Encyclique *Quadragesimo anno*, p. 83.

(2) *Ibidem*, p. 62.

socialisme. S'associant aux légitimes revendications de celui-ci, il en combat cependant les colères et les appétits, sans approuver le capitalisme dont l'égoïsme et l'iniquité lui répugnent.

Au reste, le nœud du conflit entre catholicisme d'une part, individualisme capitaliste comme aussi marxisme, d'autre part, réside dans ce fait que celui-là proclame le dogme de la déchéance originelle, tandis que ceux-ci admettent le principe de Rousseau de l'homme né bon mais corrompu par la société. Pour le catholicisme donc, l'homme naît pervers ; et l'on ne saurait, pour améliorer l'organisation sociale, se contenter d'une réforme des institutions. Le véritable remède est intérieur ; il s'agit avant tout de réformer l'individu lui-même. On le voit, nous sommes ramenés au problème moral dont nous disions tout à l'heure qu'il était l'essentiel du problème social présent. Problème moral critique, angoissant, si l'on songe que la puissance des masses populaires s'affirme chaque jour davantage ; masses dès lors dont les catholiques et les marxistes eux-mêmes — nous le verrons — ont tenté de faire l'éducation, qu'ils s'efforcent de moraliser, de discipliner pour le service de leur cause.

Or, qu'il s'agisse des uns ou des autres, les jeunes ont pris à cette tâche — c'est-à-dire à cette lutte contre les péchés et les misères du capitalisme qu'ils tentent d'effacer, soit par une œuvre charitable, soit plus encore par un essai généreux d'éducation et de réformes sociales, — un rôle prépondérant. « L'adolescence et la jeunesse, a dit Jaurès, c'est l'avenir. » C'est à former cette jeunesse et à la faire agir tout autour d'elle, c'est donc à préparer l'avenir que s'appliqueront désormais disciples du Christ ou de Marx. Au reste, ce souci des aînés correspondait à

un besoin des jeunes. C'est que, de quatorze à vingt-cinq ans, le jeune homme a besoin d'agir et de se dépenser. Il aime l'initiative, la responsabilité ; et dans son action, il met tout son élan juvénile qu'aucune déception n'est encore venue attiédir ; il y met toute son âme. Dès lors, comment s'étonner qu'au lendemain de la guerre les jeunes aient pris une part aussi active à l'effort de réaction contre la misère physique de la classe ouvrière et la misère morale de la société tout entière ?

C'est pourquoi, aujourd'hui, il existe deux jeunesses éprises d'un idéal puissant qu'elles s'efforcent de « *rayonner* » tout autour d'elles, luttant pour conquérir la masse de leurs frères à cet idéal de bonheur et de vie. Jeunesses, qui restent opposées, nous l'avons dit ; du moins jeunesses qui se ressemblent par la « chaleur » de leur enthousiasme, par leur volonté tenace de régénérer le monde. Idéals vigoureux qui animent les jeunes dans leur entreprise, et déjà commencent de mouvoir les foules. Idéals qui tous deux constituent une foi, une religion. Pour les chrétiens, c'est la bonne nouvelle de l'Évangile, la certitude du triomphe du Christ, la promesse d'une vie future. Pour les socialistes et les communistes, c'est la parole réconfortante du maître Karl Marx, la destruction de la propriété, la lutte des classes assurant le triomphe du prolétariat dans le bouleversement du « grand soir », le « paradis rouge », enfin, établi sur les ruines du capitalisme, royaume d'égalité et de justice où tous les hommes jouiront du suprême bonheur.

Le socialisme est idéaliste, disait déjà A. de Mun, et ce n'est que par là qu'il agit fortement sur l'esprit du peuple. Car l'âme humaine porte en elle le tourment de

l'idéal » (1). Léon Blum lui même, considérant le socialisme comme une véritable force spirituelle, comme une foi, déclare : « Quand on vient nous dire : Vous êtes une Eglise, on ne nous offense pas le moins du monde. Nous sommes nous aussi une catholicité... Nous aussi nous essayons de créer quelque chose qui ressemble à une foi, une foi qui repose sur la justice humaine et non pas sur la révélation divine, mais qui, dans ses éléments psychologiques, ressemble beaucoup à la foi religieuse... Nous aussi, nous faisons du socialisme une règle générale de vie qui doit gouverner toutes nos pensées et toutes nos actions (2). »

Ainsi, d'une part, la religion catholique tend à devenir de plus en plus sociale, tandis que le socialisme, comprenant le facteur de conquête qu'est un idéal, tend à devenir une religion. Chose doublement logique, n'est-il pas vrai, puisque l'Evangile est essentiellement social ; — il est, suivant de Coux : « Le plus admirable système d'économie sociale qui ait été donné à la terre », — puisque d'autre part la lutte pour obtenir les réformes sociales exige un vigoureux effort, une foi inébranlable dans le triomphe final.

C'est cet effort de transformation des individus et de la société, de rénovation sociale, entrepris par deux jeunes ardentes, mues par un idéal opposé mais également puissant, — par un idéal dont la force morale immense se trouve encore accrue par cet « esprit d'équipe » fait de l'amitié d'un clan où, à tout instant, on se serre fièrement les coudes, — que nous allons maintenant analyser.

(1) A. de Mun, *Œuvres*, t. VII, p. 317.

(2) *Journal officiel*, 3 février 1925.

Action sociale à Base religieuse

I. LES CONFÉRENCES DE SAINT VINCENT DE PAUL

Nous avons laissé l'œuvre d'Ozanam au moment où elle s'étendait aux hommes eux-mêmes, et gagnait le monde entier. Les conférences ont cessé depuis lors d'être un mouvement de jeunes principalement ; les adultes, hommes mûrs, voire presque vieillards, y occupent aujourd'hui une place prépondérante.

Cependant, il existe encore un certain nombre de conférences composées de jeunes exclusivement, et dont le recrutement s'opère surtout dans les milieux universitaires. Ces conférences de jeunes intellectuels — qui constituent aujourd'hui le groupe E — remontent — celles d'Ozanam mises à part — aux environs de 1850. A cette époque, les paroisses St-Louis d'Antin et St-Sulpice organisèrent des conférences dont les recrues furent les jeunes lycéens de Condorcet, Louis-le-Grand, Henri-IV et St-Louis. De 1850 à 1900, l'enseignement supérieur eut, lui aussi, ses conférences de charité, grâce à l'initiative de Léon Thénon, fondateur des externats de lycéens. Il s'en fonda aux conférences Olivaint et Laënnec, au cercle du Luxembourg, à l'Institut catholique. 1913 enfin, par la création d'une conférence à l'école des mines, vit le mouvement s'implanter dans les établissements de l'Etat eux-mêmes. Mais c'est dans l'après-guerre surtout que ce mouvement a pénétré dans les grandes écoles et les facultés. En 1921 fut fondée la conférence de l'Institut agronomique, que suivirent celles des Ponts et Chaussées, du Génie maritime, de l'Ecole normale, de l'Ecole des Tra-

vaux publics, Centrale, l'Ecole des Chartes, la Cité universitaire, la Faculté de pharmacie, les Beaux-Arts. Aujourd'hui, dans presque tous les collèges, lycées, grandes écoles et facultés, il existe, placées sous le vocable d'un saint, des conférences de St-Vincent de Paul. Les conférences St-Benoît (école centrale), St-Tarcisius (école des mines), St-Jérôme (école des chartes), St-Luc (Beaux-Arts), St-Michel (Janson de Sailly), etc., etc., perpétuent, parmi les jeunes, l'œuvre charitable d'Ozanam.

L'invasion des facultés par le monde féminin a donné lieu aussi à la création de conférences féminines de jeunes. L'impulsion, venue en 1928 de l'école des Beaux-Arts, s'est communiquée aux jeunes étudiantes des facultés de médecine et de pharmacie, de la Sorbonne, aux jeunes filles de la Cité universitaire et du lycée Victor-Duruy, qui trouvent ainsi dans leurs conférences — rattachées à la *société de St-Vincent de Paul féminine*, dont le siège est à Bologne — l'occasion de s'initier à l'action sociale par la charité. Il existe actuellement, pour la seule région parisienne, 181 conférences de jeunes, dont 166 pour les jeunes gens et 15 pour les jeunes filles, qui comptent au total 2.500 membres, ont visité 2.200 familles auxquelles elles ont distribué 692.000 francs de secours en 1931. D'autres conférences existent à Lyon, Clermont-Ferrand, Montpellier, etc.

Au reste, des conférences qui ne sont pas spécialement des conférences de jeunes, ceux-ci ne sont pas exclus. Ils y forment très souvent un noyau important qui, s'il n'est pas toujours associé à la direction, joue du moins au sein de l'œuvre un rôle des plus actifs. C'est alors l'action sociale de ces 13.800 conférences réparties dans le monde entier et qui groupent 186.000 membres actifs (pour la

France : 1.687 conférences et 24.793 membres actifs) qu'il nous faut étudier, — conférences du reste dont ne diffèrent aucunement celles spécialement réservées aux jeunes, ni par leur organisation, ni par leur esprit, ni même enfin par leur action sociale (1).

ORGANISATION (2)

Réunis un soir de chaque semaine, les membres de la conférence se livrent tout d'abord à quelque exercice de piété. Prière et lecture pieuse viennent reconforter les adeptes et les stimuler dans leur entreprise de charité. Puis viennent les comptes rendus des visites faites par chacun aux indigents, au cours de la semaine. Une quête est faite au profit des pauvres, et des bons d'alimentation, de vêtements, chauffage ou autres denrées quelconques, les plus indispensables à l'existence, distribués aux membres de la conférence. Ceux-ci les remettent, chacun pour sa part, au pauvre qu'il a charge de visiter. Car, ce qui caractérise l'œuvre, c'est précisément cette visite des pauvres à domicile. Chaque confrère a une famille, du moins un pauvre qu'il visite, avec lequel il converse, s'enquérant de ses besoins, auquel il apporte le bon de pain ou de viande nécessaire, comme aussi le reconfort moral — et maintes fois religieux — qui rendra à ce corps affaibli, à cet esprit abattu, le courage et la joie de vivre.

(1) Les chiffres indiqués sont ceux des membres actifs. Y compris les membres adhérents le mouvement englobe plus de 240.000 membres (53.000 pour la France). V. statistiques dans *L'ami de la famille*, janvier 1933, et celles publiées à l'occasion du centenaire, dans *La vie catholique*, 29 avril 1933, et dans *L'ami de la famille*, 21-28 mai.

(2) Nous donnons pour chaque mouvement un aperçu sommaire de son organisation. Notre principal but est l'étude de son action sociale.

L'unité d'action du mouvement, c'est donc la conférence, largement autonome. La structure du mouvement est ainsi complétée : dans les grandes villes, les présidents des diverses conférences se réunissent eux-mêmes en *conseil particulier*. Dans chaque diocèse un *conseil central*, dans chaque nation un *conseil supérieur*, groupent l'ensemble des conférences existantes. Enfin, un *conseil général* établi à Paris — où il tient lieu pour la France de conseil supérieur — assure l'unité du mouvement dans tout l'univers.

ACTION SOCIALE

L'action sociale exercée par l'œuvre des conférences de St-Vincent de Paul peut être étudiée à un double point de vue : quant aux pauvres d'abord, qu'elle a pour mission de secourir, — quant aux confrères enfin, dans leur zèle de charité.

A) *Quant aux pauvres* qu'elle visite, l'action sociale des conférences se ramène à trois chefs :

1^o *Lutte contre la misère et le taudis*

Lutter contre la misère, secourir les pauvres par la distribution de bons tirés sur les commerçants auxquels les conférences en remboursent la valeur, tel fut le premier souci matériel des fondateurs, tel demeure aujourd'hui encore l'un des principaux modes d'action sociale de l'œuvre d'Ozanam. Chaque semaine, dans le monde entier, des milliers de bons (102,000 au cours de l'année 1930 pour le seul diocèse de Paris) de pain, de viande et autres produits alimentaires, de vêtements, chaussures, bois, charbon, etc., procurent ainsi à des familles dans le dénuement

le moyen de vivre. Un chef de famille tombe-t-il malade ou est-il même emprisonné ? Les conférences apportent à son épouse et à ses enfants l'aide indispensable. Telle conférence avance à un ménage ouvrier la somme nécessaire pour payer son loyer et éviter l'expulsion, tandis que telle autre contracte une assurance sur la vie au profit d'un père de famille nombreuse, afin d'éviter la misère effroyable qu'une mort prématurée entraînerait pour les siens. Durant l'année 1932, près de 200 millions de francs de secours en nature ont été distribués par les conférences. Et l'on comprend, à l'époque de crise économique et de chômage que nous traversons, combien vaste est leur tâche, quelle action bienfaisante elles peuvent exercer pour la société. Lors des inondations qui, ces dernières années, ravagèrent le midi de la France, depuis surtout que sévit la crise, les confrères se sont dépensés sans compter pour adoucir les souffrances du peuple.

A Paris, dans chaque arrondissement, un confrère a été chargé de centraliser les demandes de secours. Ces demandes sont transmises à un comité constitué par Son Eminence le Cardinal Verdier et chargé par lui de distribuer aux familles atteintes par le chômage les fonds recueillis dans les églises. Une partie de ces fonds est distribuée, en nature, aux indigents eux-mêmes, tandis qu'une autre part est attribuée aux œuvres qui viennent en aide aux chômeurs : bureaux de bienfaisance, comités de soupes populaires, permanences d'entr'aide sociale, etc. A Lyon et à Toulouse, où les jeunes scouts ont été quêter aux marchés et près des commerçants des vivres qu'ils rapportaient dans leurs charrettes ; à Evreux, où agriculteurs et bouchers ont fourni à peu près gratuitement légumes et viande, les conférences ont établi dans les couvents, ou

même à l'archevêché, des permanences qui distribuent aux chômeurs des repas réguliers. A Rouen, où le Conseil central a obtenu la collaboration de la Chambre de commerce, plus de 30.000 repas avaient déjà été distribués à la fin d'avril 1932 ; Saint-Etienne en avait servi 40.000.

Très tôt aussi, les disciples d'Ozanam ont cherché à améliorer les conditions d'hygiène des milieux pauvres. C'est que, en effet, leurs visites à domicile leur montraient une malpropreté repoussante jointe — sans logique pourtant — à l'extrême indigence. Et, pour un ménage proprement tenu, que d'intérieurs négligés, que de taudis même, visités. Pour lutter contre ce fléau social, les conférences ont tenté un double effort préventif et répressif.

Il s'agit, avant toutes choses, d'enrayer la multiplication des taudis et des maladies qui en découlent. Pour cela, les membres des conférences multiplient, au cours de leurs visites, les conseils d'ordre et de propreté, recommandent les mesures d'hygiène salutaires. Plusieurs conférences ont organisé entre leurs pauvres une sorte de concours, encourageant par des prix en nature ou en espèces la bonne tenue de l'habitation. D'autres — comme à Saint-Mandé — distribuent peinture et papiers peints pour la réfection des appartements délabrés. Or, cette propagande, cette éducation des ménages ouvriers aux mesures d'hygiène ne manque pas d'être utile. Elle l'est, d'abord, en ce qu'elle assure la diminution progressive des taudis existants ; elle l'est enfin par ce fait qu'elle évite bien souvent le taudis nouveau. Trop de lotissements, en effet, ont été saccagés au lendemain de leur occupation, de leur invasion par les familles ouvrières. C'est qu'on n'impose pas aux individus l'ordre et la propreté, malgré eux. L'hygiène exige une lente éducation

— œuvre bienfaisante que tentent précisément les confrères de Saint-Vincent de Paul.

Nombreuses aussi sont les conférences qui s'efforcent de préserver les jeunes contre les effets néfastes du taudis, en les enrôlant dans les patronages où ils occupent leurs loisirs, en les envoyant, l'été, dans les colonies de vacances où ils respirent l'air pur, refont leurs forces, en même temps qu'ils y reçoivent une éducation maintes fois absente au foyer paternel. Or, les jeunes confrères prennent à cette tâche une part considérable, eux dont les conférences paient très souvent les frais de pension d'un ou de plusieurs enfants et qui vont passer leurs jeudis ou leurs dimanches dans les patronages, leurs vacances à la colonie Ozanam de Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), se consacrant ainsi à l'éducation des jeunes fils d'ouvriers.

Etendant leur sollicitude aux aînés, les conférences ont organisé aussi des jardins ouvriers, qui permettent aux travailleurs — aux chômeurs aussi, comme à Lille — d'occuper sainement et utilement leurs loisirs. Bien avant la guerre déjà, les conférences avaient obtenu aux portes des villes industrielles du Nord de la France, la jouissance bénévole de terrains qu'elles avaient concédés aux familles nombreuses. Et l'on sait quel élan l'abbé Lemire donna à cette œuvre par la fondation de la *ligue du coin de terre et du foyer*, qui groupe aujourd'hui, dans le Nord et l'Est de la France principalement, 100.000 jardins ouvriers. A Paris même, les conférences avaient constitué en 1913 un *comité des jardins ouvriers*, à la disposition duquel le ministère de la guerre mit gracieusement les fossés et glacis des fortifications.

Mais c'est dans l'après-guerre surtout que le comité développa son action. Devenu, fin 1920, *l'Association*

charitable du logement et des jardins ouvriers, déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, cette association a fait l'acquisition de nombreux jardins en banlieue, destinés à remplacer ceux des fortifications en voie de disparition. L'association possède actuellement 357 jardins de 200 mètres carrés chacun, ainsi répartis :

Jardins de zone	Porte de Saint-Ouen	190
	Porte de Gentilly	84
Jardins de banlieue	Charentonneau	27
	Kremlin-Bicêtre	14
	Villetaneuse	42

Action essentiellement sociale des conférences, parce qu'elle éloigne l'ouvrier du cabaret ou du cinéma, lui procure le grand air si bienfaisant au sortir de l'usine, conserve doublement son salaire par le manque à dépenser et le profit que lui procure son jardin potager, parce qu'elle l'attache à la société et à la vie devenue plus facile et plus souriante ; — sociale enfin parce qu'elle facilite largement le regroupement de la famille ouvrière. Action du reste, destinée à s'étendre encore dans un avenir prochain, car la *loi Thoumyre* (janvier 1933), qui étend aux associations reconnues d'utilité publique les bénéfices que la loi Loucheur (1928) réservait aux sociétés anonymes (subventions de l'Etat, prêts à intérêt réduit, exonérations fiscales) ne manquera pas de donner une impulsion nouvelle à cette œuvre des jardins ouvriers.

L'effort des conférences pour la diminution du taudis, s'est porté également vers la construction d'habitations à bon marché. Au lendemain de la loi Ribot (5 décembre 1922) qui régit les habitations à bon marché, les conférences du diocèse de Paris fondèrent la société anonyme des *Cités*

jardins de Saint-Vincent de Paul. Grâce aux subventions octroyées surtout depuis la loi Loucheur (13 juillet 1928), trois cités-jardins ont vu le jour. A Charentonneau, 14 pavillons abritent 28 familles ; 8 autres pavillons au Kremlin-Bicêtre, 40 à Villetanneuse, édifiés pour une somme totale de 3 millions et demi, ont permis de loger 473 habitants, dont 276 enfants (1). A chaque famille est concédé un jardin de 200 mètres carrés ; tandis que le loyer dont le prix de base s'élève à 1.560 francs *toutes charges comprises* (inférieur ainsi au taux du loyer *sans charges* prévu par la loi des habitations à bon marché) se trouve encore réduit, pour les familles de 4 enfants et plus au-dessous de 16 ans, par les allocations de *l'association charitable* (2).

Enfin, cette même association assure aux locataires de ces cités-jardins un grand nombre de facilités tant dans l'ordre matériel : (garderies d'enfants, dispensaires, secrétariats sociaux), que dans l'ordre moral (bibliothèque, jeux, conférences, cinéma, etc.).

Bienfaisante, donc, est l'action des conférences de charité qui procurent aux familles ouvrières, pour des prix modiques, l'air, la lumière et le soleil, qualités qui sont loin, hélas, de caractériser la plupart des logements ouvriers. Mais l'œuvre d'Ozanam, les conférences de jeunes plus spécialement, s'occupent aussi de guérir les malades. S'il en est besoin, un médecin est appelé pour les visiter ; on se charge de leur admission à l'hôpital, tandis que les étudiants en médecine et en pharmacie de la « Conférence des anciens de Rocroy-Saint-Léon » leur procurent à bon compte les médicaments nécessaires. Même hospitalisé,

(1) Statistiques au 31 décembre 1932.

(2) Voir *Ami de la famille*, 21-28 mai 1933, p. 348.

le malade n'est pas pour cela abandonné. Le confrère de Saint-Vincent de Paul continue à lui rendre visite ; et s'il avise de l'hospitalisation la conférence Saint-François d'Assise de Laënnec, conférence des étudiants en médecine, ceux-ci suivront le malade d'une façon toute particulière. De cette façon, 26 hôpitaux de Paris ou de banlieue ont été visités au cours de l'année 1932, et plus de 3.000 malades secourus.

Mais si la visite de l'indigent et le secours matériel *direct* fut le premier mode d'action sociale des conférences, et reste aujourd'hui encore un des principaux, il n'est pas cependant l'unique mode. Aussi, se conformant en cela du reste au règlement de la société, qui déclare qu'aucune œuvre de charité ne doit être regardée comme étrangère, les conférences ont, de bonne heure, pratiqué l'assistance sous toutes ses formes. Elles ont, notamment, tenté de porter remède à la misère d'une façon en quelque sorte indirecte : nous voulons parler des secrétariats sociaux, dont le premier remonte à 1908. Sur 47 qui existent actuellement à Paris et 62 en banlieue, les jeunes eux-mêmes en fondèrent un grand nombre. C'est à eux que doivent l'existence :

Le centre d'action familiale et sociale du V^e arrondissement (fondé par la conférence Saint-Magloire).

Le secrétariat social des gresillons (conférence Saint-Louis de Gonzague).

Les jeunes, en outre, collaborent activement à la vie des secrétariats suivants :

Secrétariat du IV^e arrondissement (conférence Saint-Augustin).

Secrétariat de la gare Saint-Lazare (conférence Saint-Louis d'Antin).

Secrétariat de Gentilly (conférence Albert-le-Grand).

Secrétariat de Gennevilliers.

Secrétariat de Suresnes (conférence Saint-Clément).

Qu'est-ce qu'un secrétariat social ? C'est un centre d'information, qui permet aux particuliers, ignorant les lois, de profiter des avantages que celles-ci leur accordent. C'est un office de renseignements qui, par les conseils juridiques ou autres, par les démarches aussi qu'il fait gratuitement auprès des administrations publiques, facilite et généralise l'application des lois en général, des lois sociales en particulier : aide aux familles nombreuses, aux veuves pour l'obtention de leur pension, aux vieillards, aux femmes en couches, etc.

Pour les confrères eux-mêmes, la société publie un *Manuel des lois sociales et ouvrières* et, chaque mois, la *Correspondance des œuvres*, qui leur permettent de connaître les lois nouvelles dont ils auront à révéler au peuple l'existence et le moyen d'en faire usage.

C'est aux jeunes enfin, que revient la fondation de la *Maison du peuple* du Ve arrondissement, qui centralise un dispensaire, une goutte de lait, une coopérative de consommation, une caisse de prêt gratuit et de crédit populaire, une bibliothèque, un service de placement, et qui procure aux mères de famille quelques travaux à domicile.

2^o Secours d'ordre professionnel.

Secourir la misère, n'est-ce pas aussi s'occuper du salaire, de la profession, tant il est vrai que les deux choses sont intimement liées, que la pauvreté résulte maintes fois d'une rémunération insuffisante, tout comme celle-ci est la conséquence fatale d'une grande indigence ?

Le premier terme de cette équation, — c'est, disons-nous, que le salaire insuffisant engendre la pauvreté. Cela va de soi ; celui qui reçoit un faible salaire est contraint de se priver, et si ses privations portent d'abord sur les choses les moins utiles, elles en arrivent très vite aux choses les plus indispensables à la vie. Pour lutter dès lors contre l'insuffisance de salaire, les conférences ont orienté leurs efforts vers l'apprentissage. Le 2 février 1917 fut créée une *commission de l'apprentissage* qui, à leur sortie de l'école, oriente les jeunes vers la profession correspondant à leurs aptitudes. Cette commission — continuant en cela l'œuvre de Maignen — s'occupe également de placer les apprentis chez un patron consciencieux et les suit par des visites trimestrielles dans la famille et à l'atelier ; aux familles nombreuses, elle accorde des bourses d'apprentissage.

En 1921 enfin, la société de Saint-Vincent de Paul prit en mains la direction d'un *atelier d'apprentissage* (1), destiné à donner aux jeunes la formation professionnelle que bon nombre de parents ne peuvent — ou négligent — de leur donner. Cet atelier, installé à Javel, et qui chaque année prend part à l'exposition d'apprentissage qu'organisent la Chambre de commerce et les mairies des 15^e et 16^e arrondissements, forme en deux ans des ouvriers du fer fort appréciés par les entreprises de la région. Depuis 1931, des cours complémentaires ont été organisés qui, le samedi après-midi, préparent les jeunes ouvriers sortis de Javel à l'examen officiel du certificat d'aptitude

(1) Le premier atelier avait été établi en 1909, 20 rue des Entrepreneurs (15^e arrondissement). L'initiative en revient à l'abbé Blain des Cormiers et la réalisation aux syndicats d'ouvriers catholiques de la rue de l'Université.

professionnelle. Enfin, l'atelier s'occupe (1) de trouver pour ses jeunes apprentis un emploi convenable et rémunérateur, en même temps qu'il a créé une caisse d'économie en vue du mariage.

Or, si les jeunes apprentis ont reçu à Javel cette formation professionnelle qui leur assure pour l'avenir un salaire supérieur à celui qu'ils auraient reçu comme simples manœuvres, ils le doivent bien un peu à leurs frères intellectuels des conférences de jeunes. Chaque semaine, en effet, plusieurs élèves des grandes écoles parisiennes viennent enseigner aux apprentis, à titre bénévole, les éléments d'algèbre, de physique ou de dessin industriel, dont un jour dans leur profession ils apprécieront tout le bienfait.

Le second terme de l'équation, nous l'avons dit, c'est que la misère elle-même contribue à la diminution du salaire et le rend insuffisant. Car c'est un fait que la pauvreté joue pour la valeur professionnelle de l'individu une influence considérable. D'abord, le père de famille, dont les moyens d'existence sont précaires, sacrifie l'éducation professionnelle de ses enfants ; nous venons de dire précisément quel remède apportent les conférences de Saint-Vincent de Paul. Mais qui pis est, la misère qui engendre le taudis et l'insuffisance de nourriture — causes de maladie — entraîne par là même une diminution de la capacité de travail de l'individu, une baisse de son salaire : ainsi, la misère appelle la misère ; elle l'aggrave encore. Dès lors, on comprend quelle influence bienfaisante exercent, sur le salaire même, les conférences de

(1) Ce soin est confié à un service désigné sous le nom de *solidarité catholique*.

Saint-Vincent de Paul, dans leur entreprise « d'agitation charitable ».

3^o *Secours d'ordre moral.*

Intermédiaire entre les secours d'ordre professionnel et ceux d'ordre moral est cette branche d'activité des conférences connue sous le nom *d'accueil aux jeunes provinciaux isolés*. Créée il y a deux ans, cette œuvre s'efforce de procurer aux jeunes attirés par la « vision » de la capitale, une profession et un logement convenable et bon marché. Surtout, elle prodigue les conseils à ces épaves humaines perdues dans « la solitude des foules », déterminant les uns à retourner au foyer paternel, orientant les autres vers les mouvements de jeunes — tels que la J. O. C. (1) — où ils trouveront assistance morale et puiseront la sève d'une franche et familiale amitié.

Aux enfants des patronages aussi, à ceux des colonies de vacances (133 garçons à Jouy-sur-Morin en 1932 — 51 fillettes chez les sœurs marianites de Sainte-Croix de Précigné, dans la Sarthe), aux malades des hôpitaux, aux détenus dans les prisons, aux mineurs placés sous le régime de la liberté surveillée, suivant la loi du 22 juillet 1912, aux vieillards enfin, les conférences apportent la consolation et le réconfort moral. Répondant à l'appel du président du Tribunal civil de la Seine, 140 délégués visitent ainsi les enfants vicieux, s'efforçant de développer en eux les sentiments de famille, le goût du travail et de l'épargne, travaillant à leur relèvement moral.

A la même tâche s'emploient, depuis six ans, d'autres

(1) V. *infra*.

confrères qui, dans les prisons de la Santé, la Conciergerie, le Dépôt, Fresnes, Poissy et Melun, s'en vont visiter les détenus; pour lesquels ils obtiennent parfois un sursis d'interdiction de séjour ou la libération conditionnelle; qu'ils aident à trouver du travail à leur sortie de prison.

Enfin, dès 1922, et surtout depuis la fondation en 1924 de *l'Association des amis de la vieillesse*, les confrères ont créé, près des hospices, des foyers où les pauvres vieux et les pauvres vieilles trouvent à leurs heures de liberté un aimable accueil. Actuellement sept foyers dans la région parisienne, un à Lyon, leur procurent des livres, journaux et jeux, l'hiver un abri chauffé. On leur distribue des boissons, des cigarettes, voire des bonbons, et maintes fois les jeunes ont distrait ces vieillards par leurs concerts musicaux ou leurs représentations théâtrales. Dans ces foyers 90.000 vieillards sont venus, en 1932, oublier la peine de leur abandon et chercher, près de ceux qui compatissent à leur misère, une immense consolation.

B) *Quant aux confrères* de Saint-Vincent de Paul, l'action sociale qu'exerce sur eux-mêmes leur œuvre de charité n'est pas négligeable. Les problèmes de la vie ouvrière qu'elle leur permet de connaître assure leur formation et par là même les prépare au rôle de réformateurs sociaux.

D'abord, disons-nous, les conférences font l'éducation sociale de leurs membres. Libérant pour quelques heures ces jeunes intellectuels de leurs études toutes théoriques, elle les plonge dans la réalité concrète de la vie. « Pour certains et même un grand nombre, c'est une révélation que de descendre dans ces foyers ouvriers. Nos jeunes gens ne connaissent pas assez la lutte pour la vie, ils ne se doutent pas par quelles angoisses passent ces pauvres gens lorsque le chômage et la maladie les atteignent.

Pour eux, c'est la plus éloquente des prédications, la plus profitable des lectures ; leurs yeux s'ouvrent à la lumière. (1) »

Qui dira la valeur éducative de cette charité ? Car si, dans leurs visites amicales, les jeunes s'entretiennent avec les pauvres de leurs soucis quotidiens, s'ils compatissent à leurs peines, prennent part à leurs joies ; si la charité permet ainsi à deux mondes différents par leurs préoccupations, leurs jugements, leurs préjugés aussi, de se côtoyer et de se connaître, ne fait-elle pas jaillir entre eux — maintes fois du moins — l'étincelle d'une salubre amitié ? Et combien de « ces jeunes seigneurs », pour reprendre une expression d'Ozanam, qui ont appris à connaître « ce qu'est la faim, la soif, le dénuement, le grenier », qui ont vu « des misérables, des enfants malades, des vieillards en pleurs » (2), peuvent, se remémorant leurs visites de pauvres, s'écrier avec le poète :

« Depuis ce jour là, je les ai tous aimés (3) ! »

C'était là, précisément, le rêve d'Ozanam, de réaliser le rapprochement des classes, et dans la lutte qui les divise, de s'interposer entre elles comme un médiateur. Au reste, ce rêve n'est pas resté vain. Durant la révolution de 1848, le maire libre-penseur d'un arrondissement de Paris, qui avait confié à la société le soin de soulager les détresses et de pacifier les cœurs au lendemain des sanglantes journées, déclarait peu de temps après : « Vous avez apaisé la faim de ceux qui mouraient de misère ; vous avez calmé les âmes irritées, vous avez fait renaître l'union

(1) *Bulletin de la Société de Saint-Vincent de Paul*, décembre 1931, p. 287.

(2) Cité par Goyau, *Ozanam*, p. 162.

(3) Sully Prudhomme, *Un songe*.

et l'espérance au fond des cœurs pleins de colère et de désespoir » (1). La société de Saint-Vincent de Paul contribue ainsi largement au rétablissement et à l'affermissement de la paix sociale, voire de la paix internationale, si l'on songe que dans le monde entier des milliers de confrères mettent en action les principes de charité qui les animent.

Ce n'est pas tout ; car l'amitié implique aussi la justice et l'entr'aide. Tous les économistes s'accordent pour combattre la charité, soit qu'ils l'accusent de paralyser l'effort de ceux qui en sont les bénéficiaires, et d'entretenir en eux des habitudes pernicieuses de paresse ; soit qu'ils lui dénie toute valeur, lui préférant la moindre réforme sociale, pourvu que ce soit une réforme sociale. Nous reconnaissons, en partie, le bien fondé de ces critiques. La charité, sans doute, « c'est le samaritain qui verse l'huile sur les plaies du voyageur attaqué ; c'est à la justice de prévenir les attaques » (2). Mais que ne voient-ils pas, ces adversaires, que la charité, par ce fait qu'elle permet par une enquête de tous les jours de connaître très exactement les données du problème social, permet aussi d'y porter remède ? De cette amitié qu'engendre la charité découlent, nous l'avons dit, la justice et l'entr'aide. Et le jeune confrère de Saint-Vincent de Paul qui a trouvé dans sa visite des pauvres l'occasion de fortifier son expérience, apportera peut-être à la société les réformes qu'exige une stricte équité. Peut-être sera-t-il, un jour, le réformateur social qui procurera aux humbles la consolation et l'espoir.

Cette valeur éducative de la charité comme aussi sa

(1) *Vie catholique*, 29 avril 1933, p. 2.

(2) Cité par Foucault, *Livre du centenaire*, p. 365.

portée sociale possible, logique, qui la met à la base du progrès et de la paix sociale, Ozanam lui-même les avait entrevues : « Sans doute, dit-il, c'est trop peu de soulager l'indigent au jour le jour : il faut mettre la main à la racine même du mal, et par de sages réformes diminuer les causes de la misère publique. Mais nous faisons profession de croire que la science des réformes bienfaisantes s'apprend moins dans les livres et aux tribunes des assemblées, qu'en montant les étages de la maison du pauvre, qu'en s'asseyant à son chevet, qu'en souffrant du même froid que lui, qu'en lui arrachant, dans l'effusion d'un entretien amical, le secret d'un cœur désolé (1). » Ozanam lui-même, instruit par l'expérience de son œuvre, réclama des associations de travailleurs, un salaire suffisant pour répondre aux besoins de la famille ouvrière, enfin l'intervention du gouvernement, au moins dans certains cas. Et plus tard, A. de Mun devait reconnaître que « l'œuvre d'Ozanam reste l'œuvre maîtresse et comme l'atelier d'apprentissage où toutes les œuvres sociales vont chercher leurs ouvriers (2). »

De quelle source découle tout ce mouvement charitable, et quel en est le but ? Qu'on ne s'y trompe pas ; c'est la religion qui en est la base, c'est elle aussi qui en est la fin essentielle. Et d'abord, le « ressort moral » qui anime les confrères, c'est l'esprit religieux, « cet esprit de fraternité, de tendresse et de compassion qui nous fait sentir les maux de nos frères, entrer dans leurs intérêts, souffrir de tous leurs besoins », par lequel, au ^{xvii}^e siècle, Bossuet définissait le christianisme (3). C'est en vertu

(1) Cité par Goyau, *op. cit.*, p. 122.

(2) A. de Mun, *Discours*, t. I, p. 517.

(3) Bossuet, *Sermon sur l'impénitence finale*.

d'une foi profonde en effet, qu'Ozanam a conçu son vaste plan d'action sociale, et que les jeunes confrères aujourd'hui encore, continuent son œuvre. Car à ses adeptes, le christianisme prêche l'amour du prochain pour l'amour de Dieu. Il les adjure de se pencher vers les plus déshérités, déclare que tout secours donné au pauvre est un don fait à Dieu lui-même ; et l'on sait qu'une des promesses du Christ est de rendre au centuple le moindre verre d'eau donné en son nom. Le caractère religieux des conférences de Saint-Vincent de Paul se trouve révélé — outre son nom même — par l'article 15 des statuts qui prescrit au début de chaque séance, quelque exercice de piété (prière, lecture pieuse).

Ce même article nous définit aussi la fin essentielle de l'œuvre d'Ozanam, puisqu'il ajoute : « Le but de la conférence n'étant pas moins *d'entretenir la piété* des membres, que de soulager les pauvres. » Entretenir la piété des membres, c'était là déjà le but d'Ozanam (1). Et ce souci de sanctification personnelle qui subsiste aujourd'hui (chaque semaine les conférences organisent des messes et visites au tombeau d'Ozanam) s'accompagne d'un esprit de conquête, de conversion progressive des milieux visités. « Nous ne saurions restreindre notre mission charitable et nous borner à distribuer des secours matériels, avoue le bulletin de l'œuvre (2), nous devons chercher d'abord le bien spirituel et moral, et le secours matériel ne doit être que le moyen de pénétrer dans les familles que nous secourons. »

Ainsi, la remise du bon de pain n'est que l'entrée en

(1) *Supra*, p. 25.

(2) Numéro mai 1932.

matière ou la conclusion d'une conversation amicale, et s'il est vrai que jamais les confrères ne proportionnent les secours matériels à la religion de ceux qu'ils visitent, du moins reste-t-il qu'ils y ajoutent toujours les secours spirituels. Ils réconfortent les malades et les affligés, leur faisant entrevoir toute la consolation et l'espérance, tout le secours moral que procure le christianisme. Par leurs conversations, ils s'efforcent de faire pénétrer les idées chrétiennes ; ils incitent les familles visitées à l'accomplissement de leurs devoirs religieux, les mourants à recevoir les derniers sacrements ; ils recrutent les enfants pour le catéchisme paroissial et propagent les lectures saines, entre autres une revue hebdomadaire : *L'Ami de la famille*. Une filiale des conférences, la *Société Saint-Régis* s'occupe spécialement de la régularisation des unions libres, de la légitimation et du baptême des enfants. Au cours de l'année 1931-32, 282 mariages ont ainsi été célébrés et 124 unions libres dissoutes, tandis que 124 enfants ont été légitimés et 41 baptisés. Tout cela fait des conférences un mouvement religieux, essentiellement.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre d'Ozanam reste aussi une œuvre éminemment sociale, et pour une bonne part une œuvre de jeunes. Grâce aux conférences de Saint-Vincent de Paul, à celles de jeunes en particulier, que de misères ont été soulagées, de taudis supprimés ou évités ; que de professions ont été assurées ; que d'enfants élevés, de crimes ou de suicides prévenus, de larmes essuyées, de haines enfin apaisées, entre les différentes classes de la société. Elles ont fait l'éducation morale de nombreux pauvres, l'éducation sociale de nombreux riches. A ce titre, l'œuvre d'Ozanam méritait notre étude. Le concours réciproque des conférences et des offices d'hygiène sociale, la colla-

boration fréquente avec les municipalités pour l'organisation de secours, la bienveillance partout rencontrée, surtout le décret du 1^{er} mai 1927 reconnaissant d'utilité publique « *l'Association des œuvres parisiennes de Saint-Vincent de Paul* », un prix Monthyon décerné en 1930 par l'Académie française, une allocation votée l'an dernier par le conseil municipal de Paris, une autre attendue du Conseil général, ont été et seront la consécration et la légitime récompense d'une œuvre baptisée « la plus sociale des œuvres sociales » (1).

L'Association catholique de la jeunesse française (A. C. J. F.)

L'association catholique de la jeunesse française, dont nous avons tracé les origines au xix^e siècle, allait reprendre au lendemain de la guerre son ancienne activité (2). Dès les premiers mois de 1919, les groupes se réorganisent. En janvier 1921 reparait *Les Annales de la jeunesse catholique*, organe de l'association, et en avril se tient à Paris le premier congrès national d'après-guerre. Immense est la tâche de l'association qui se propose de donner aux jeunes la formation intellectuelle et sociale qu'ils n'ont pu recevoir durant la guerre : le congrès de Paris porte sur la crise de la conscience professionnelle.

Cependant, bien plus que des questions économiques et

(1) Foucault, *Libre du centenaire*.

(2) Durant la guerre, son action fut presque exclusivement religieuse. Organisée en Allemagne dans les camps de prisonniers, en France dans les tranchées où elle comptait 152 groupes, et sur les navires de guerre (16 groupes), l'association se préoccupa de développer le sentiment religieux et patriotique des jeunes combattants. Un organe *Frères d'armes* assurait leur liaison et soutenait leur courage comme aussi leur esprit de sacrifice.

sociales, elle s'occupe des questions civiques et des problèmes internationaux.

C'est que, au lendemain même de la guerre, il semblait que la question sociale se poserait moins impérieuse. Les lois se sont multipliées depuis la fin du xix^e siècle, qui ont amélioré la condition de l'ouvrier. Les plus récentes, celle du 23 avril 1919 surtout, qui réduit à 8 heures la journée de travail sans toucher au salaire ; le traité de Versailles lui-même qui l'inspire et proclame — à la suite de *Rerum Novarum* — que le travail n'est pas une marchandise, que le salaire doit assurer au travailleur un niveau de vie convenable, qu'il doit être égal à travail égal, sans distinction de sexe (1), ne promettent-ils pas une amélioration rapide du sort de la classe ouvrière ?

Mais le fait nouveau, le fait capital de l'après-guerre, c'est l'interdépendance des Etats. La vie économique et financière est dominée par les problèmes internationaux ; la cause de toute crise, — comme sa solution, met en jeu les intérêts de multiples nations. Comment, dès lors, ne pas donner aux jeunes les connaissances indispensables sur ces questions, d'où dépend toute la vie du pays ?

Mais avant d'étudier cette action de l'A. C. J. F., il nous faut rapidement définir son organisation.

ORGANISATION.

La base du mouvement, la cellule initiale, c'est le groupe paroissial qui, périodiquement, réunit étudiants, ouvriers et ruraux en un même cercle d'études. De douze à quinze ans, les jeunes constituent *l'avant-garde* et ont des réu-

(1) *Traité de paix*, p. 211.

nions distinctes ; de quinze à trente ans, ils forment le groupe d'A. C. J. F. proprement dit. Chaque groupe nomme son président et son bureau (secrétaire, trésorier), tandis qu'un aumônier attaché au groupe dirige les études et les discussions.

Tous les groupes d'un même diocèse constituent une *Union diocésaine*, que dirige un *conseil diocésain*, composé des délégués de chaque groupe, lequel conseil élit lui-même un *comité diocésain*, chargé d'assurer le fonctionnement de l'Union. Enfin, chaque année, les délégués de tous les groupes se réunissent en un *conseil fédéral*, véritable pouvoir législatif, qui prend les décisions importantes relatives à la marche de l'œuvre, et nomme le *Comité général* — exécutif qui dirige l'association.

L'A. C. J. F. nous apparaît donc comme une fédération de groupes largement autonomes, bien que reliés entre eux par un organe mensuel : *Les Annales de la Jeunesse catholique* qui commente les lois sociales et les faits économiques nouveaux (crise, grèves, etc.), et entretient ainsi entre tous les membres l'unité d'esprit et d'action.

ACTION SOCIALE.

L'A. C. J. F. est une association de jeunes catholiques français, appartenant à toutes les classes sociales, « et qui se groupent pour travailler en commun, et en pleine adhésion avec les enseignements de l'Eglise, au rétablissement de l'ordre social chrétien, par les moyens de la piété, de l'étude et de l'action » (1). Autrement dit, elle est une association de jeunes qui s'efforcent d'assujettir

(1) Henri Fontanille, *L'œuvre sociale d'A. de Mun*, thèse, p. 236.

l'évolution économique et sociale aux principes de l'Evangile.

Cette définition nous permet, du même coup, d'entrevoir toute l'action sociale de ce mouvement de jeunes. Edifier la famille, la profession, la société tout entière selon la doctrine du Christ, cela suppose une formation préalable des jeunes à cette tâche. Il ne suffit pas en effet de vouloir construire, il faut encore avoir les matériaux nécessaires, et savoir les utiliser. Formation et préparation des jeunes à l'action, tel est précisément l'objet du cercle d'études. Réunis tous les huit ou quinze jours, les jeunes gens y étudient entre eux, à la lumière des encycliques, toutes les questions relatives au salaire, à la durée du travail des enfants et des femmes, au repos dominical, aux syndicats, coopératives de production et de consommation, etc. Ils y apprennent à considérer l'individu comme la plus haute valeur de la société, comme fin de toute activité économique, et à subordonner à ce principe tous les problèmes de la production. L'ouvrier n'est plus pour eux une machine ou une bête de somme sur laquelle on spéculera sans souci de son existence, mais un homme égal à tout autre, qui doit être assuré du minimum de salaire indispensable à sa vie et à celle de sa famille ; un homme qui a droit au loisir nécessaire pour assurer sa formation intellectuelle et morale. La famille repose pour eux sur trois grands principes : indissolubilité du lien conjugal, autorité paternelle et éducation des enfants ; elle est la base essentielle, la cellule vitale de toute société qu'il s'agit de protéger contre la théorie criminelle du néo-malthusianisme.

Au cercle d'études encore, les jeunes répondent aux questions proposées par les *Annales* et qui doivent faire

l'objet du prochain congrès national. Car les conclusions des enquêtes, — résumées par une commission spéciale, — sont soumises au vote du congrès annuel, lequel apparaît ainsi comme l'aboutissement et le couronnement à l'étude et à la préparation des jeunes. Parfois enfin, ceux-ci acquièrent par des causeries l'habitude de la parole et de la discussion ; ils apprennent à diriger et à résumer les débats. Tout cela fait germer en eux l'esprit d'initiative et le sens de la responsabilité.

Le cercle d'études est ainsi pour les jeunes une véritable école où ils échangent leurs points de vue, où ils acquièrent le « sens social », où ils reçoivent la formation religieuse, intellectuelle, et morale, qui fera d'eux plus tard dans la famille, la profession, ou la vie publique, des hommes consciencieux et dévoués, ayant au cœur l'amour du prochain, à quelque classe qu'il appartienne. Le cercle d'études, c'est une école qui permet aux jeunes « de prendre conscience nette de ce que postule et de ce qu'entraîne le catholicisme au point de vue social » (1).

Dans quel but les jeunes catholiques recherchent-ils et assurent-ils entre eux cette formation ? Car on ne se penche pas, à seize ou dix-neuf ans, sur les questions économiques et sociales, par simple dilettantisme. Ce but c'est — nous venons de le dire — de vivre en pleine conformité avec sa foi et de se rendre capable de prendre en mains, au besoin, les destinées de la société, de l'organiser suivant la doctrine du christianisme.

C'est en vertu de cette doctrine que, dans leurs congrès, les jeunes ont exprimé des vœux ou mené des campagnes d'opinion en faveur de telle réforme ou de telle institution.

(1) H. Lorin, *Semaine sociale d'Orléans*, 1905.

Au congrès de Chartres notamment (1922), sur les conditions de la vie rurale, des vœux furent émis pour l'amélioration du sort des ouvriers ruraux, le développement des syndicats, des coopératives et de l'enseignement agricoles, ainsi que pour l'organisation des Chambres d'agriculture (1). En 1922 également, une campagne fut organisée en faveur du repos dominical pour les employés des P. T. T. Les jeunes créèrent encore des cours agricoles par correspondance, des secrétariats sociaux et bureaux de placement ; ils ont organisé un grand nombre de colonies de vacances. Collaborant enfin avec des groupements non spécifiquement catholiques, l'A. C. J. F. s'est associée aux campagnes menées par *la voix des jeunes* (2) pour lutter contre l'immoralité et la pornographie.

Cependant, malgré sa lutte contre l'égoïsme économique et son essai d'action morale sur les mœurs et les institutions, l'A. C. J. F. s'est surtout orientée dans les premières années de l'après-guerre, vers les problèmes civiques et internationaux. L'un des plus importants de ses congrès fut celui de Bordeaux (1923) où furent envisagés tous les problèmes administratifs, financiers et sociaux que pose la vie d'une commune. Nous entendons bien que l'A. C. J. F. ne fait point de politique et qu'elle veut rester au-dessus des partis. Cela ne l'empêche pas de préparer les jeunes à la vie publique, à remplir dans la cité leurs devoirs, à y accepter leurs responsabilités, à en saisir les leviers de commande, afin de propager par leur influence la doctrine du Christ. L'un d'eux n'a-t-il pas reconnu que le cercle

(1) Un certain nombre de ces vœux ont reçu satisfaction du législateur. V. *infra*.

(2) Organisation qui groupe à la fois des protestants, israélites et des catholiques.

d'études était « la véritable école primaire de la vie publique » (1) ?

Dans l'ordre international, l'A. C. J. F., collaborant avec *l'entente des jeunes*, a réclamé une législation internationale et soutenu l'idée d'une justice internationale se substituant au règlement des conflits par la force armée. Elle a en outre collaboré avec les associations étrangères de jeunes catholiques aux congrès internationaux de Rome (1921 et 1925), La Haye (1922) et Innsbrück (1923), réalisant ainsi, entre des milliers de jeunes catholiques du monde, l'unité de pensée.

Telle fut l'action sociale de l'A. C. J. F. jusqu'aux environs de 1925 — époque à laquelle se dessine un mouvement de transformation de l'A. C. J. F. C'est que, en effet, le cercle d'études tel qu'il était conçu présentait de graves inconvénients. D'abord, il était impossible dans une réunion qui groupait étudiants, ouvriers et ruraux, d'intéresser tout le monde. Les agriculteurs se souciaient peu des problèmes industriels, les conférences qu'y faisaient les étudiants n'étaient pas toujours à la portée de tous ; les jeunes ouvriers s'y faisaient rares. D'autre part, la méthode de travail se révélait chaque jour trop peu active et insuffisamment réaliste. Bien souvent, on se contentait d'écouter passivement la causerie faite par un camarade dont, la réunion terminée, il restait peu de chose. Enfin, si les jeunes catholiques trouvaient au cercle un moyen d'entretenir leur foi, s'ils y puisaient pour eux-mêmes une règle de vie excellente, ils restaient sans grande influence sur la masse trop éloignée d'eux. Le cercle éduquait une élite,

(1) *Un programme de jeunes* (compte rendu du Congrès de Strasbourg, 1924), p. 83.

mais cette élite, c'était « le sel conservé jalousement au fond d'une salière » (1).

On sentit bientôt la nécessité de donner aux jeunes plus d'activité et d'initiative, plus de responsabilités. On comprit qu'il fallait retirer au clergé le rôle prépondérant qu'il occupait dans la formation des jeunes, du moins son rôle direct, apparent, si l'on voulait gagner la masse ouvrière. On comprit qu'il fallait donner aux jeunes la direction du mouvement parce qu'il les intéresserait bien davantage s'il était *leur* mouvement. Enfin, on s'aperçut qu'il était vain de former une « élite » en l'isolant de son milieu social. On comprit qu'il fallait tenter auprès des autres une œuvre de conquête, qu'il fallait jeter le sel « à pleine poignée dans la soupe (entendez la masse) pour lui donner quelque saveur » (2).

Alors fut adoptée une méthode nouvelle, qui se résume en deux mots : *spécialisation* et *rayonnement*. Dès 1925, une commission centrale ouvrière avait été constituée au sein de l' A. C. J. F. pour lutter contre la détresse morale et la déchristianisation du milieu ouvrier. Mais c'est à partir de 1927 seulement que fut appliquée la méthode nouvelle. Cette année-là, Kammerlocher, président de la commission centrale, concluait à la nécessité de créer une organisation autonome, dans le cadre de l'A. C. J. F., sous la direction de chefs ouvriers. En mai 1927 fut créé en France ce mouvement spécialement ouvrier, sous le nom de « *Jeunesse ouvrière catholique* » (J. O. C.). Puis l'idée de spécialisation se développa rapidement ; elle amena la création de mouvements parallèles propres à chaque classe sociale. Ainsi

(1) *Annales de la jeunesse catholique*, n° 15 février 1931.

(2) *Ibidem*.

apparurent successivement, après une enquête faite dans chaque milieu : en 1929 la Jeunesse étudiante catholique (J. E. C.), en 1930, la jeunesse agricole catholique (J. A. C.), et la jeunesse maritime catholique (J. M. C.), en 1931 enfin, la jeunesse catholique (J. C.) pour les non spécialisables — tandis que la même méthode de spécialisation et de rayonnement était appliquée de plus en plus au monde féminin (1).

Qu'est devenue dans tout cela l'ancienne A. C. J. F. ? Elle subsiste aujourd'hui encore, dans maints endroits, avec ses groupes d'avant-gardes et ses groupes paroissiaux réunissant ouvriers, étudiants et ruraux ; mais la transformation, autrement dit la spécialisation, croît sans cesse. L'unité d'existence des mouvements spécialisés n'est plus, croyons-nous, qu'une question de temps.

Avant de passer à l'étude de ces mouvements et de leur action sociale, il nous faut déterminer — une fois pour toutes — quelles sont leur base, et leur fin essentielle. Elles sont toutes deux, on le devine, essentiellement religieuses. S'agit-il de leur base ? Dans chaque milieu, c'est une poignée de jeunes catholiques militants, qui agit au nom de sa foi et de son idéal. La religion est le point de départ de leur action sociale ; c'est en elle qu'ils puisent la flamme qui les anime et soutient leur effort. L'action jaillit de la vie intérieure. Au cours des enquêtes, toute occasion est saisie d'exposer ce qu'a fait l'Eglise au cours des siècles pour la classe ouvrière. On éclaire tous les problèmes économiques et sociaux à la lumière de l'Evangile et des encycliques. Les réunions ne vont pas sans quelque exercice de piété ; et chaque année des retraites

(1) V. *infra*.

et journées de recollection sont organisées. C'est la vie surnaturelle qui soutient le jociste, le jéciste, etc., dans sa vie de travail comme dans son œuvre de conquête, c'est elle qui lui permet de souffrir avec « cran » toutes les railleries et les persécutions, heureux même de souffrir pour son idéal.

Chacun de ces mouvements est ainsi une grande fraternité, qui fait de tous ses membres « des croisés qui puisent dans une foi commune et un amour commun, un trésor inépuisable de générosité, d'héroïsme et d'apostolat, qui doit transformer tout leur milieu de travail, entraîner tous leurs compagnons aux pieds du même Christ, au sein de la même Eglise (1) ».

Ainsi se trouve défini également le but essentiel des mouvements spécialisés de l'A. C. J. F. Ce but est de rebâtir la cité chrétienne, de conquérir les hommes aux Christ, et de sauver les âmes. La conquête, impossible pour le prêtre trop éloigné de l'atelier ou de l'école, sera tentée de l'intérieur par ceux qui connaissent le milieu et parlent son langage. Elle sera l'œuvre des jeunes ouvriers et des étudiants eux-mêmes. Ces jeunes seront le levain qui soulève la pâte ; ils seront, chacun dans leur milieu, les apôtres, le clergé indigène d'une religion qui vise au relèvement physique, intellectuel et surtout moral de la société.

Pour affronter « un monde retombé en grande partie dans le paganisme, déclare le Pape Pie XI, pour ramener au Christ ces diverses classes d'hommes qui l'ont renié, il faut avant tout recruter et former dans leur sein même des auxiliaires de l'Eglise qui comprennent leur mentalité,

(1) *Manuel de la J. O. C.*, p. 194.

leurs aspirations, qui sachent parler à leur cœur dans un esprit de fraternelle charité. Les apôtres immédiats des ouvriers seront des ouvriers, les apôtres du monde industriel et commerçant seront des industriels et des commerçants (1). »

Tout mouvement spécialisé de l'A. C. J. F. est donc le mouvement de conquête religieuse de son milieu de travail. Chaque jociste, jéciste, etc., devra prêcher à ses frères incroyants l'exemple de sa pureté, de sa serviabilité, de son inlassable charité. Il s'efforcera d'être lui-même un autre Christ et de le laisser transparaître dans sa classe, son exploitation agricole ou son atelier. Ce sont, dit un adversaire du catholicisme : « Des prolétaires catholiques animés d'un zèle renouvelé des apôtres qui, dans des conversations familières à l'atelier, au café, au restaurant, convaincront leurs camarades. Tel est le principe. Il est gros de conséquences... Il y a l'influence persuasive de l'égal sur l'égal, du camarade qui croit avoir trouvé sur le camarade qui cherche encore. C'est la méthode du christianisme primitif (2) ».

Religieux, ces mouvements tenteront aussi, au nom même de leur foi, une vaste action sociale. C'est que les questions de foi et de mœurs sont intimement liées aux questions sociales. De l'atmosphère de l'atelier, la vertu ne dépend-elle pas ? Et puis, en répondant aux besoins des diverses classes sociales, en soutenant leurs revendications, en les provoquant même, la conquête des âmes ne se trouvera-t-elle pas largement facilitée ? Quoi qu'il en soit, et continuant le mot d'ordre de Bazire : « Sociaux parce que catholiques », les jeunes tenteront d'assurer

(1) Encyclique *Quadragesimo Anno*, p. 105.

(2) Charny, *op. cit.*, p. 58.

le relèvement de la classe ouvrière, la protection et la formation intellectuelle, professionnelle et morale des jeunes ; ils s'efforceront d'organiser leur profession. A l'apprenti ils enseigneront peu à peu à sortir de son ignorance et de sa passivité, à prendre en mains les justes revendications de sa classe, à élaborer le programme des réformes sociales indispensables à son milieu. Au sein de la classe ouvrière surtout, ils contribueront à la formation d'une élite capable de la diriger et d'assurer avec la défense de ses droits, son émancipation même. C'est là « une nouvelle croisade, dit le *Manuel de la J. O. C.*, dont les jeunes doivent devenir les héros enthousiastes » (1).

C'est cette action sociale, d'une jeunesse à la fois profondément mystique et réaliste, qu'il nous reste à étudier.

La jeunesse ouvrière catholique (J. O. C.)

1^o Origines et causes

C'est en Belgique, qu'est né le mouvement jociste. Sa naissance date de juillet 1924, mais sa conception est de beaucoup antérieure ; elle remonte à l'avant-guerre.

Un jeune prêtre, l'abbé Cardyn, s'était intéressé, dès le début de son sacerdoce, au problème de l'adolescence salariée. Sur son conseil, deux jeunes gens étaient entrés dans une conférence de Saint Vincent-de Paul, et avaient étudié « les conditions de logement et de vie familiale, d'apprentissage, de distraction d'une soixantaine de familles pauvres » (2). Ces enquêtes, et d'autres que l'abbé

(1) *Manuel de la J. O. C.*, 1^{re} édition 1930, p. 66.

(2) *Manuel de la J. O. C.*, 1930, p. 27.

Cardyn put faire grâce au concours de jeunes ouvriers et ouvrières, lui révélèrent les conditions lamentables d'hygiène physique et morale, dans lesquelles vivent la plupart des travailleurs. L'insouciance du jeune apprenti choisissant son métier, l'absence fréquente de contrôle paternel et de vie familiale, l'atmosphère pernicieuse de l'usine dans laquelle entrent les jeunes sans formation professionnelle ni morale, tout cela était apparu à l'abbé Cardyn avant 1914. Mais la guerre détourna les activités. En 1919, l'abbé reprit sa tâche et fonda la *jeunesse syndicaliste*. En juillet 1924, il lançait officiellement « *l'organisation nationale des jeunes travailleurs chrétiens de Belgique* », tandis qu'une organisation parallèle était instituée, en février 1925, pour les jeunes ouvrières.

En France, Clichy fut le berceau du mouvement jociste, et son promoteur l'abbé Guérin. C'est en octobre 1926 que, s'inspirant du mouvement belge, ce jeune vicaire tentait de lancer en France la J. O. C. Bientôt, le mouvement se propagea dans la banlieue parisienne, puis gagna la France entière. En janvier 1927, parut le premier numéro du journal bimensuel : *La Jeunesse ouvrière*, rédigé par les jocistes eux-mêmes, tandis qu'en juillet était créée la fédération nationale de la J. O. C., afin de maintenir entre les groupes l'unité d'esprit et d'action. Dès 1928 apparurent les semaines d'études et congrès nationaux ; la J. O. C. prit son large essor. Aujourd'hui, elle compte en France 70 fédérations et 500 sections qui groupent au total plus de 10.000 jocistes. La *Jeunesse ouvrière* tire à 100.000 exemplaires, et le journal préjociste *Mon Avenir* à 20.000. En Belgique, le mouvement jociste groupait plus de 70.000 membres au 1^{er} avril 1930, sur un total de 2.862.000 jeunes ouvriers de moins de 20 ans.

Les mêmes raisons ont poussé, en France comme en Belgique, à la création de la J. O. C. La famille ouvrière française est presque toujours désagrégée par le travail au dehors de ses membres. Dès son plus jeune âge, l'enfant est abandonné à lui-même ; son éducation est livrée au hasard du milieu social dans lequel il est appelé à vivre. A treize ans il choisit son métier, à l'aventure, entrant sans aucune formation professionnelle ni morale dans l'atmosphère viciée de l'usine. Les conversations malsaines qui s'y tiennent, la promiscuité du personnel mixte, l'exemple des aînés, les dessins immoraux rencontrés partout, les déplacements dans les tramways ou les wagons surchargés, les heures de loisir, tout contribue à la déchéance des jeunes.

C'est à ces maux révélés par ses enquêtes que la J. O. C. tente de porter remède. Elle est un essai de groupement des jeunes ouvriers et employés pour leur formation en commun, pour l'organisation de leur profession et la défense de leurs intérêts, pour le relèvement enfin de la condition matérielle et morale de la classe ouvrière de demain.

2^o Organisation

La base essentielle du mouvement jociste, est la *section locale* avec son *cercle d'études*. La section locale groupe tous les jocistes de la paroisse ou de la ville : jeunes ouvriers et employés jusqu'à leur mariage ou jusqu'à vingt-cinq ans, élèves des écoles professionnelles, jeunes écoliers enfin qui, accomplissant leur dernière année d'études, sont prêts de choisir un métier. Elle est dirigée par un comité local (président, secrétaire, trésorier, etc.), élu chaque année par l'assemblée générale.

La section comporte, à l'intérieur, une certaine hiérarchie ; elle comprend trois sortes de membres : les *dirigeants* — les *militants* — enfin les simples *adhérents*. Au reste, le titre de militant n'est pas un grade, c'est un rôle que chacun peut librement s'attribuer. Est militant celui qui prend au mouvement une part active, qui se dépense généreusement auprès des travailleurs, en un mot celui qui milite. Or, à ce rôle, tous sont également appelés.

Chaque catégorie de membres a ses réunions propres : Une *réunion de comité*, encore appelée réunion de bureau, se tient au moins une fois par mois. Les *dirigeants* y examinent la marche de la section et préparent le travail des réunions de militants. Une *assemblée générale* réunit, au moins une fois par mois également, tous les membres de la section jociste, toute la masse de ceux qui adhèrent plus ou moins chaleureusement à l'esprit général du mouvement. Cette assemblée est à la fois réunion d'études et séance récréative. Ouverte par un chant jociste, les questions les plus intéressantes traitées au cours du mois dans le cercle d'études des militants y sont ensuite exposées et à nouveau rediscutées en commun. Les directives de la J. O. C. sont communiquées, et la séance se termine sur une note de gaieté : film, chansons, jeux collectifs — parfois excursions et visites d'usines viennent intensifier l'amitié jociste, réchauffer les plus tièdes, et donner à tous l'enthousiasme et le zèle nécessaires à leur entreprise.

Mais la cellule principale, c'est le *cercle d'études*, réservé aux militants. Une fois par semaine, en principe, ils se réunissent après leur journée de travail, et là, dans l'intimité du cercle jociste, examinent ensemble les sujets qui sont à l'ordre du jour de la J. O. C. Ce sont de vastes enquêtes élaborées chaque année par le conseil national et

qui ont trait aux problèmes les plus critiques que pose la vie de travail des jeunes ouvriers. Tous les cercles d'études préparent alors la même enquête ; on aboutit ainsi à un aperçu de la situation dans chaque région, à une vue d'ensemble dans tout le pays. Et dès lors pourront être menées efficacement les campagnes d'opinion ; des réformes sérieuses, parce que parfaitement adaptées aux besoins pourront s'élaborer, qui aboutiront à des réalisations fécondes.

Toutes les sections locales d'une même région constituent une *fédération régionale*, dirigée par un *conseil fédéral*, composé des délégués des sections locales, chaque section ayant droit à un délégué par fraction de vingt-cinq membres, avec maximum de trois délégués. Enfin, un aumônier attaché à la fédération lui conserve son caractère religieux. Le conseil fédéral choisit lui-même dans son sein un *comité fédéral*, élu pour un an. Le conseil fédéral, responsable de la vie jociste dans la région, se réunit en principe une fois par mois pour examiner la vie des sections et les modifications susceptibles d'être apportées à leur méthode d'action. Chaque délégué, notamment, y communique un rapport écrit sur l'activité de sa section. D'autre part, la fédération organise chaque trimestre une journée d'études réservée aux militants, auxquels on donne une vue d'ensemble de la tâche accomplie, et dont on oriente l'activité vers une entreprise nouvelle. Tout cela a pour but d'entretenir ou de ranimer l'ardeur des troupes et d'accroître leur émulation. Enfin, un certain nombre de *services jocistes* (orientation professionnelle, placement et logement des jeunes salariés, etc.) sont organisés par la fédération régionale.

L'ensemble des fédérations régionales constitue la *fédé-*

ration nationale, dirigée par un *conseil national* composé des délégués des conseils fédéraux. Le conseil national choisit dans son sein un *comité national* d'une douzaine de membres, responsables de l'exécution des décisions prises par le conseil, lequel se réunit une fois par semestre seulement. Au conseil national enfin, est adjoint un *secrétariat général*, chargé de l'administration du mouvement, de préparer les enquêtes et les congrès, de réunir la documentation, d'organiser les services jocistes, d'assurer la publication des organes de la J. O. C.

Chaque année, ce même secrétariat organise pour les militants des *semaines d'études* dans plusieurs villes de France ; semaines qui permettent de « faire le point » du mouvement jociste, et d'échanger entre militants les expériences et les initiatives réciproques. Dans ces semaines d'études, des cours développent chez les jeunes le « *sens social* » déjà acquis au cercle d'études ; tandis que des soirées artistiques, des excursions et visites de manufactures sont organisées, et que le côté spirituel n'est pas négligé.

C'est le secrétariat enfin, qui organise les congrès nationaux. Deux ont été tenus jusqu'ici en France : le premier en 1929, et le second en 1930, au Trocadéro. Le *congrès national* a pour but de résumer l'œuvre accomplie, comme aussi d'attirer l'attention des foules sur l'existence et la vitalité du mouvement jociste, et d'en exposer la doctrine. Journée de réclame, le congrès national est aussi pour ses membres une grande journée de triomphe, provoquant l'enthousiasme qui déclenchera une offensive plus vaste et plus vigoureuse encore de la J. O. C.

Celle-ci présente on le voit, une organisation homogène. Un lien étroit unit les sections locales au conseil régional,

celui-ci au conseil national ; cette unité renforce efficacement l'action de l'armée jociste.

3° *Action sociale de la J. O. C.*

La J. O. C. exerce une double action sociale : formation et préparation de ses membres à l'action, en premier lieu, auxquelles les jeunes contribuent eux-mêmes activement ; — puis action sur le milieu du travail et organisation de la profession. Or, qu'il s'agisse de formation ou d'action proprement dite, la cellule initiale d'où découle toute action sociale, c'est le cercle d'études.

Le cercle d'études déborde d'activité. Pour répondre à l'enquête de la J. O. C., les militants situent le problème posé, dans leur localité, dans leur usine même. Chacun donne son avis, qu'il appuie d'exemples vécus. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui discutent le problème et lui trouvent sa solution. Tout cela est vivant et contribue à former chez les jeunes un jugement et une conscience commune.

Cette méthode des enquêtes collectives est essentiellement réaliste et éducative. Elle donne aux jeunes, insensiblement, la formation indispensable à leur action : *Formation intellectuelle* d'abord, car l'enquête développe l'esprit d'observation et de réflexion ; elle forme le jugement. Or, cette action bienfaisante se poursuit bien au delà du cercle d'études ; car le jociste dont l'attention a été éveillée sur une question déterminée, l'examine de plus près encore à l'atelier. Il porte intérêt à tout ce qui l'entoure, alors qu'aparavant il ne s'en souciait guère. Et, tandis que son expérience se forme, il fait pour les enquêtes futures une moisson de faits et d'exemples. Le

cercle d'études assure encore la *formation professionnelle, morale et sociale des jeunes*. Il leur révèle les problèmes que pose leur vie de travail : l'importance du choix d'un métier et de l'apprentissage, les moyens de prévenir les accidents du travail, la nécessité de l'hygiène ; il développe leur conscience professionnelle, leur montrant l'utilité du capital et du patron ; il leur donne enfin cette formation morale qui tant de fois fait défaut à la jeunesse ouvrière.

Tel est le premier mode d'action sociale du mouvement jociste. Il assure l'éducation de ses membres, leur fait acquérir petit à petit le sens social ; il élève le niveau intellectuel, professionnel et moral de la classe ouvrière.

Or cette formation est l'œuvre des jeunes eux-mêmes. Elle résulte de l'échange de vues, de la communication des expériences individuelles que suscite le cercle d'études. C'est, selon le principe jociste, « entre eux, par eux et pour eux » qu'ils se forment et acquièrent ce « sens social », indispensable à quiconque. Le cercle d'études est en quelque sorte une clinique où les militants étudient ensemble et décèlent *eux-mêmes* les maladies — entendez les lacunes qui existent dans le régime du travail — auxquelles ils auront à porter remède. Bien plus, c'est aux jeunes que sont confiées la direction et l'administration tant régionale que nationale du mouvement. Ainsi, la J.O.C. initie les jeunes à la discipline, au dévouement, à l'autorité aussi et à la responsabilité. Insensiblement, le jeune ouvrier prend de lui-même conscience de ses devoirs et de ses droits ; il acquiert la conscience professionnelle et monte dans l'échelle des valeurs sociales.

Formateur, le cercle d'études est aussi, et par là-même, une préparation à l'action. Il est la source d'une action organisée et soutenue. Car les jocistes ne se contentent

pas d'apporter à l'enquête le résultat de leur jeune expérience et d'indiquer les réformes souhaitables ; ils travailleront ensemble à les réaliser. Or, c'est encore au cercle d'études que les jeunes militants préparent l'organisation et la transformation de leur milieu de travail (1). Le cercle est la fabrique d'armes et de munitions ; c'est là qu'on prépare l'attaque ; mais le champ de bataille est à l'usine, dans la rue, dans les trains, chez soi, partout où il y a des abus à combattre, des mœurs à réformer.

A l'usine même, l'armée jociste s'organise et conserve son esprit d'équipe, à la façon des jeunes communistes. Un *groupe d'entreprise* est constitué qui réunit tous les jocistes d'une même usine ; tandis qu'un *comité d'entreprise* groupe les seuls militants. C'est ce comité qui étudie la condition des travailleurs à l'atelier, les moyens de réforme et de propagande. C'est lui qui assure la pénétration de l'esprit jociste dans l'entreprise, veille sur le jeune apprenti même non jociste, le conseille et le protège à l'atelier, dans la rue et les trains contre les influences pernicieuses — car il est fréquent que les jocistes s'entendent pour faire ensemble le trajet qui sépare leur habitation de l'usine. Ainsi, dans la plupart des ateliers il existe un noyau de jocistes, c'est-à-dire de jeunes catholiques organisés et qui s'entr'aident dans leur effort de rénovation professionnelle et sociale — selon les maximes évangéliques.

Le second mode d'action sociale de la J.O.C. s'exerce sur le milieu du travail. C'est une tentative d'organi-

(1) Afin de conquérir tous les jeunes à leur entreprise et à leur idéal, la section jociste établit un fichier où sont portés les noms de tous les jeunes ouvriers de la commune. On s'efforcera de les atteindre par des conversations et réunions amicales.

sation de la profession. Il s'agit de doter la classe ouvrière, la jeunesse en particulier d'un organisme capable d'assurer sa formation, de la défendre, de la représenter auprès des pouvoirs publics et de donner satisfaction à ses besoins les plus légitimes.

Cet effort s'est déployé dans de multiples directions :

1^o Service de préparation au travail ou service des pré-jocistes. — L'école n'a pas pour but de préparer les jeunes à la profession qu'ils doivent exercer plus tard ; elle ne les oriente pas dans leur choix. Aussi, un grand nombre de jeunes, de travailleurs manuels spécialement, embrassent-ils un métier au hasard, sans examen médical, et sans rien connaître, le plus souvent, au métier qu'ils ont décidé de prendre. La multiplication des accidents du travail et des maladies professionnelles, les changements de profession, le chômage, sont alors les funestes conséquences d'une telle insouciance. Pour parer à ces dangers et aider les jeunes ouvriers dans leur décision, à une époque où la multitude des machines et la spécialisation des professions exigent plus que jamais un choix raisonné, la J.O.C. a créé son service des pré-jocistes.

Chaque section tient à cet effet un fichier des écoliers où sont inscrits les noms de tous ceux qui, dans la localité, accomplissent leur dernière année scolaire. Des militants de la section sont désignés qui organisent des réunions de pré-jocistes où sont exposées à ces écoliers les questions relatives à la vie de travail : Tel ouvrier fait une monographie de sa profession ; tel autre expose les dangers des machines. Des visites d'usines ou de chantiers, d'écoles professionnelles, d'expositions industrielles ; la projection de certains films, l'exécution même de travaux pratiques organisés à la réunion pré-jociste et exé-

cutés par équipes ; tout cela forme l'esprit des jeunes, développe leur goût, et facilite leur choix futur. La diffusion enfin du journal pré-jociste « *Mon avenir* », dont le tirage atteint 25.000 exemplaires, provoque chez ces jeunes écoliers une décision sérieuse, réfléchie, en même temps qu'elle contribue à leur donner l'amour de leur travail prochain.

Un service d'orientation professionnelle, organisé dans plusieurs fédérations, indique aux parents, après examen de l'état physique, intellectuel et moral du futur apprenti, de ses goûts, comme aussi après enquête sur la situation d'avenir des diverses industries, la profession qui conviendrait le mieux à l'enfant.

Telle apparaît l'une des réalisations de la J.O.C. Mais son programme, sur ce point même, est beaucoup plus vaste encore. Désirant que tout enfant soit préparé dès l'école à sa vie de salarié, elle s'efforce d'obtenir que des spécialistes ou des représentants de la J.O.C. aillent dans les écoles mêmes, entretenir les élèves, durant leur dernière année d'études, de l'importance que présente pour eux le choix d'un métier, le placement chez un bon patron, et l'apprentissage sérieux. La J.O.C. demande aussi que tous les élèves sur le point de quitter l'école soient soumis à une visite médicale, et examinés par un office d'orientation professionnelle qui détermine leurs aptitudes physiques et le métier qui leur convient le mieux.

2^o Service de protection au travail. — Ce service a quatre attributions. Il s'occupe de tout ce qui concerne : l'hygiène, la sécurité, l'application des lois ouvrières, la moralité au travail.

a) *Hygiène du travail.* — Les conditions d'hygiène dans la famille ouvrière sont rarement parfaites. Le taudis,

l'appartement mal aérés, la mauvaise nourriture sont trop souvent de règle. A l'apprenti, élevé dans ce milieu et maintenant en âge de se développer, il faudrait, plus qu'à tout autre encore, un atelier sain. Hélas ! un grand nombre d'usines font bon marché de la santé et de la vie des travailleurs. Dans la plupart, les notions d'hygiène les plus élémentaires concernant l'aération, l'éclairage, l'aspiration des poussières, le chauffage des salles ou leur protection contre l'humidité sont méconnues ou négligées. Le travail achevé, que d'ouvriers n'ont pas d'eau pour se laver ; combien n'ont à leur disposition qu'une eau déjà souillée et contaminée ! pas de savon le plus souvent ! C'est dans ces conditions que l'ouvrier doit toucher à ses aliments, prendre son repas. Et quel repas ! Adossés aux murs de l'usine, assis sur les bordures des trottoirs ou dans les terrains vagues, à moins qu'ils ne préfèrent le cabaret, les ouvriers doivent prendre leur repas froid. S'ils sont autorisés à rester à l'intérieur, ils s'installent près des machines, dans la poussière et la crasse de l'établi. Combien d'usines possèdent des réfectoires, propres, bien aérés, où, après avoir fait réchauffer ses aliments, l'ouvrier peut déjeuner de bon appétit ?

On comprend, dans ces conditions lamentables, combien le travail peut sembler une malédiction, la société tout entière ce « baignoire capitaliste » auquel on voue une haine farouche, heureux quand viendra sa ruine ! On comprend la déchéance et la misère de la classe ouvrière. On s'explique enfin la résistance des ouvriers, du moins leur négligence à se plier aux mesures d'hygiène et de sécurité que s'efforcent d'introduire les initiatives patronales ou les mesures législatives ; c'est toute une foule d'habitudes mauvaises et profondément enracinées qu'il

faut détruire, toute une éducation qu'il faut faire.

C'est à faire cette éducation de l'hygiène chez les jeunes ouvriers, à obtenir des patrons ou du législateur la garantie à l'atelier des conditions d'hygiène indispensables, que s'applique la J.O.C. Par son journal, ses mots d'ordre et ses conférences agrémentées de films, elle fait comprendre aux jeunes travailleurs la portée des mesures d'hygiène. Parfois aussi, les sections organisent des séances d'éducation physique qui permettent aux jeunes de redresser les déformations physiques dues au travail. Aux patrons, elle demande d'aérer les ateliers, de protéger les ouvriers contre les odeurs désagréables et nocives, d'assurer les meilleures conditions d'hygiène dans les réfectoires, les vestiaires trop souvent exposés aux poussières de l'usine, comme aussi dans les lieux d'aisance dont l'état reste toujours déplorable.

Enfin, si la J.O.C. conseille aux familles de consulter un office d'orientation professionnelle avant de choisir le métier de leurs enfants, afin d'éloigner ainsi les plus chétifs des professions les moins salubres (1) ; l'une de ses revendications actuelles est aussi l'organisation d'un service de tutelle sanitaire qui, par des visites régulières et fréquentes, prévienne les maladies professionnelles chez les jeunes ouvriers.

b) *La sécurité au travail.* — D'après les statistiques officielles, 87.276 ouvriers de moins de 18 ans ont été victimes d'accidents du travail au cours de l'année 1930. A qui incombe la responsabilité de ces accidents ? aux employeurs d'une part, dont les appareils sont parfois mal entretenus, et parfois aussi, démunis de tout organe de

(1) *Supra*, p. 87.

protection ; aux ouvriers enfin, aux jeunes surtout, dont l'insouciance et l'espièglerie, comme aussi la fatigue d'un labeur au-dessus de leurs forces, sont souvent fatales. Plus encore peut-être ces accidents sont dus à leur ignorance. La plupart du temps, en effet, les soins immédiats font défaut, non qu'il n'existe à l'atelier une boîte de secours, mais parce qu'aucun ouvrier ne sait s'en servir et donner au blessé les premiers soins nécessaires. Que de plaies envenimées, que d'interventions chirurgicales nécessitées par le manque de soins immédiats et en définitive par l'ignorance des travailleurs ! Là encore c'est toute une éducation qu'il s'agit d'entreprendre.

Or, à cette ignorance qui « tue silencieusement et quotidiennement », la J.O.C. a tenté de porter remède. Dès 1928 elle a organisé une campagne de presse pour la prévention des accidents du travail. Depuis, la « *Jeunesse ouvrière* » publie, dans presque tous ses numéros, des articles qui enseignent les mesures à prendre en cas d'accidents. A la suite des *journées d'études* de Paris, Nantes, des Ardennes, etc., en 1928, des affiches ont été placardées qui vulgarisent les mesures de sécurité. En mai 1929, le secrétariat général de la J.O.C. a édité pour ses membres une brochure intitulée : « *Ce qu'il faut savoir sur les accidents du travail* » ; il divulgue également un film sur les causes de ces accidents. A l'exemple des jocistes belges, qui ont organisé six expositions nationales de prévention, la J.O.C. de France a participé en septembre 1928 à l'exposition de Loos dans le Nord, et organisé, en février 1931, la célèbre exposition de Valenciennes.

Enfin, la J.O.C. demande que les victimes d'accidents graves soient soumis à un examen de réorientation pro-

fessionnelle, et que, par une rééducation professionnelle adaptée, ils puissent apprendre, à la charge de la compagnie d'assurances, un nouveau métier adapté à leur capacité physique diminuée.

Chaque jour la J.O.C. continue auprès des jeunes son effort d'éducation préventive, et « l'histoire dira que sur ce terrain, comme sur tous les autres, la J.O.C. fut la pionnière d'une croisade rédemptrice pour la classe ouvrière » (1).

c) *Application des lois ouvrières.* — Malgré la loi du 20 mars 1928 qui régit le *contrat d'apprentissage*, celui-ci tombe de plus en plus en désuétude. L'apprentissage n'existe plus que dans quelques entreprises importantes ; partout ailleurs il n'est ni encouragé, ni surveillé, ni sanctionné. L'entrepreneur ne se soucie guère d'apprendre un métier à l'apprenti, ni de former sa conscience professionnelle. Dès lors, le jeune écolier de la veille n'a d'autre ressource que de servir d'aide à un ouvrier adulte ; lorsqu'il connaîtra ou croira connaître son métier, il s'embauchera ailleurs comme ouvrier. S'agit-il de la conscience professionnelle ? le respect du matériel et des machines, le souci de la bonne qualité et de l'économie des matières premières font entièrement défaut aux jeunes travailleurs.

Une fois de plus, la J.O.C. devait intervenir. Elle a demandé aux patrons et aux représentants des groupements ouvriers d'organiser, pour chaque profession, un apprentissage sérieux, méthodique, surveillé et sanctionné. Révélant aux jeunes l'importance de l'apprentis-

(1) Abbé Cardyn, cité par *La jeunesse ouvrière*, numéro hors série, printemps 1933, p. 13.

sage, elle s'efforce de les détourner des emplois présentement plus lucratifs et plus attrayants (grooms, garçons de courses), mais qui les réduiront plus tard au rôle de simples manœuvres. Enfin, la J.O.C. tente de remettre en honneur la conscience professionnelle chez les jeunes, et de leur donner l'amour du travail.

Voisine de la *loi du 20 mars 1928* est celle, plus ancienne, du *25 juillet 1919*, plus connue sous le nom de *loi Astier* et qui tente d'organiser et de diffuser l'*enseignement professionnel*. Cet enseignement est le complément heureux de l'apprentissage parce qu'il évite la pure routine professionnelle.

Reconnaissant les bienfaits de cet enseignement, la J. O.C. s'efforce d'étendre le bénéfice de la loi Astier à un plus grand nombre de professions. Elle demande en outre aux employeurs d'encourager les efforts de leurs apprentis, par l'extension des allocations familiales aux parents de ceux qui fréquentent les cours, par la création de bourses d'études, et l'octroi de primes aux jeunes diplômés. Par mesure de protection pour les jeunes, elle propose que l'emploi des jeunes gens de moins de vingt-et-un ans soit interdit dans toutes les exploitations qui ne peuvent leur donner une formation professionnelle suffisante.

On sait que la *loi du 23 avril 1919* (dite loi de huit heures), fixe à *quarante-huit heures par semaine* la durée du travail. D'autre part, l'article 14 de cette même loi dispose que — dans la limite de ces 48 heures par semaine — « les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de *10 heures par jour*, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail est interdit ».

Cependant, les enquêtes faites par la J.O.C. dans les divers milieux de travail, ont révélé qu'il existe encore de nos jours des usines où, du moins à certaines périodes de l'année, des adolescents accomplissent des journées de travail effectif de quatorze heures. Contre cette violation flagrante aux lois, la J.O.C. s'est élevée. Pour elle, la durée du travail des apprentis doit être proportionnée à leur âge et à leur force. Dès lors, elle a réclamé que la durée de la journée de travail des adolescents soit fixée par des commissions paritaires, qui tiennent compte de leur âge et de la difficulté de la tâche — et qu'en aucun cas elle n'excède 8 heures.

En ce qui concerne le *repos hebdomadaire et le travail de nuit*, l'article 52 de la loi du 13 juillet 1906 impose le repos du dimanche et des jours fériés aux femmes et aux enfants de moins de 18 ans dans l'industrie, sauf dérogations accordées par le préfet, tandis que la loi du 2 novembre 1892, modifiée par celle du 24 janvier 1928, interdit le travail de nuit aux femmes et aux enfants de moins de 18 ans, sauf dérogations accordées aux garçons à partir de 16 ans dans les usines à feu continu, à partir de 13 ans dans les mines, et exceptionnellement aux femmes majeures (travaux urgents).

Or la J.O.C. a protesté contre le travail de nuit des adolescents ; elle a demandé qu'il soit interdit dans tous les cas avant 18 ans. Mouvement religieux, elle exige enfin que le travail du dimanche ne soit toléré qu'en cas d'absolue nécessité, d'ailleurs reconnue par les organisations ouvrières, et que ce travail permette à tout travailleur l'accomplissement de ses devoirs religieux.

De même, la J.O.C. veille à l'application de la loi du 30 avril 1909, qui écarte les femmes et les enfants des tra-

vaut dangereux et insalubres. Elle veille au respect des lois relatives aux mesures d'hygiène dans ces industries (lois du 12 juin 1893 et 11 juillet 1903, complétées par celles des 31 décembre 1912 et du 6 mars 1917), ainsi que par de nombreux décrets. Par les démarches de ses militants, par ses interventions, en collaboration avec la confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), auprès des inspecteurs du travail, elle contribue à la répression des abus et à la protection efficace des adolescents.

S'agit-il du salaire de l'apprenti, la J.O.C. demande qu'il soit l'objet de conventions collectives entre les organisations patronales et ouvrières. Le but de ces conventions sera d'assurer plus de stabilité au travail autant que la protection de l'apprenti contre un faible salaire ; car il est depuis longtemps démontré, que les jeunes ouvriers quittent souvent leur entreprise, abandonnent même leur profession, pour aller gagner ailleurs quelques centimes de plus par jour. Tel qui apprenait à devenir ouvrier qualifié se fait manœuvre ou garçon de courses pour un gain immédiat plus élevé. Le nombre de ces changements inconsidérés, comme celui des embauchages temporaires de la part des patrons, ne saurait sensiblement diminuer que le jour où des conventions collectives auront fixé dans la plupart des entreprises, sinon dans toutes, le salaire attribué aux jeunes travailleurs.

L'amélioration des conditions du travail et la protection des apprentis ne sauraient être efficaces sans une *action syndicale*. La J.O.C. n'a certes pas eu à créer de syndicat, et le mouvement jociste est resté jusqu'ici indépendant de toute action syndicale directe. Cependant, elle initie ses membres aux questions corporatives, et leur

enseigne comment le syndicalisme saura réaliser l'organisation chrétienne de la profession, et rétablir la paix entre le travail et le capital. Or, au sein même des syndicats chrétiens (C.F.T.C.), il existe depuis 1923 une organisation de jeunes, désignée sous le nom de « *jeunesse syndicaliste chrétienne* », et dont le but essentiel est de former, parmi les jeunes syndiqués, une élite capable de gagner la masse à la cause syndicale chrétienne, une élite enfin, au sein de laquelle pourront se recruter les dirigeants futurs du syndicalisme chrétien.

J.O.C. et jeunesse syndicaliste chrétienne, n'ont jusqu'ici, nous le répétons, rien de commun. Mais elles ne s'excluent pas. Or, précisément parce qu'elles ne s'excluent pas, parce qu'au contraire elles se complètent, il est à prévoir qu'un jour prochain les jocistes prendront une part appréciable à l'œuvre de la jeunesse syndicaliste et à celle du syndicat tout court.

d) *La moralité des travailleurs.* — Tendre à la protection des travailleurs, ce devait être aussi, pour un mouvement à base confessionnelle, tendre à leur protection morale. Le relèvement matériel n'est en effet que le prélude d'un relèvement moral, celui-ci ne pouvant s'opérer que dans un milieu propice ; et le but du catholicisme est toujours de réaliser le « *mens sana, in corpore sano* ».

Fidèle à cette doctrine, la J.O.C. est intervenue auprès des patrons et des pouvoirs publics, pour leur demander de prendre conscience de leurs responsabilités, et d'organiser la protection des jeunes travailleurs. A l'autorité publique, elle a demandé d'interdire la vente des illustrés corrupteurs, aux adolescents, leur entrée dans les cinémas, dancings et confés-concert. Des patrons et des contre-maîtres, elle s'efforce d'obtenir une surveillance sérieuse

des conversations (1) ; elle leur recommande de prévenir les promiscuités et de sauvegarder la pudeur et la dignité des adolescents.

Auprès des jeunes surtout, la J.O.C. tente un effort de redressement moral. Elle les avertit des dangers qui les guettent à l'usine et au cours de leurs déplacements ; elle leur inculque le respect et la considération des jeunes ouvrières ; elle les met en mesure de fuir les occasions quotidiennes de débauche. Et l'on sait comment les jocistes se groupent à l'atelier, dans les wagons, partout, afin de défendre fièrement leur dignité menacée.

M. Albert Thomas, directeur du B.I.T. à Genève, disait, s'adressant aux catholiques : « Nous saluons en vous une des grandes forces morales qui, depuis cinquante ans, ont aidé la société moderne à accomplir quelque effort essentiel » (2). Cet éloge, il s'adresse aujourd'hui encore aux catholiques, aux jeunes ouvriers catholiques surtout, aux jocistes qui, se penchant sur leurs frères « moralement abandonnés », tentent leur relèvement moral, afin de constituer une classe ouvrière plus belle et mieux respectée.

Pour combattre l'immoralité qui sévit à l'atelier, comme aussi dans l'intérêt purement social de la classe ouvrière, la J.O.C. s'efforce d'éloigner la femme, la mère surtout, de l'usine. Par là sans doute, les jocistes cherchent-ils d'abord à prévenir la promiscuité et son influence démoralisante ; mais leur but principal est d'assurer le rétablissement d'une vie familiale. On sait en effet quelle

(1) On a démontré récemment que, pour les jeunes filles, le plus grand danger venait des femmes mariées, lesquelles éprouvent on ne sait quel plaisir, à révéler aux jeunes apprenties la vie intime de leur ménage.

(2) « *Jocistes pourquoi* », p. 11.

désagrégation de la famille entraîne le travail de la femme à l'usine, et quelle fatigue elle occasionne à celle-ci. Pour préparer son déjeuner et le repas du midi, pour conduire ses enfants à la « crèche » du quartier, la femme ouvrière est contrainte de se lever tôt. Rentrée le soir après une longue journée de fatigues, d'autres travaux l'attendent. Pour faire sa cuisine, sa lessive ou son ménage, que de fois il lui faut veiller tard ! Or, par le retour de la mère au foyer, c'est tout cet état de choses que la J.O.C. veut supprimer ; c'est le taudis qu'elle veut combattre, la multiplication et l'éducation des enfants, la joie d'une vie de famille qu'elle veut assurer au foyer ouvrier. Il ne faut plus que ce foyer soit « une maison où l'on passe pour manger et dormir » (1), un taudis que, le soir venu, l'ouvrier déserte pour le cabaret voisin. Dès lors, et suivant les directives du chef de l'Eglise (2), les jocistes réclament un salaire suffisant pour permettre à l'ouvrier sobre et honnête de pourvoir aux besoins de sa famille. Ils ont mené notamment une campagne en faveur du salaire familial, seul capable d'assurer aux familles nombreuses un niveau de vie convenable.

3^o Service de chômage et de placement. — Dans la période de crise que le monde traverse actuellement, la J.O.C. ne pouvait manquer de s'occuper des jeunes ouvriers réduits pour un temps au chômage. Dans la plupart des grandes villes, elle a organisé des permanences chargées de leur venir en aide. A Paris notamment, une permanence installée il y a deux ans rue de la Tombe-Issoire, et transférée récemment rue Mouzaïa, est

(1) Abbé Cetty.

(2) Cf. Encyclique *Quadragesimo anno*, 15 mai 1931, p. 59 à 62.

venue en aide, grâce à une souscription publique, à près de 2.000 jeunes chômeurs, jocistes ou non jocistes. Elle leur a distribué des vêtements et des bons de repas dans les restaurants. Plus de 250.000 francs de secours ont été ainsi répartis. Des cercles d'études et des cours ont été organisés qui comportent des leçons de français, de calcul et d'électricité. Pour combattre également l'oisiveté et son influence démoralisatrice, les jeunes chômeurs construisent des tables de ping pong et découpent des raquettes, cependant que des jeux sont mis à leur disposition. A la permanence, les jeunes trouvent de quoi ressemeler leurs chaussures et faire leur lessive, tandis qu'un camarade coiffeur en chômage y coupe les cheveux. En outre, deux dortoirs permettent d'hospitaliser les jeunes pour la nuit. Une grande fraternité règne entre ces jeunes, qui parfois se partagent entre eux la distribution des tracts sur les boulevards parisiens. Enfin, un service de placement a été organisé qui a procuré jusqu'ici du travail à près de 500 chômeurs. Et ce même effort en vue de la lutte contre le chômage s'est poursuivi en Belgique, berceau de la J.O.C., où les jeunes chômeurs construisent des bancs, chaises et meubles de T.S.F., et où un atelier de reliure a été établi (1).

Indépendamment du service chômage, la plupart des fédérations ont organisé un *service de placement*. Renseignée par ses sections locales et ses groupes d'usines, la fédération ne facilite l'embauchage des jeunes ouvriers que dans les entreprises où l'apprentissage est convena-

(1) Un journal, *Le jeune chômeur*, indique chaque mois le résultat des efforts faits pour combattre le chômage.

blement organisé et où existent des conditions d'hygiène physique et morale parfaites.

Enfin, pour les jeunes travailleurs qui ont quitté le foyer familial, la J.O.C. a organisé un service de logement qui, dans des pensions recommandées ou même dans des familles, tel qu'à Cachan, loge les jeunes ouvriers pour un prix modique. Et le rêve secret de la J.O.C. est de bâtir, dans les grands centres, des logements pour les jeunes travailleurs.

4° Service d'économies. — Que de fois n'a-t-on pas répété que l'ouvrier pourrait cesser son travail à cinquante ans s'il ne fumait pas, ne buvait pas d'alcool, en un mot s'il était économe. Là encore c'est toute une éducation du salarié qu'il s'agit de faire, et malgré lui. Cette éducation, la J.O.C. la tente aujourd'hui. Dès son origine, elle a demandé aux jeunes travailleurs de supprimer ou du moins de restreindre leurs dépenses inutiles. Surtout, pour que ses campagnes soient efficaces, elle a créé un *service d'épargne*. Actuellement, 480 sections sur 500 ont répondu à son appel. Dans chacune, un grand nombre de jocistes ont leur carnet d'épargne et y versent régulièrement. Chaque jour développe chez ces jeunes l'esprit de sacrifice et de prévoyance ; esprit qui s'est traduit en 1932 par un mouvement de fonds atteignant 1.500.000 francs. Il s'agit là d'une action merveilleusement sociale, parce que l'épargne constitue le meilleur moyen de lutte contre l'alcoolisme et l'influence pernicieuse, dégradante, des spectacles mauvais, surtout parce que ces jeunes apprécieront plus tard, au jour de leur mariage, l'immense bienfait d'un sacrifice léger.

5° Service des loisirs. — Un des grands problèmes que pose la vie des jeunes salariés, surtout depuis « la loi de

huit heures », et demain peut-être plus encore avec la semaine de quarante heures, c'est l'utilisation des loisirs. Une vaste enquête menée au printemps de cette année a révélé à la J.O.C. toutes les données de ce problème, toutes ses lacunes, et des services ont été bientôt organisés qui ont pour but d'y remédier.

En ce qui concerne les *loisirs* proprement dits, la J.O.C. s'efforce de protéger les jeunes travailleurs contre ceux qui, abusant de leur inexpérience et de leur abandon, excitent, dans un but purement lucratif, leurs passions les plus basses et les plus dégradantes. Pour soustraire les jeunes à cette « exploitation » des cinémas, dancings, revues illustrées, etc., la J.O.C. tente d'organiser leurs loisirs, de leur procurer de saines distractions. A cet effet, un grand nombre de sections ont créé des équipes de football, organisé des séances artistiques et des chorales, des excursions et visites d'usines en groupe, des visites de musées, etc. Parfois des cours sont donnés aux jeunes, qui développent leurs connaissances acquises à l'école, ainsi que leur esprit pratique. Enfin, la plupart des sections ont organisé une bibliothèque où les jeunes peuvent trouver des ouvrages adaptés à leurs besoins et à leurs goûts. Le secrétariat lui-même procure aux sections les ouvrages, films, chansons, etc., nécessaires à une bonne utilisation des loisirs.

Quant aux *vacances*, si nécessaires au jeune ouvrier contraint de respirer l'air vicié des usines et des villes, harassé par le travail mécanisé du système Taylor, la J.O.C. réclame du législateur que des *vacances payées* de deux ou trois semaines soient accordées chaque année aux adolescents. Déjà, à la suite d'une grève décrétée le 6 octobre 1930, les ouvriers des mines ont obtenu le béné-

fice de congés payés (3 à 6 jours). Dès lors, n'est-il pas permis de croire que cette revendication de la J.O.C. en faveur des jeunes travailleurs obtiendra une prompte satisfaction ? En attendant, chaque année sont organisés des camps de vacances jocistes. Et nous savons que le dessein de la J.O.C. est d'édifier des maisons de vacances dans quelques coins pittoresques de France.

Enfin, la J.O.C. s'est occupée d'organiser les loisirs de ceux de ses membres que réclame le *service militaire*. Hors de la caserne, les jocistes se réunissent une fois par semaine ou par quinzaine en un *cercle militaire*. Ils y organisent des cercles d'études, bibliothèque, excursions, équipes de sports, etc. Et, de même que le cercle d'études de la section locale, le cercle militaire est le point de départ d'un essai de conquête religieuse et morale du milieu, c'est-à-dire ici de la caserne elle-même.

Ainsi donc, la J.O.C. nous apparaît comme une puissante organisation des jeunes travailleurs qu'elle cherche à former et à protéger. Persuadée de la nécessité de réformes profondes dans le milieu du travail, et du relèvement moral de la classe ouvrière, elle professe que cette éducation morale est la condition indispensable de tout progrès ; qu'il faut réformer les individus, leurs consciences et leurs mœurs avant de réformer les institutions elles-mêmes. Pénétrée aussi de l'idée que le salut de la classe ouvrière est entre ses mains, elle enseigne au jeune apprenti à sortir de son ignorance et de sa passivité. Elle forge une jeunesse ouvrière belle et ardente, pleine de dignité, fière de sa condition sociale ; surtout, elle forme des chefs trempés par un idéal de vie morale élevée, et qui demain s'emploieront à transformer le milieu ouvrier, à l'organiser selon l'ordre social catholique.

Nous n'en voulons pour preuve de cette entreprise commencée et ardemment poursuivie, que l'opinion d'adversaires du mouvement jociste, — du moins en tant que mouvement religieux — nous voulons parler des communistes. « Cette jeune organisation, déclarent-ils, parlant de la J.O.C., est devenue en peu de temps puissante, combative, et son influence parmi les jeunes travailleurs n'est pas négligeable » (1).

Aveugle, qui ne verrait point la vague religieuse qui déferle sur la masse ouvrière et promet de la revivifier !

S'il nous fallait, pour terminer, définir la J.O.C., nous dirions qu'elle est une « école où les jeunes se forment entre eux, par eux et pour eux » (2), qu'elle est enfin un *corps représentatif*, qui s'efforce d'organiser la profession, et d'obtenir auprès des patrons et des pouvoirs publics eux-mêmes la protection des jeunes travailleurs. Car le grand désir de la J.O.C. est précisément de devenir la tutrice et la mandataire de cette jeunesse ouvrière que, depuis sept ans, en France, elle protège si vaillamment.

La jeunesse agricole catholique (J. A. C.).

Les questions économiques, industrielles, ou même internationales traitées dans l'ancien cercle d'études, et pour lesquelles les jeunes agriculteurs n'avaient aucune compétence, ne les intéressaient guère. Ils préféraient qu'on leur soumit des sujets mieux adaptés à leurs connaissances, plus voisins de leur vie et de leurs préoccupations journalières :

« L'un n'a-t-il pas sa barque, et l'autre sa charrue ? »

(1) *Humanité*, 12 et 13 avril 1931.

(2) *La Jeunesse ouvrière*, numéro hors série, printemps 1933, p. 4.

Ce besoin légitime, l'A.C.J.F. l'avait depuis longtemps ressenti et compris. Dès 1924 fut lancée une première idée de spécialisation. Des dossiers furent constitués sur les questions agricoles, et l'on se proposait de répandre dans les cercles d'études le fruit des expériences acquises. Mais l'idée fut sans lendemain.

Elle ne fut reprise qu'à la suite des essais concluants de la J.O.C. Au printemps de 1929, fut créé pour les jeunes paysans un mouvement spécialisé, analogue à celui des jeunes ouvriers : la J.A.C. C'est, appliqués au milieu agricole, la même action sociale d'une élite conquérante ; la même organisation avec ses sections locales, ses fédérations régionales et son conseil national ; c'est sa même hiérarchie élastique de dirigeants et de militants agissant sur la masse ; sa même série de réunions, son même idéal de conquête. La section locale, base du mouvement jociste, groupe tous les ruraux âgés d'au moins douze ans. L'expression « ruraux » est d'ailleurs entendue de façon très large, puisqu'elle comprend, à côté des agriculteurs proprement dits, tous ceux — jardiniers, vigneron, artisans ruraux tels que charrons, tonneliers, maçons, etc. — qui exercent une profession connexe à l'agriculture. Tous, fils d'exploitants ou jeunes ouvriers agricoles y sont admis au même titre, sans distinction de rang ni de nationalité.

Au point de vue territorial, le but de la J.O.C. est d'organiser une section autonome dans chaque commune. Plus difficile sans doute est, dans nos campagnes, la possibilité de tenir des réunions. Fermes et hameaux sont souvent fort éloignés ! Cependant les jocistes se rassemblent en principe chaque dimanche. Enfin, de temps à autre, toutes les sections tiennent, dans une des villes du diocèse, une grande assemblée générale destinée à stimuler le zèle

des jeunes adeptes, et où, avec l'étude, voisine toujours une partie récréative.

ACTION SOCIALE

La J.A.C. exerce, tout comme la J.O.C., une double action sociale. Œuvre de formation des jeunes d'abord ; car le cercle d'études comporte une série d'enquêtes auxquelles ils prennent une part active. C'est toujours « entre eux, par eux et pour eux » qu'ils acquièrent la formation religieuse, professionnelle et morale nécessaire à leur action. En outre, un enseignement agricole par correspondance (E.A.C.) a été institué en 1923. Les cours sont organisés dans chaque région par la fédération, soit qu'elle en prenne elle-même la direction, soit qu'elle en laisse la charge à une école d'agriculture (1). Ces cours comportent également des devoirs, que les cercles d'études ou les jocistes isolés rédigent et envoient à la fédération, qui les leur retourne corrigés et annotés. Trois organes mensuels : « *Le militant jociste* » pour les militants, la « *Jeunesse agricole* » et « *Mon village* » pour la masse, achèvent la formation des jeunes. En outre, chaque année sont instituées des *semaines rurales* durant lesquelles des cours techniques, des visites de fermes, machines, coopératives, des causeries sur les syndicats, les mutuelles ou les assurances sociales, sans oublier celles d'ordre moral, assurent la formation professionnelle des jocistes et développent leur conscience professionnelle. Des *semaines d'artisanat rural*, enfin, initient les agriculteurs aux travaux accessoires à la ferme tels que la forge, la menuiserie ou l'ins-

(1) Les principaux centres sont : Paris, Beauvais, Angers, et dans le Midi, Purpan, où il existe une école d'agriculture.

tallation de l'électricité. Toute cette organisation permet aux jeunes ruraux d'acquérir les notions essentielles relatives à leur exploitation agricole, leur enseignant les meilleures semences, le dosage des engrais, le fonctionnement des coopératives, caisses de crédit, allocations familiales et assurances sociales, développant leur souci de l'hygiène au sein de leur entreprise. Ainsi, grâce au mouvement jaciste, les jeunes ruraux sont à même d'organiser avec plus de goût et plus de compétence leur « foyer rural » ; et dès lors, ils l'aimeront chaque jour davantage. On conçoit désormais quelle action sociale exerce la J. A.C. Elle est une des grandes forces qui arrêtera en France le mouvement de désertion de la terre.

Le cercle d'études est aussi le point de départ d'une vaste action à double but : professionnel et social d'abord, religieux enfin. Au point de vue professionnel et social, les militants jacistes s'efforcent de répandre tout autour d'eux les connaissances acquises. Car le jaciste doit « rayonner », c'est-à-dire qu'il doit communiquer aux autres, aux plus jeunes surtout, la formation qu'il a reçue. A cet effet, l'un des dirigeants de la section est chargé d'organiser des cours d'apprentissage, des visites d'exploitations agricoles, des expériences de toutes sortes, qui viendront parfaire l'éducation technique et sociale des jeunes ruraux. Un service de l'épargne est organisé aussi, en liaison avec les caisses de crédit agricole, qui donne aux jacistes des habitudes de tempérance et développe leur esprit de prévoyance.

Surtout, la J.A.C. réalise l'union entre les jeunes ruraux. Elle tend à détruire l'esprit de jalousie, né du désir de supériorité, qui sommeille dans toute âme de paysan. Car le désir suprême de tout exploitant est de posséder plus

de terre que son voisin, de paraître le plus riche dans le pays, voire dans la région. A-t-il au soleil quelques arpents de plus que les autres ? il exulte ; tout son orgueil est satisfait. Or, à cet état d'esprit, la J.A.C. tente de remédier. Elle s'efforce de créer entre tous les ruraux une amitié profonde, de faire régner au village une atmosphère de collaboration fraternelle. Chassant des cœurs l'égoïsme pervers, elle y substitue la charité et l'amour. Le jociste est une âme charitable qui se plaît à rendre service tout autour de lui. A ses frères de travail, jacistes ou non, il prête ses instruments agricoles et ses animaux ; il met à leur disposition son temps, sa peine même, aux périodes critiques de la vie rurale. Et puis la J.A.C. réalise cette fraternité entre toutes les classes. A l'ouvrier comme au patron elle enseigne leurs devoirs. Et si, à la section locale où tous sont réunis sans distinction de rang, il n'y a « qu'une seule âme formée par le chaud rayonnement de l'affection de tous » (1), le but que se propose la J.A.C. n'est-il pas d'apporter au village le même bienfait d'une telle paix sociale.

Mais si le rêve des jacistes est d'attacher les jeunes à leur profession et à la terre, en développant leurs compétences et en augmentant par là même le rendement de leur exploitation ; s'il est de rendre les campagnes plus belles et plus gaies en y organisant les loisirs et en y instaurant le règne de l'amitié, leur rêve est aussi de les rendre plus chrétiennes. Le but suprême de la J.A.C. n'est-il pas, en effet, comme celui de tous les groupements spécialisés de l'A.C.J.F., de rechristianiser le monde agricole, de l'organiser suivant l'ordre social catholique ?

(1) *Manuel de la J. A. C.*, p. 31.

Jeunesse étudiante catholique (J. E. C.)
Jeunesse maritime catholique (J. M. C.)
et Jeunesse catholique (J. C.)

Créée en 1930, la J.E.C. est, dans le milieu étudiant, ce que sont la J.O.C. et la J.A.C. dans le milieu ouvrier et agricole. Pourvue de la même organisation, la J.E.C. s'inspire aussi des mêmes principes. Le cercle d'études est encore la base d'une double action sociale.

S'agit-il de la formation des jeunes, celle-ci reste toujours leur œuvre. Mais, tandis que la J.O.C. exerçait son action sur des individus auxquels nulle formation n'avait été donnée, la J.E.C. agit sur des jeunes qui presque toujours ont reçu une éducation et une culture très grandes. Pourtant, si élevées soient-elles, cette éducation et cette culture restent incomplètes, imparfaites à certains égards. Pour un petit nombre, une éducation aristocratique les a tenus éloignés de la vie des masses. Elevés avec un souci de distinction ils vivent et pensent — du moins ils se comportent — comme s'ils étaient une race supérieure, la race élue qui doit diriger la société. Sans qu'ils en soient responsables, ceux-là sont le plus souvent des égoïstes. Enfermés dans leur « tour d'ivoire », leur « moi » est devenu le centre de leur vie. Le luxe des salons et les plaisirs raffinés les accaparent. Loin du peuple, ils ne connaissent pas le problème social, celui que pose la misère physique et morale des travailleurs ; ils ne le soupçonnent pas même. Ceux, beaucoup plus nombreux certes, qui n'ont pas reçu une éducation aussi raffinée restent cependant très éloignés des problèmes sociaux.

Il y a là un vice d'éducation auquel l'enseignement uni-

versitaire est loin de porter remède, car l'enseignement — l'enseignement supérieur principalement — est trop technique et trop théorique. Or, ce réel avantage ne va pas sans inconvénients. Pourvu de son diplôme, le nouvel ingénieur peut être un bon technicien, connaître merveilleusement sa profession ; il reste ignorant de la vie des travailleurs qu'il va diriger. Il ne connaît ni leur mentalité, ni leurs besoins. N'ayant jamais acquis le « sens social », il ignore la responsabilité morale qui lui incombe à l'atelier. L'usine est pour lui le moyen de s'enrichir ; puissance économique, il n'est aucunement une puissance sociale.

Et puis la formation morale elle-même fait souvent défaut chez les jeunes intellectuels. Dans son rapport à la Chambre pour le budget de l'enseignement public (1931), M. Ducos, député, relevait cette absence de formation morale chez la plupart des élèves. Il signalait le gaspillage et la déprédation des ouvrages et du matériel scolaire, le copiage aux compositions et aux examens, le laisser-aller général. Tout cela déceit ce qu'on pourrait appeler une absence de conscience professionnelle. Et M. Ducos en imputait la cause à la famille et à l'enseignement. « Jadis, déclare-t-il, l'enfant recevait, dans la plupart des familles, une éducation que bien peu aujourd'hui sont à même de lui donner. Combien de parents auraient besoin qu'on leur enseignât le sens de la vie, et qu'on leur apprît à ne pas gaspiller les jours ! » S'agit-il de l'école, la discipline est plutôt répressive, négative. Quant à l'enseignement, « avant la dernière réforme, celle de 1925, dit M. Ducos, les programmes comprenaient, dans trois classes, un rapide cours de morale..., cet enseignement ne subsiste plus qu'en philosophie, et l'on sait

assez qu'il se cantonne exclusivement dans l'histoire des doctrines morales et des systèmes » (1).

Dans le même sens, M. Piobetta, président le 24^e congrès de l'association amicale des censeurs de lycée, réclamait pour les élèves « la transmission des habitudes morales qui enrichissent les consciences ». Il demandait aux censeurs « d'exercer dans ce domaine une activité bienfaisante », ajoutant : « La chose est d'autant plus indispensable que dans les grandes villes surtout, la plupart des jeunes lycéens ne peuvent plus trouver au sein de la famille la constante et ferme direction morale sans laquelle l'œuvre d'instruction risque d'être une œuvre stérile, peut-être même une œuvre néfaste » (2).

Or, contre cette absence d'éducation, la J.E.C. tente de réagir. D'une part, elle donne aux jeunes la formation morale que l'enseignement ne leur distribue pas ; d'autre part, elle les met en contact avec la vie des masses. Ses séries d'enquêtes révèlent aux jeunes étudiants les lacunes de leur milieu scolaire ; les organes de la J.E.C. : « *Messages* » pour les militants, « *L'appel de la J.E.C.* » pour les autres, remédient à leur insuffisance d'éducation sociale, leur faisant toucher du doigt la condition et la misère du prolétariat, cependant que les aînés leur enseignent leurs responsabilités futures.

Au reste, cette formation demeure toujours le prélude d'une action sociale efficace. Connaissant les défauts de sa vie, le jeune étudiant qui a appris à vaincre son égoïsme et acquis le sens social s'efforcera de « rayonner » tout autour de lui. Tout ce qu'il a reçu : science, richesse, édu-

(1) *Information universitaire*, 4-11 avril 1931.

(2) *Ibidem*.

cation et influence, il le mettra au service des autres ; l'équipe jociste n'est-elle pas « la charité en marche ? » (1) La richesse surtout ne sera pas pour lui le bien suprême, la fin de la vie ; elle ne sera pas un moyen de domination sur les autres.

Mais les jécistes qui se lancent à la conquête du milieu étudiant, y vivant, chaque jour avec fierté et force de caractère toute la grandeur de leur idéal, y exercent principalement une action morale. C'est le jugement et la mentalité de leurs frères qu'ils s'efforcent de redresser, leur prêchant l'amour du travail, l'esprit de sacrifice et la volonté d'accomplir tout ce qui déplaît et parce que cela déplaît. C'est l'atmosphère morale du milieu scolaire qu'ils tentent d'assainir, luttant contre cette déloyauté du travail qu'on nomme le « copiage » aux compositions et aux examens, réprouvant les conversations malsaines, menant campagne contre les lectures et les films pervers, protestant contre les cours tendancieux. Plus encore les jécistes réagissent contre le dévergondage des mœurs, contre le libertinage même, auquel se plaît la jeunesse estudiantine. Par leurs conseils et leur exemple, ils prêchent cette vertu de pureté qui rend les jeunes forts, en même temps qu'elle évite tant de fléaux sociaux.

La base et la fin de cette action morale et sociale, tentée par la J.E.C. dans le milieu scolaire, il faut les rechercher dans l'ordre spirituel. C'est toujours à refaire chrétienne la jeunesse, c'est à reconstituer la cité chrétienne, que vise l'armée jéciste. Et c'est à cette même œuvre que travaillent, dans le milieu marin la J.M.C. fondée en 1930, et parmi les classes moyennes, la J.C. créée en 1931.

(1) Louis Chaudon, *La J. E. C.*, p. 31.

La Jeunesse catholique féminine.

Jusqu'à ces dernières années, un grand nombre de jeunes filles catholiques, celles des campagnes surtout, adhéraient à la « *Ligue patriotique des Françaises* » au sein de laquelle elles formaient des sections de jeunes. Des réunions mensuelles et le « *Petit Echo* », organe de la ligue, entretenaient leur ferveur religieuse en même temps qu'ils leur donnaient des conseils ménagers, des notions d'hygiène et de puériculture, et leur enseignaient la façon d'éduquer leurs enfants.

Depuis 1928, les jeunes ouvrières se sont groupées dans une organisation autonome et parallèle au mouvement masculin : c'est la J.O.C.F. Pourvue de la même organisation que la J.O.C., elle a organisé les mêmes services de préparation au travail (pré-jocisme) et d'orientation professionnelle, les mêmes services de chômage, d'épargne et de loisirs, etc. Son esprit et son action sociale n'en diffèrent pas non plus. Cependant, pour s'adapter au milieu féminin dont elle s'efforce d'assurer la formation et la protection tant professionnelles que morales, la J.O.C.F. a organisé des cours de puériculture et des cours ménagers. D'autre part, deux organes officiels : « *la jeunesse ouvrière féminine* » et « *l'Équipe ouvrière* » développent chez les jeunes l'amour de leur foyer futur et opposent la noblesse de l'idéal chrétien aux conceptions égoïstes du mariage.

Quant aux sections de jeunes de la Ligue patriotique des Françaises, elles sont, depuis sa fusion avec la Ligue catholique des femmes françaises en mai dernier, en pleine réorganisation. Qu'advient-il des jeunes au sein de la nouvelle ligue ? Personne encore ne peut le dire ; cepen-

dant il est permis de penser que les jeunes filles catholiques seront toutes orientées vers les mouvements spécialisés déjà existants (J.O.C.F.-J.E.C.F.) ou dont on envisage la création : J.A.C.F., etc. — la ligue proprement dite accueillant par la suite celles qui ont atteint l'âge limite de 25 ou 30 ans.

CONCLUSION.

Telle nous apparaît l'action sociale des mouvements spécialisés de l'A.C.J.F. qui compte, mouvements féminins compris, plus de 200.000 membres, jeunes militants catholiques qui tentent d'éduquer leur milieu, de l'organiser, nous l'avons dit, selon l'ordre social chrétien, et qui demain continueront leur œuvre dans les différents postes qu'il leur sera donné d'occuper.

On peut se demander ce qu'est devenue dans tout cela l'unité de l'A.C.J.F., et si le résultat de la spécialisation n'a pas été de creuser entre les différents mouvements de jeunes catholiques, c'est-à-dire en définitive entre les différentes classes sociales, un fossé profond et dangereux. En réalité, le danger n'existe pas. Malgré la large autonomie octroyée à sa branche ouvrière (J.O.C.) l'unité de l'A.C.J.F. se trouve sauvegardée. Elle s'opère à chaque degré ; et c'est ainsi que le comité général, les comités fédéraux ou locaux sont représentés au sein des comités correspondants de l'A. C. J. F., laquelle apparaît comme le faisceau convergent des cinq mouvements spécialisés. Bien plus, cette unité d'organisation et d'action se trouve accrue par la tendance qu'ont les mouvements féminins à s'intégrer dans la nouvelle A.C.J.F.

Au reste, si les mouvements spécialisés sont tous reliés

soit à l'échelon diocésain, soit à l'échelon national, les réunions d'amitié connues sous le nom de *journées de cadres* sont fréquentes entre les jeunes des divers groupes. La spécialisation des mouvements n'empêche pas leur collaboration. Jeunes ouvriers, ruraux, étudiants, marins catholiques vivent le même idéal, travaillent à la même tâche. Leur cœur bat à l'unisson ; et l'on ne saurait parler de fossé creusé entre les classes. Écoutons plutôt, pour nous en convaincre, le chant des jeunes étudiants, jeunes « bourgeois » prêts à renoncer à leurs privilèges, et dont la main se tend pour une union des classes :

« N'érigeons plus en privilège
Notre origine et notre argent.
Plus de barrière sacrilège
Autour du savoir et du rang !
Renions tout ce qui sépare
Cherchons tout ce qui peut unir... »

« Salut à la classe ouvrière,
Et salut à vous paysans...
Tous les travailleurs sont nos frères
En l'unité d'un même sang.
Ensemble, et d'un mâle courage,
Nous édifierons la cité
Où domineront sans partage
La justice et la charité (1). »

Il y a là un germe d'union, de fraternité entre les différentes classes sociales qu'il ne convient pas de négliger. Car, de Belgique où la spécialisation a vu le jour, elle a gagné les principaux Etats de l'Europe. L'Espagne, le Portugal, le Canada lui-même, ont leur J.O.C. et leur J. O.C.F. En Yougoslavie, où les jeunes catholiques sont groupés en deux ligues importantes : ligue des croates et ligue des slovènes, un essai de spécialisation vient d'être tenté dans la première association. En Roumanie, il existe

(1) Chant jéciste, 5^e et 6^e couplets. V. L. Chaudron, *op. cit.*, p. 60.

dans les diocèses unis à côté des associations d'étudiants, une association de jeunes travailleurs : *l'asociattinerimi greco-catholice din carei*, fondée à Carei en 1929. Dans la province de rite latin, il existe bien plus encore des associations spéciales de jeunes ouvriers, d'étudiants ou d'agriculteurs. En Allemagne, enfin, où fleurit une grande variété de mouvements de jeunes catholiques (*jugendbewegung*), se sont constituées — outre les associations d'étudiants catholiques — une association de jeunes artisans et ouvriers, et une « jeunesse ouvrière » (*Werkjugend*).

Ainsi, dans toutes les grandes nations, monte une jeunesse catholique plus ou moins nombreuse, toujours résolue à régénérer la société tout entière. Par son unité d'esprit et d'action, c'est l'unification du monde qui tend ainsi à se réaliser. Il y a, dans cet essai de « révolution chrétienne » plus qu'une promesse et qu'une espérance, l'aurore certaine d'un glorieux renouveau.

Résultats d'ordre législatif.

Il convient — pour en avoir terminé avec l'A.C.J.F. — d'énumérer les diverses lois votées, dans l'après-guerre, à la suite de vœux émis par l'association. Ces vœux, sans doute, remontent bien au delà du conflit, mais ce n'est qu'au lendemain de la guerre qu'ils ont trouvé satisfaction (1).

Sans doute aussi, les jeunes ne furent-ils jamais l'unique élément auquel il convient d'imputer les réformes intro-

(1) Ce tableau est partiellement emprunté au compte rendu du Congrès de Strasbourg (1924), V. « *Un programme de jeunes* », p. 66 et suiv.

duites par le législateur. Bien souvent même, ils n'en furent point les promoteurs. Du moins, à l'heure où se dessinaient ces réformes, ils ont mené campagne en leur faveur, soutenu d'autres initiatives dans lesquelles ils voyaient l'expression d'une plus grande équité, assurant leur réalisation dans un avenir prochain.

Le *Congrès de Châlons* 1903 demande :

Que les syndicats professionnels aient la faculté de posséder, sans limitation, meubles et immeubles. (Loi du 12 mars 1920, art. 5.)

Que le caractère nettement représentatif de l'intérêt général des salariés d'une profession soit reconnu au syndicat ouvrier, et que celui-ci soit mis en possession d'un moyen juridique efficace d'assurer le respect au profit, de tous, des conventions qu'il aura pu conclure avec des employeurs. (Loi du 25 mars 1919 (non au profit de tous). (Loi 29 déc. 1923 (au profit de tous).)

Que la loi de 1884 soit modifiée en ce sens : le syndicat a qualité pour conclure des conventions déterminant les conditions normales du travail, et, en cas de violation à l'égard de toute personne exerçant la profession, pour en poursuivre l'exécution et obtenir des dommages-intérêts. (Lois 25 mars 1919 et 29 déc. 1923.)

Qu'il soit créé dans les centres industriels, sur la base des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, des conseils ou chambres de travail élus par les syndicats, et pourvus d'attributions représentatives, consultatives et réglementaires.

Poursuivant le même but, une campagne fut menée en 1924 en faveur des chambres de métier.

Le *Congrès d'Arras* (1904) émet le vœu :

Que les sociétés libres possèdent une personnalité civile

égale à celle des sociétés approuvées. (Loi 15 août 1923, art. 1^{er}.)

Le *Congrès d'Albi* (1905) réclame :

La fixation d'un maximum de travail de 8 heures par jour pour les jeunes gens de moins de 16 ans.

(Déjà, un projet de loi déposé le 7 déc. 1889 par A. De Mun déclarait : « Ce n'est que la journée de 8 heures qui assurerait à l'ouvrier un loisir vraiment suffisant pour augmenter sa culture. ») (Loi 23 avril 1919 : loi générale de 8 heures.)

Que l'enseignement professionnel soit organisé et subventionné obligatoirement par l'Etat, le département et la commune ; qu'il soit réservé aux jeunes gens de moins de 18 ans, et obligatoire pour ceux de moins de 16 ans. (Loi Astier : 5 juil. 1919 obligatoire au-dessous de 18 ans. Subventionné sous conditions (art. 40.)

Le *Congrès d'Angers* 1908 propose :

Que le régime légal de la propriété foncière en France soit modifié dans le sens d'une protection plus efficace de la propriété individuelle, particulièrement de la petite, et d'une extension de la propriété familiale, corporative et municipale. (Lois : 5 août 1920 ; 19 avril 1921 ; 7 et 8 déc. 1922, aidant à l'extension de la petite propriété.)

L'A.C.J.F. organise en 1909 et 1910 des *campagnes* pour protester contre le travail de nuit des ouvriers boulangers et les abus du travail à domicile. (Loi du 23 mars 1919, interdisant le travail de nuit. — Le règlement d'administration publique du 10 août 1922 étend le domaine d'application de la loi du 10 juil. 1915.)

Le *Congrès de Chartres* (1922) demande :

Que soit abrogée l'obligation de mettre dans chaque lot, en cas de licitation, la même quantité de biens de même

nature ; que soit accrue la quantité disponible, afin d'assurer la conservation du patrimoine familial. (Loi 29 décembre 1923. En ce sens : Proposition Boret-Isaac, Duval-Arnould.)

Que la loi sur les chambres d'agriculture soit rédigée en sorte que :

1° Les chambres d'agriculture représentent tous les éléments de la profession, y compris les ouvriers agricoles et les propriétaires non exploitants. (Vœu satisfait par la loi du 3 janvier 1924, art. 5).

2° Les organisations syndicales aient des délégués directs dans les Chambres d'agriculture (*Ibidem*, art. 3).

3° Les chambres d'agriculture départementales soient autorisées et incitées à se fédérer par région (*Ibidem*, art. 39).

4° Les offices agricoles, s'ils subsistent, émanent entièrement des chambres d'agriculture et en soient les organes d'exécution. (Loi 3 janv. 1924 : Les offices émanent partiellement des chambres d'agriculture. Leur budget doit être soumis à l'approbation des dites chambres.)

L'A. C. J. F. se prononce en faveur des assurances sociales, dont A. de Mun lui-même avait entrevu tout le principe et la portée. (Loi 4 avril 1928.)

Le Scoutisme

C'est en Angleterre qu'est né le scoutisme, plongeant ses racines dans la vie militaire et coloniale (1), dont il a conservé l'empreinte, la « couleur locale », qui séduit les jeunes, et contribue tant à l'expansion du mouvement scout. D'Angleterre, le mouvement s'est répandu rapidement dans le monde entier. Introduit en France pour la première fois en 1911 par les protestants, le scoutisme ne s'y est véritablement développé que dans l'après-guerre. Actuellement il existe en France trois fédérations de « Boys scouts ». Ce sont, par ordre chronologique : la fédération protestante des « *Eclaireurs Unionistes* » ; la fédération neutre des *Eclaireurs de France* fondée en 1911 ; et la fédération nationale catholique des *Scouts de France* fondée en juillet 1920.

Depuis quelques années enfin, certains partis politiques ont cherché dans le scoutisme florissant le moyen de servir leur cause. Mais leur mouvement n'est pas le scoutisme ; du moins il n'est pas le scoutisme officiel, celui de Baden Powell, étranger à toute idée politique (2).

Seules donc, les trois fédérations des Eclaireurs Unionistes, des Eclaireurs de France et des Scouts de France ont été reconnues par Baden Powell. Sans doute différentes par quelques points, tels le recrutement et le sentiment religieux — les éclaireurs de France conservent une stricte neutralité, tandis que les Eclaireurs Unionistes qui groupent les jeunes sans distinction de religion réservent

(1) *Supra.*

(2) *V. infra.*

aux protestants les plus hautes places de chefs, et que les Scouts de France n'ouvrent leur porte qu'aux jeunes catholiques. Ainsi, protestants et surtout catholiques ont placé la religion à la base du scoutisme, et la loi scout elle-même — que les Eclaireurs de France ont d'ailleurs pleinement adoptée — s'inspire largement des principes évangéliques.

Mais l'organisation, la loi et la méthode d'éducation des trois fédérations restent les mêmes ; et si, chez les protestants et les catholiques la religion tient une place importante, du moins leur but immédiat reste-t-il : la formation virile du caractère, la formation morale et sociale des jeunes. Ceci nous permet de les étudier de front, comme si le scoutisme était un — laissant de côté le caractère religieux qui n'était pas la fin essentielle du scoutisme original, celui de Baden Powell. D'ailleurs, entre les trois fédérations règne une entente cordiale, qui s'est traduite par l'institution en 1922 d'un *bureau interfédéral du scoutisme français*, qui assure une liaison étroite entre les fédérations, et leur permet d'échanger leurs expériences et leurs initiatives.

Le scoutisme, qui s'est étendu au monde féminin dès 1909, dans un mouvement parallèle et non pas mixte (guides), a pris une extension considérable ; il est de nos jours une puissance mondiale. Au 1^{er} janvier 1933, il y avait aux Etats-Unis 900.000 scouts, 700.000 en Grande-Bretagne, 45.000 en France pour l'ensemble des trois fédérations (dont 35.000 pour les seuls scouts de France), 35.000 en Pologne, autant en Tchécoslovaquie, etc. — Au total, plus de 3 millions de jeunes, y compris les « *girls scouts* », qui aspirent à un même idéal, ont une même pensée, et trouvent tous les quatre ans dans une

manifestation internationale appelée « *jamboree* », l'occasion de se connaître et de s'aimer.

ORGANISATION.

Le « *groupe* » complet, dont le cadre territorial peut être la paroisse, l'arrondissement ou la ville, comporte trois branches où les enfants sont répartis d'après leur âge. Ces branches ont nom : la *meute* des *louveteaux* — la *troupe* des *scouts* — et le *clan* des *routiers*. De huit à douze ans on est louveteau. A 12 ans, on quitte le jersey vert et le béret pour endosser la chemise kaki, et coiffer le chapeau de feutre à large bord ; on devient scout. A 18 ans, on devient routier (Rover). Routiers et scouts proprement dits ne diffèrent guère que par leur âge. Plus « mûris », les routiers qui sont parfois des hommes d'affaires s'efforceront de vivre davantage encore leurs principes scouts dans leur bureau, leur commerce ou leur industrie. Dans chaque branche, les jeunes sont répartis par petits groupes : 6 louveteaux forment une « *sizaine* », tandis que 8 scouts ou 8 routiers constituent une patrouille. Sizaine et patrouille sont la base fondamentale, l'unité d'action du mouvement scout. Elles sont dirigées par les jeunes eux-mêmes (1), qui trouvent ainsi l'occasion de prendre leurs initiatives

(1) La direction du *groupe* est ainsi assurée (Cf. J. Sévin, *Le scoutisme*, p. 304).

Scoutmestre

LOUVETEAUX	SCOUTS	ROUTIERS
Maître Louvetier		
Assit. Louvetier	Assistant scoutm.	Assistant scoutmestre.
Premier sizenier	Premier chef	
Sizenier	Chef de patrouille	Routier chef
Second	Second	Second
<i>Louveteaux</i> (siz.)	<i>Scouts</i> (patrouilles)	<i>Routiers</i> (patrouilles)
(Adm. 8 à 12 ans)	(Adm. 11 à 18 ans)	(Admission à partir de 17 ans).

et leurs responsabilités. Le scoutisme est donc essentiellement un mouvement de jeunes, et s'il existe des camps-écoles scouts (1) pour préparer des chefs, il reste vrai que la formation du jeune scout — chef ou non — résulte surtout de la vie de patrouille. C'est entre eux et par eux-mêmes qu'ils se forment toujours.

Au sein même de la patrouille, il existe trois classes de scouts : depuis le « pied tendre », novice qui vient à peine de faire sa « promesse », et le scout de deuxième classe, déjà plus débrouillard, jusqu'à celui de 1^{re} classe. Des épreuves pratiques, dont la difficulté croît avec la classe permettent de franchir ces différents échelons, tandis que des brevets de spécialités ou « Badges » permettent aux jeunes de se perfectionner dans les matières où ils ont le plus d'aptitudes.

Une organisation parallèle groupe les jeunes filles en deux branches : *Jeannettes* et *Guides*, tandis qu'une méthode, une loi et un esprit identiques en font des femmes d'honneur, capables et dévouées.

Les groupes d'un même district, c'est-à-dire d'un même département, sont placés sous le contrôle d'un *commissaire de district*, tandis qu'un *commissaire de comté* assure la surveillance des groupes de plusieurs districts. Au-dessus d'eux règne le *quartier général* de la fédération, dont Baden Powell, « the chief scout in the world » est président d'honneur. Enfin, tandis qu'en France les trois fédérations sont reliées entre elles par un bureau interfédéral, fondé à Paris en 1922, le scoutisme de toutes les nations est lui-même centralisé par un « bureau international », établi à

(1) A Cappy et Chamarande dans l'Oise.

Londres, prenant ainsi l'allure d'une véritable organisation mondiale.

L'unité d'organisation, c'est la troupe, entièrement autonome. Réunis chaque semaine en *cour d'honneur*, le scoutmestre, ses assistants et les chefs de patrouille examinent la vie de la troupe, échangent leurs expériences, leurs initiatives, et décident des moyens d'en améliorer la marche et le rendement. A l'occasion, cette cour d'honneur se transforme en tribunal, jugeant les fautes graves commises contre la discipline.

Mais la base essentielle, l'unité d'action du mouvement scout, c'est la patrouille (sizaine pour les louveteaux). La patrouille est un groupe fermé, une sorte de clan. Chacune a son totem, animal ou oiseau ; il y a la patrouille des lions et celle des cigognes, qu'on reconnaît à la couleur des foulards et aux fanions des patrouilles. Chaque scout connaît le cri de son totem, et s'en sert comme signe de ralliement ; chaque scout enfin, a dans sa patrouille un numéro qui l'identifie. C'est par patrouille qu'on travaille, qu'on vit et qu'on dort. Dans la salle où elles se réunissent, chacune a son coin réservé ; dans les rallies et les jeux, c'est par patrouille que l'on concourt.

C'est bien souvent aussi par patrouille que l'on pense. Car il y a dans ce clan un esprit d'équipe, une âme commune. Qui dit patrouille dit par là un tout homogène, un groupe ayant son individualité et sa physionomie propre, ayant aussi dans une large mesure son autonomie. Car son chef véritable n'est pas le scoutmestre, mais le chef de patrouille. C'est lui qui l'organise à son gré, la réunit quand il lui plaît, décide de son travail et la prépare aux examens des différentes classes, ainsi qu'à certains badges.

« C'est la responsabilité qui fait l'homme » se plaisait à dire l'un des catholiques sociaux du xix^e siècle, Léon Harmel. Précisément, c'est à faire des hommes en suscitant leur initiative et en leur confiant des responsabilités, que vise le scoutisme.

Action sociale du scoutisme.

L'unité d'action, nous l'avons dit, c'est la patrouille. Mais en quoi consiste son action sociale ? Pour cela, il nous faut dire un mot de la vie scout et de l'esprit scout qui en est inséparable.

La vie scout d'abord, tend à développer l'esprit pratique des jeunes. Une ou plusieurs fois par semaine, la troupe se réunit dans une salle commune. Dans son coin, chaque patrouille s'exerce à faire des nœuds avec des cordes, à construire des civières, des échelles de sauvetage, des passerelles. Elle apprend à panser une blessure, à lire une carte d'état-major, à se servir d'une boussole, à s'orienter la nuit, et mille autres choses encore. Mais la vraie vie scout est au dehors ; elle se déploie dans les campagnes, au bord des ruisseaux ou des mers, dans les montagnes. C'est là surtout que, privé de tout, isolé dans un pays inconnu pour lui, le scout apprendra à se tirer d'affaires. Allumer du feu malgré le vent, et préparer son repas, n'est pas toujours facile pour un écolier qui la veille encore s'asseyait confortablement devant une table toute prête. Et puis, la vie du camp comporte maints jeux instructifs, qui exigent une attention et une réflexion de tous les instants. Le jeune scout de 12 ou 13 ans possède déjà maintes connaissances pratiques, et son esprit débrouillard est connu de tous.

Quant à l'esprit scout, c'est un esprit de générosité,

de dévouement. Car s'il apprend à se tirer d'affaires en toutes circonstances, le scout apprend aussi à en tirer les autres. Pour lui, le « système D » — qu'on nous pardonne l'expression — signifie deux choses : se débrouiller certes, mais surtout se dévouer. Le scout est une âme charitable et généreuse, un « homme » — malgré son âge — sur qui l'on peut compter.

Le secret de cet « esprit scout », ce sont la loi et la promesse scoutes. Lors de son entrée officielle à la troupe, souvent dans le cadre romantique d'un « feu de camp », le bras étendu au dessus de la flamme qui éclaire la troupe en cercle autour du feu, le jeune novice promet « sur son honneur, d'observer la loi scout ». Désormais il se fera un devoir de vivre selon ses dogmes. Cette loi, qui est l'âme du scoutisme, comporte les dix articles suivants (1) :

1° L'honneur d'un scout est d'inspirer confiance.

2° Le scout est loyal à son pays, ses parents, ses chefs et ses subordonnés.

3° Le devoir d'un scout est de se rendre utile et d'aider son prochain.

4° Le scout est l'ami de tous, et le frère de tout autre scout, à quelque classe sociale que celui-ci appartienne.

5° Le scout est courtois.

6° Le scout est bon pour les animaux.

7° Le scout obéit aux ordres de ses parents, de son chef, sans récriminer.

8° Le scout sourit et siffle dans toutes ses difficultés.

9° Le scout est économe.

(1) Le texte varie quelque peu dans chaque fédération, bien que l'esprit en soit rigoureusement le même. Nous donnons ici le texte original de Baden Powell.

10° Le scout est pur dans ses pensées, ses paroles et ses actes.

Maintenant que nous connaissons la vie et l'esprit du scoutisme, nous en pouvons analyser l'action sociale. Le scoutisme est essentiellement une méthode d'éducation. C'est pour réagir contre l'instruction par trop livresque de l'enseignement, et suppléer à son absence d'éducation, de formation virile du caractère, que le scoutisme est né. « Prendre les garçons, dit Baden Powell (1), leur ouvrir l'esprit, en extraire leur personnalité... les aider à devenir des gens honorables et virils, animés de sentiments fraternels à l'égard du prochain », tel est le but visé, — tel est, ajouterons-nous, le but atteint.

Le scoutisme est donc essentiellement éducateur. Il assure la triple formation physique, intellectuelle et morale des jeunes.

1° *Formation physique.* — La vie en plein air, les excursions et les jeux qui ne manquent pas au camp, la natation, matière d'examen pour le scout de première classe, tout cela fortifie les corps, assure leur souplesse et leur agilité. Qui dira les bienfaits de ces journées passées à la campagne, à la mer ou à la montagne, pour des enfants enfermés toute une semaine et toute une année dans les salles de classe ou les ateliers d'usine, à l'âge de leur pleine croissance ? Puis, apprendre à panser les plaies pour secourir les autres permet de se guérir soi-même. Que de blessures assainies, que d'interventions chirurgicales même, évitées grâce à cette initiation des jeunes aux mesures d'hygiène les plus élémentaires. Sans doute, tout scout ne deviendra jamais un athlète, mais le « camping » rend

(1) *Our aims*, 1913, p. 2.

l'enfant plus vigoureux et plus sain, plus résistant à la maladie. Il contribue à le rendre plus gai, plus heureux aussi, tant il est vrai que le moral est à la remorque du physique.

2° Formation intellectuelle et pratique. — Si le scoutisme se bornait à faire l'éducation physique des jeunes, s'il n'était qu'une sorte de « club » sportif ou qu'une colonie de vacances, il mériterait déjà bien des louanges et bien des encouragements. Mais il n'est pas cela seulement ; il assure aussi leur formation intellectuelle. S'entraîner par jeu, à transmettre des signaux morse ou sémaphore, à suivre sur le sol les empreintes d'un piéton ou d'un animal, à apprécier les distances, le poids et le nombre, tout cela développe chez l'enfant l'esprit d'observation et de réflexion, intensifie sa mémoire et son imagination, stimule son initiative. Bien plus que les autres enfants de son âge, le scout a l'esprit formé et constamment en éveil. Tout, autour de lui, lui rappelle ou lui enseigne quelque chose. Pour lui, le monde extérieur existe. Il sait lire au grand livre de la Nature ; et à ce jeu, ses facultés se développent, son intelligence se forme.

« Le scoutisme, déclarait en 1918 M. Lapie, directeur de l'enseignement primaire, comporte un entraînement des sens, des facultés d'observation, de coordination et de réflexion. Il est un adjuvant précieux pour le développement intellectuel de l'enfant qu'il met mieux à même des leçons reçues à l'école (1) ». Et dix ans plus tard, M. Herriot lui-même, alors ministre de l'instruction publique, reconnaissant « les heureux effets de ces organismes de vie au grand air, de solidarité et d'entraide » assurait

(1) Circulaire adressée à MM. les recteurs le 4 décembre 1918.

le scoutisme de son appui et estimait « que les maîtres de la jeunesse ont le devoir de s'y associer » (1).

Parce qu'il a su observer les choses, le jeune scout sait aussi en tirer parti. A 12 ans, les difficultés matérielles ne l'arrêtent guère, tant le scoutisme a développé en lui l'esprit d'adaptation pratique, d'initiative, de volonté et d'action. Le scoutisme lui a donné une habileté qui n'est pas négligeable. La patrouille, au sein de laquelle il se spécialise suivant ses propres inclinations, et les « badges » qui lui permettent d'accroître encore ses connaissances pratiques, orientent son activité vers la profession qui lui convient. Et l'on sait qu'il n'est point rare — en Angleterre tout au moins — qu'un industriel attribue de préférence l'emploi vacant dans son entreprise, au candidat, muni d'un brevet scout.

3° *Formation morale et sociale.* — Bien plus encore, le scoutisme assure la formation virile du caractère et la formation morale des jeunes. Ecole d'énergie et de volonté, école morale aussi, c'est là l'unique but du scoutisme de Baden Powell.

En tout premier lieu, le scoutisme façonne le caractère. La vie rude du camping exige de l'énergie et de l'endurance. La route ou le sentier de la montagne semblent longs, interminables parfois ; le soleil brûle cruellement la face, et le sac pèse lourdement sur les épaules ; on se sent harassé, fourbu. Mais la loi scout est là qui commande, impérieuse : « Souris et siffle dans les difficultés ». Alors, se raidir pour vaincre le découragement, se dire que jamais l'on n'a été aussi dispos ni aussi heureux, « s'autosuggestionner » ; chef ou non, lancer aux autres la formule

(1) *Ibidem*, 20 septembre 1928.

magique qui pour un temps dissipe la fatigue et soutient leur effort ; réconforter les plus jeunes ; et puis, arrivé à l'étape, s'offrir quand même comme volontaire pour aller chercher l'eau ou le bois nécessaires, c'est tout cela qu'exige la loi scout. Elle prescrit encore, en son dernier article, de rester pur de corps et de pensée, apprenant ainsi au jeune à vaincre ses passions, à rester maître de soi, leur distribuant cette virilité qui fera d'eux des hommes, au sens complet du mot.

Bienfaisant aussi est le règlement qui interdit de fumer et de boire de l'alcool étant en uniforme, qui développe chez les jeunes l'esprit d'économie (pour être scout de 2^e classe, il faut avoir épargné 5 fr.) ; et leur interdit de vivre aux crocs de la charité publique. Tout cela accoutume les jeunes à réfréner leurs passions et leur donne des habitudes de vie parfaites. L'adolescent formé à cette école de la vie qu'est le scoutisme n'en craindra pas plus tard les difficultés. Loin de se laisser démonter par elles, il saura en triompher. Il connaîtra mieux que les autres la portée de ses actes, le sens de ses responsabilités. Malgré le travail accablant de la journée et le souci des affaires, il saura conserver pour lui sa mauvaise humeur et pour les siens ce sourire scout et cette atmosphère de gaieté, qui feront le bonheur du foyer conjugal. Il sera enfin pour ses enfants, un éducateur de tout premier ordre.

La loi scout assure aussi la formation morale et sociale des jeunes. Le scoutisme, on le répète sans cesse, leur inculque l'idéal de la vieille chevalerie française. Il leur apprend à être francs, loyaux, honnêtes, bons, courtois, obéissants et purs. Il leur enseigne surtout à aider les autres en toutes circonstances, à sacrifier pour eux son plaisir, ses petites aises, sa vie même quand il le faut.

Et l'on sait que, fidèles à leur devise : « Toujours prêts », les scouts, dans tous les pays du monde, ont à leur actif de nombreux sauvetages et qu'ils ont évité un grand nombre d'accidents (1). Au reste, le règlement demande d'accomplir chaque jour une bonne action, de rendre à autrui un service désintéressé, si modeste soit-il ; et l'enfant n'est autorisé à dénouer le nœud fait chaque matin au bout de son foulard, que lorsqu'il a accompli cette bonne action, cette « B. A. » comme on dit, qu'exige le règlement scout. Or, cette bonne action que tout scout se fait un devoir d'accomplir est, par le sacrifice qu'elle impose, merveilleusement éducative. Interrompre une excursion, une ascension que depuis longtemps on rêvait de faire, pour ramener un camarade blessé ; porter malgré la fatigue le sac d'un jeune plus fatigué encore, bêcher le jardin d'un voisin malade, etc. ; faire tout cela de bonne humeur et le sourire aux lèvres, quel cran, quel héroïsme — le mot n'est pas trop fort — et quel esprit de charité cela ne suppose-t-il pas à quinze ou dix-huit ans ?

Et puis, se dévouer pour autrui, quel que soit le degré de ce dévouement, cela n'implique-t-il pas l'amour du prochain ? Précisément, le 4^e article de la loi scout, dont la portée sociale est immense, prescrit aux jeunes d'être l'ami, le frère de tous les autres, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent. « Nous n'avons qu'un but — disait le lieutenant de vaisseau Benoît, un des fondateurs des Éclaireurs de France, — unir tous les Français de toutes les classes sociales, de toutes les croyances, de toutes les

(1) Au cours de la grande guerre, notamment, les scouts anglais ont rendu de tels services tant comme gardiens de phares que comme signaux à bord des navires de guerre que leur roi Georges V a pu dire : « Sans eux nous ne savons pas ce que nous aurions fait ! »

opinions ; le paysan, l'ouvrier, le bourgeois, dans un effort commun, pour faire de la France la grande nation » (1).

L'un des buts et des résultats du scoutisme est ainsi de rapprocher les jeunes gens de tous les milieux, de toutes les opinions, de « les amener à s'apprécier et à se voir plus semblables les uns aux autres », afin que, « choqués des inégalités qu'ils ont remarquées entre les diverses catégories sociales », ils travaillent « à réaliser un état social meilleur » (2). Dès lors, le scoutisme peut être la source de vastes réformes orientant la société vers un idéal plus élevé de justice. En cela il apparaît comme éminemment social.

Éducateur, moral, le scoutisme est une réaction vigoureuse contre l'apathie et contre l'égoïsme qui est la honte et le grand péché de notre siècle. Au fils d'ouvrier dont l'éducation est maintes fois livrée au hasard, au fils de « bourgeois » que la vie moderne amolit, rend égoïste et « pantoufflard », elle redonne la virilité et l'esprit de dévouement. De l'enfant parfois gavroche elle fait un homme d'honneur et de devoir, ayant une conscience droite, un esprit de solidarité parfait ; elle en fait une « valeur sociale » éminente pour le plus grand bien de tous. « Si un grand nombre de jeunes citoyens d'une nation, dit Baden Powell (3), grandissent dans la pratique des principes routiers... on pourra nourrir l'espoir légitime d'arriver à surmonter graduellement la vague d'égoïsme et de rivalité qui déferle actuellement sur le monde... Bien plus, nous pouvons espérer que... l'esprit de sympathie altruiste et

(1) *Le Chef*, avril 1932.

(2) *Le Chef*, janvier 1933, p. 12.

(3) L. Derbaix, *Le Routier*, introduction de Baden Powell, p. 16 et 17.

de collaboration contribuera à établir plus solidement la paix et la bonne volonté parmi les hommes, c'est-à-dire le règne de Dieu sur la terre. »

Déjà, de nombreux gouvernements ont compris tout le parti qu'ils pourraient tirer de cette méthode d'éducation. En France, les trois fédérations ont été reconnues d'utilité publique et reçu quelques subsides. En Angleterre, Lord Balfour et Loyd George saluent dans le mouvement scout « l'espoir de la génération nouvelle » et voient en lui « la digue la plus forte qui soit encore capable d'arrêter la marée montante du socialisme anglais » (1). Aux Etats-Unis, l'éducation des jeunes criminels a été confiée au scoutisme. Récemment, un journal américain publiait l'entrefilet suivant : « La municipalité de Chicago vient d'être invitée à assurer ses jeunes gens contre les délits ou crimes, en soutenant le comité de Boys scouts de la ville... Un enfant coupable coûte chaque année aux habitants de Chicago 2.075 francs, tandis qu'un scout ne leur revient qu'à 171 fr. 75. » Eloquence des chiffres !

Educateur, social, bienfaisant est le scoutisme. Et si l'on songe que dans tout l'univers monte une même jeunesse éprise du même idéal chevaleresque, une jeunesse qui, au sein de chaque nation, s'aime sans distinction de classe et qui, tous les quatre ans dans un « jamboree » mondial, tous les ans dans des camps internationaux trouve l'occasion d'étendre cet esprit de fraternité au delà des frontières, on comprend quelle heureuse influence cela ne peut manquer d'avoir pour l'avenir. « Votre but — dit le *Jamboree*, journal universel du scoutisme (2) —

(1) J. Sevin, *Le scoutisme*, p. 188.

(2) *Jamboree*, octobre 1932, p. 204.

est d'éduquer la génération future pour en faire des citoyens utiles, ayant un point de vue plus vaste que jadis, et par là même de développer la bonne volonté et la paix dans le monde par le moyen de la camaraderie et de la coopération, à la place de cette rivalité qui prévaut dans les classes, les religions et les pays, et qui a produit tant de guerres et de ressentiments. » Plus catégorique encore, *Le Chef*, revue des Eclaireurs de France, déclare : « Contre la guerre, contre ces malentendus... le scoutisme se dresse... Il veut instaurer la paix dans chaque nation par la recherche de plus de justice dans les rapports sociaux... Il veut que les jeunes hommes des divers pays se rapprochent, se connaissent, apprennent à se comprendre et à s'aimer. De cette amitié des enfants et des adolescents naîtra l'accord entre les hommes » (1).

Enfin, aux 30.000 scouts, représentant 42 nations, venus en août dernier au jamboree de Gödöllő (Hongrie), et dont il nous fut donné de partager la vie et l'amitié enthousiaste, B. Powell déclarait : « Vous êtes les hommes de demain ; c'est à vous de développer cette amitié qui peut être à la base de la paix et de la concorde entre les peuples. »

Programme splendide qui régénérera le monde !

Le scoutisme est éducateur, social, avous-nous dit ; or, cette éducation est en grande partie l'œuvre des jeunes eux-mêmes. « L'éducation scoutie vient tout entière du dedans », a dit Baden Powell. Le scoutisme est un mouvement de jeunes qui se dirigent et se forment entre eux et par eux-mêmes, grâce à une méthode qui repose sur le jeu et sur l'honneur. Plus que toute autre

(1) *Le Chef*, janvier 1933, p. 3 et 4.

chose, l'enfant aime à jouer. C'est par le jeu, précisément, que le scoutisme assurera leur éducation. Nous avons dit à quel point les jeux scouts aiguisent l'esprit en même temps qu'ils apprennent aux jeunes, aux chefs surtout, à comprendre l'importance de leurs actes, de leurs décisions, à mesurer leurs responsabilités.

Le scoutisme, par sa vie de plein air, toujours nouvelle, par son allure quelque peu coloniale et militaire, répond merveilleusement aux goûts des jeunes, à leur instinct le plus profond. De bonne heure en effet, l'enfant aime à se croire un homme, à dominer la matière. Toute entreprise qu'il a menée à bien lui procure une satisfaction intense ; sa curiosité et son imagination lui font aimer la vie nomade qu'il rapproche volontiers de la vie aventureuse des explorateurs d'autrefois. Parcourir des pays qu'on ne connaît pas, coucher sous la tente ou dans le foin, manger un rôti qui sent diablement la fumée, mais qu'un appétit aiguisé par une longue marche fait dévorer à pleines dents, paraît plus attrayant, infiniment, que la vie confortable du chez soi. Quel scout ne préfère pas sa tente et sa vie de patrouille à un palais de roi ?

Le scoutisme fait aussi largement appel au sentiment d'honneur et de générosité, si développé chez les jeunes. On se plaît à répéter qu'il est une « religion de l'honneur ». C'est, joint à son caractère romanesque, ce qui explique l'enthousiasme, la grande passion des jeunes pour le scoutisme. Et c'est le grand mérite de Baden Powell, que d'avoir conçu cette méthode excessivement réaliste, reposant sur un fonds d'observation très juste, et qui consiste à passionner les jeunes pour leur propre formation.

Les équipes sociales

Visant également à la formation des jeunes entre eux et par eux-mêmes dans l'enthousiasme d'une chaude amitié, un autre mouvement est né, dans l'après-guerre même, qui s'est développé dans un cadre uniquement national jusqu'ici ; nous voulons parler des Equipes sociales. C'est doublement un mouvement de jeunes, puisque sa fondation est due à des étudiants et qu'il reste, aujourd'hui encore, presque exclusivement l'œuvre des jeunes. C'est au mois de mai 1919 que trois élèves de l'école normale supérieure (le plus connu est M. Robert Garric) jetaient dans un patronage de la rue de Reuilly les bases des futures équipes sociales, fondaient en quelque sorte la première équipe.

L'idée est née de la guerre, « Dans les tranchées, dit Garric, le rapprochement social avait été complet, l'amitié facile et profonde. Chacun avait pu mesurer tout l'enrichissement qu'il tirait de cet *échange permanent*, les uns apportant leur culture, les autres leur expérience. La paix ne devait-elle pas permettre de maintenir ces échanges, de consolider, de multiplier ces amitiés ? » (1) Ainsi, la présence d'un péril commun avait eu pour résultat heureux d'engendrer entre tous les Français, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, une amitié sincère ; et dans cette amitié, des jeunes avaient entrevu la possibilité d'un rapprochement durable entre les hommes. « Il fallait, dit encore Garric, ne rien perdre de la précieuse expérience humaine que nous venions de vivre » (2).

(1) *Prospectus des Equipes.*

(2) *Esprit des Equipes*, p. 1.

C'est dans ce but d'entr'aide, fondé sur l'amitié, que sont nées les Equipes sociales. Le mouvement, lancé véritablement en novembre 1921, a pris depuis une rapide extension. En 1923, il gagnait le monde féminin, tandis qu'en 1925 se fondait la première équipe de malades. Aujourd'hui, 155 équipes de jeunes gens (dont près de 70 pour la région parisienne), et 130 équipes féminines fonctionnent dans toute la France. Des cours par correspondance pour tuberculeux osseux et pulmonaires groupent 1.075 professeurs et plus de 1.600 élèves dispersés dans tous les sanatorias de France, tandis que les « anciens du Sana » aident leurs compagnons d'infortune, à leur sortie du sanatorium, par des prêts d'honneur et des offices de placement. Le mouvement englobe actuellement plus de 10.000 adhérents.

ORGANISATION ET ACTION SOCIALE.

Réunissant un nombre variable de jeunes qui appartiennent aux classes sociales les plus diverses, l'Equipe est basée sur le principe de l'échange. « Il y a bien des choses que vous ne connaissez pas et qui vous seraient utiles, depuis le simple cours de français jusqu'au dessin industriel et aux langues étrangères, déclare le jeune étudiant qui veut fonder une Equipe aux ouvriers venus l'entendre. Une certaine culture générale vous manque aussi, qui vous permettrait de comprendre les événements de chaque jour. Or, cela, si vous le voulez, nous vous l'enseignerons.

« Mais « donnant donnant ». Et pour ce service rendu, nous exigerons de vous le même présent. Car, réciproquement, il est des choses que nous méconnaissons : votre vie de travail, votre façon de penser, vos difficultés quotidiennes. Vous aussi, vous nous les ferez connaître.

« Et puis, dans cet échange permanent, qu'une amitié fraternelle règne entre nous. Traitons ensemble des choses qui peuvent nous rapprocher ; fuyons ce qui divise. Restons unis dans le même élan de générosité. Ne parlons ni politique, ni religion. »

Voilà ce que dit le fondateur d'une Equipe ; voilà ce qu'est l'Equipe sociale : un échange généreux et bienfaisant d'expériences diverses, dans une amitié féconde ; une instruction et une éducation réciproques par le moyen de l'amitié.

Or, pour cet échange, chaque équipe comporte trois sortes de réunions :

Le cercle d'études, d'abord, où chaque semaine en principe, chacun peut exposer et discuter les questions qui se rattachent à sa profession et que son expérience lui a permis de connaître. C'est dans ce cadre d'une réunion intime que l'ouvrier trouve l'occasion de dire ce qu'il pense, lui principal intéressé, des assurances sociales, des allocations familiales, etc. Le typographe y parle de la rédaction d'un journal ; l'étudiant en droit y expose les diverses sortes de régimes matrimoniaux, soulignant leurs avantages et leurs inconvénients, ou étudie le rôle et l'œuvre de la société des nations, etc. Chacun enseigne ce qu'il sait ; et la discussion qui ne manque pas de naître, les exemples concrets qu'on ne manque pas d'apporter donnent à cette réunion une valeur éducative, pour le plus grand profit de tous. Ainsi, le cercle d'études est l'occasion d'un échange bienfaisant d'expériences multiples, où chacun enseigne et est enseigné, où chacun donne et reçoit tout à la fois.

Des cours complémentaires en second lieu, permettent aux jeunes ouvriers de conserver ou de réapprendre les

notions qu'ils ont acquises à l'école. A cet effet, les étudiants des facultés leur donnent les leçons de calcul et de français, leur font faire des dictées qui ne manquent pas de leur être utiles, soit pour l'occupation de leurs loisirs, soit même dans l'exercice de leur profession.

Des *cours techniques* enfin, qui comportent des cours de dessin industriel, et pour les jeunes filles des cours de sténographie, de coupes et de comptabilité permettent aux jeunes de se perfectionner dans leur métier.

Il existe actuellement, dans la seule région parisienne, outre 94 cercles d'études, 60 cours de français, 67 de langues vivantes et 8 d'arithmétique, 36 cours techniques, plusieurs d'éducation physique, 4 coins de gosses où s'occupent plus spécialement les jeunes filles, enfin 23 cours divers.

Toutes ces réunions se déroulent, tout ce travail s'accomplit dans une atmosphère d'enthousiasme et d'amitié profonde ; amitié que viennent renforcer de temps à autre des sorties en commun : excursions, équipes sportives, visites de musées ou d'usines, qui sont encore l'occasion d'enrichir l'expérience professionnelle ou sociale des jeunes.

Cependant, malgré cette unité apparente d'organisation, chaque équipe n'en conserve pas moins une large autonomie. D'abord, les équipes ont été fondées dans des milieux divers ; et l'on comprend que les questions traitées dans celles de pêcheurs ou dans les équipes coloniales ne soient point les mêmes que celles des équipes rurales ou des équipes de malades ; que les sujets étudiés dans les équipes militaires ne soient pas ceux qui intéressent les équipes féminines. Même entre deux équipes correspondant à un même milieu social, les divergences

sont importantes. Un seul sujet est envoyé chaque mois à toutes les équipes. En dehors de là, il s'agit de répondre aux besoins de chacun. Dès lors, toutes les questions seront traitées qui sont susceptibles d'être utiles, ou simplement d'intéresser. Chaque équipe possède ainsi sa vie propre. « Nous voulons aider à faire des hommes, déclare Garric, les hommes véritables ne se font pas en série » (1). L'unité n'existe donc qu'en ce qui concerne l'esprit du mouvement, qui est un esprit d'entr'aide, de franche et loyale amitié, un esprit d'enthousiasme enfin.

Quelle action sociale exercent les Equipes ? D'elle-même, elle se dégage de notre étude. Parce qu'elles sont un échange d'expériences multiples, les Equipes permettent d'abord une instruction et une éducation réciproques. Parce qu'elles reposent sur une amitié profonde, elles engendrent entre les différentes classes sociales un rapprochement et une compréhension bienfaisants. En cela, les équipes sont éminemment sociales.

Les Equipes exercent d'abord une action intellectuelle et professionnelle. Grâce au cercle d'études et aux cours complémentaires ou techniques, elles permettent à chacun de parfaire son instruction et d'enrichir son expérience. Pour le jeune ouvrier comme pour l'étudiant, les cours de français et les dictées sont loin — hélas — d'être superflus. De ces cours, les jeunes tirent profit pour leur vie familiale et professionnelle. Le cercle d'études forme leur intelligence ; il les oblige à la réflexion et au raisonnement ; il leur apprend à parler en public, à défendre une idée. Les libérant pour quelques heures de leurs occupations habituelles, il leur donne ou complète en eux cette

(1) *Esprit des Equipes*, p. 12.

culture générale que Garric lui-même appelle « la science de la vie » (1) ; il les aide à dégager leur personnalité. Il leur donne enfin ce ressort indispensable à la vie qu'on nomme l'enthousiasme. Et l'on sait que la devise des Equipes est précisément : « Il faut croire à ce que l'on fait, et le faire dans l'enthousiasme ».

Ainsi, le but des Equipes est d'assurer « la montée » des jeunes dans l'échelle sociale, d'en faire des valeurs sociales. « Nous songions, dit Garric, à toutes les valeurs humaines gâchées, faute d'une culture suffisante, et il nous paraissait conforme à la justice sociale et à l'intérêt de tous, d'offrir aux jeunes travailleurs qui le désireraient les possibilités d'accroître leurs connaissances, de monter dans leur métier, humainement de valoir plus » (2). Et il ajoute, pour souligner la portée sociale de cette œuvre : « De bonne foi, quelqu'un pourrait-il soutenir qu'il est un travail plus exactement utile que celui d'aider de jeunes intelligences à s'épanouir, des vies à monter ? » (3)

Mais si les Equipes permettent aux jeunes d'acquérir maintes connaissances utiles, si elles contribuent à en faire des valeurs sociales, elle les débarrassent aussi de bien des préjugés. Dans l'intimité du cercle d'études ou d'une excursion dominicale, jeunes étudiants et ouvriers échangent leurs façons de sentir et de penser ; et dans ces entretiens, dans ces discussions souvent animées mais toujours amicales, bien des fossés se comblent, bien des cloisons s'écroulent qu'on avait crues inébranlables. Qui dira la portée sociale de ces soirées où deux classes, deux mondes opposés se côtoient et apprennent à se connaître, où deux

(1) *Esprit des Equipes*, p. 15.

(2) *Prospectus : historique des Equipes*.

(3) *Esprit des Equipes*, p. 30.

préjugés s'affrontent pour disparaître tous deux ? L'ouvrier n'apparaît pas comme l'individu jaloux, haineux et mauvais qu'on se représentait ; le fils de « bourgeois » n'est pas toujours l'égoïste hautain tel qu'on aimait le croire ! Dans ces soirées, des jugements se réforment, toute une éducation se fait ou se refait.

Or, du jour où l'on se connaît, où l'on se comprend, n'est-il pas fatal que l'on s'aime aussi ? Précisément, l'esprit de l'équipe est fait d'une amitié solide. « L'amitié, dit Garric, est le véritable ciment qui fait la solidité de nos groupes. » Et c'est le grand mérite, la grande action sociale des Equipes, que d'orienter les jeunes de toutes conditions vers cet esprit de fraternité, vers ce rapprochement des classes, seul capable d'assurer le bonheur de la société. « Le malaise social de l'heure présente, dit encore si justement Garric, n'est-il pas dû en partie à une incompréhension réciproque ?... on ne saurait mesurer les conséquences que peut avoir cette rencontre de deux jeunesses qui ne se connaissaient pas et souvent se redoutaient, pour ne pas dire davantage » (1).

Résultat d'autant plus bienfaisant qu'il n'est pas éphémère. Car « ce bienfait de la connaissance mutuelle... transforme toute une vie, il est plein de conséquences infinies. Désormais... ce métier qui va être le nôtre, nous n'allons pas l'exercer comme si nous n'avions jamais vécu de la vie des équipes... Cet ouvrier, que dans le service de notre usine, nous avons à diriger, ce travailleur qui vient nous consulter comme client, ce manœuvre dont nous allons connaître les embarras intimes, la veille encore nous l'avons vu à l'Equipe... sous les traits du frère et de

(1) *Prospectus : Appel aux jeunes filles.*

l'ami : impossible de cloisonner la vie, d'en séparer les activités : ce qui a été appris une fois est su pour toujours, et le mot tout neuf retentit au cœur de la vie transformée. Nous comprendrons nos fonctions comme nous ne les aurions jamais comprises, toute notre vie, tout notre métier en seront humanisés » (1). Comment entrevoir même toute la portée sociale du mouvement ?

Il nous reste à dire quelle est la base et le but final des Equipes. Car on ne cherche pas à se connaître, à s'entraider et à s'aimer, on ne tente pas un rapprochement social sans qu'un idéal vous anime et soutienne votre effort. Cet idéal, cette foi, c'est le catholicisme lui-même. Sans doute, nous l'avons dit, on ne parle aux Equipes ni politique ni religion, cependant, celle-ci n'en constitue pas moins la base du mouvement, comme elle en est aussi la fin véritable. Les étudiants et étudiantes qui s'en vont dans la banlieue parisienne aider leurs frères et leurs sœurs ouvriers à s'élever dans leur profession et dans l'échelle des valeurs sociales, sont tous et toutes de jeunes catholiques. Si les jeunes filles s'en vont dans les « jardins d'enfants » et les « coins des gosses » s'occuper des tous petits ; surtout, si des cours par correspondance et des lettres amicales viennent dans les sanatoria de France réconforter de pauvres tuberculeux à qui ils donnent la joie de vivre encore... ou celle de mourir, qu'on ne s'y trompe pas, c'est en vertu de cet esprit de charité et d'amour qu'est le christianisme.

« Très tôt, dit Mme Myriem-Foncin, présidente des Equipes sociales féminines, nos amies doivent savoir que nous sommes catholiques, et que c'est parce que catho-

(1) *Esprit des Equipes*, p. 36 et 37.

liques que nous sommes venues à elles » (1). Exposant en juillet 1921 les principes du mouvement qu'il lançait, Garric lui-même déclarait : « Il y a un devoir pour nous, catholiques, si nous voulons être conséquents avec nos principes de charité, à remplir un rôle social, à aller précisément vers ceux qui manquent le plus de culture que nous avons eu le privilège d'acquérir... Catholiques, nous puisons dans notre foi notre principe d'action » (2).

Ainsi, c'est en vertu de leur foi chrétienne que les équipiers cherchent à faire bénéficier les autres de ce qu'ils possèdent eux-mêmes, et visent au rapprochement des classes dans un esprit de fraternité et de paix sociale. Cet esprit d'altruisme et d'amour c'est, toujours en action, le catholicisme social, ce christianisme logique dont parlait Goyau.

Et le but final des Equipes est aussi un but religieux. « Il a été entendu, dit Mme Myriem-Foncin, qu'il ne serait jamais question à l'équipe de politique ou de religion. Et ce contrat que nous avons passé, nous devons, en stricte honnêteté, le respecter toujours... Cependant, tel que nous avons promis qu'il serait, et tel qu'il est, notre enseignement peut avoir indirectement certains résultats heureux... Si nos cours, nos cercles, peuvent faire naître chez des êtres qui ne l'avaient jamais éprouvé, un certain souci des questions sérieuses, éveiller l'esprit, n'est-ce pas déjà un bienfait ? Et n'est-ce pas provoquer l'inquiétude, la recherche qui conduisent au désir de la foi ? » (3) Ainsi l'esprit religieux est tout à l'arrière-plan ; il existe à l'état latent, subconscient, mais il existe. Et, sans parler reli-

(1) *Ibidem*, p. 42.

(2) *Esprit des Equipes*, p. 4.

(3) *Ibidem*, p. 42.

gion, dans les cercles d'études et les cours, on saisira l'occasion d'orienter les esprits vers le problème religieux, de le leur faire sentir par eux-mêmes, de créer en eux un besoin de religiosité et de christianisme. On s'efforcera aussi de convaincre par son exemple. Il s'agit, comme le dit Garric, de « vivre chrétiennement de telle manière qu'à vous regarder vivre, d'autres désirent votre plénitude et votre joie (1) ».

Au reste, cette étoile qui éclaire deux mains — celle de l'ouvrier et de l'étudiant fraternellement unies — orientant la barre de direction vers un même but — et qui est l'insigne des Equipes — n'est-ce pas l'image de la société qu'on veut guider au Christ ? Et le rêve de tout équipier n'est-il pas de faire de son équipe une équipe confessionnelle, composée uniquement de jeunes chrétiens, et vibrant dans un même élan religieux ?

Quoi qu'il en soit, les Equipes sont, nous l'avons dit, éminemment sociales. Et, à considérer cette jeunesse unie dans un même élan de fraternité généreuse, imprégnée — consciemment ou non — de cette éducation religieuse dont Garric a dit qu'elle est « la seule base solide sur laquelle on puisse construire l'avenir », il est permis de croire, avec Garric lui-même que, de la guerre, une génération, un monde nouveau sont nés, qui s'épanouiront demain.

(1) *Ibidem*, p. 15.

Les mouvements de jeunesse à base politique

Dès qu'on parle, en France, de mouvements politiques, cela éveille aussitôt dans l'esprit une antithèse et une lutte. En effet, d'une façon générale, on peut dire qu'il existe en France, au point de vue social, deux doctrines, deux partis : Parti ou plus exactement groupe des partis conservateurs d'une part, groupe des partis révolutionnaires d'autre part.

Etudier impartialement l'action sociale des mouvements de jeunes à base politique, tel est, nous le rappelons, notre but. Cependant, nous ne considérerons dans ce chapitre que l'action sociale d'une partie de la jeunesse : celle des jeunes socialistes d'abord, des jeunes communistes enfin. Ce n'est pas que les autres groupements politiques de jeunes n'aient aucun programme social. Loin de là notre pensée ! Mais ce programme des partis conservateurs — de « la droite », pour l'appeler par son nom — qui cherche à maintenir les bases essentielles du régime actuel en y apportant seulement quelques réformes indispensables, ce programme, disons-nous, ne diffère guère, au point de vue strictement économique, de celui des catholiques sociaux. Les réformes envisagées qui consistent à donner à l'ouvrier un salaire suffisant pour entretenir sa famille, à le préserver contre les mauvais effets de la maladie, des accidents ou du chômage, à diffuser la petite propriété, ces réformes sont celles mêmes que réclament l'A.C.J.F et le mouvement jociste en particulier. Les partis conservateurs formulent maintes fois — consciemment ou non — les revendications qu'inspire la lecture de « *Rerum Novarum* » et de « *Quadragesimo anno* ». Pour cette raison,

parce que leur doctrine sociale est sensiblement la même que celle des mouvements de jeunes étudiés jusqu'ici, nous n'insistons pas.

Quant à « la *gauche* », au mouvement révolutionnaire, il se décompose lui-même, en ce qui concerne les jeunes, en deux grands partis : le socialisme et le communisme, tous deux héritiers de Marx. Ces jeunes — les communistes surtout — déploient une vaste activité — anti-sociale pour ceux qui tendent au maintien de la société actuelle, mais sociale essentiellement pour ceux là même qui la déploient, parce qu'ils voient dans leurs principes, dans le bouleversement de la cité présente et l'instauration d'un régime socialiste ou communiste, le moyen d'assurer davantage le bonheur de la société, et de l'orienter vers un idéal plus grand de justice et de solidarité.

I. — **Le socialisme et les jeunes.**

1° LA JEUNESSE SOCIALISTE

Le parti socialiste comporte, en ce qui concerne les jeunes, deux sortes de mouvements. Le premier, chronologiquement, c'est « la jeunesse socialiste », fondée en 1925, et qui compte actuellement plus de 11.000 membres. Pour en comprendre l'organisation, il est nécessaire de connaître tout d'abord celle du parti socialiste lui-même, tant il est vrai qu'elles s'enchevêtrent toutes deux, et que les aînés, d'ailleurs représentés au sein de chaque groupe de jeunesse, y exercent un contrôle rigoureux.

ORGANISATION.

Dans chaque ville, quartier de ville, ou commune, les adhérents au parti socialiste (adultes) constituent une

section locale. Dans chaque département, l'ensemble de ces sections constitue une *fédération*. Sa direction appartient aux délégués des sections locales de la fédération, réunis chaque année en un *congrès fédéral*. Ce congrès nomme alors un *conseil fédéral*, chargé de contrôler la marche du parti dans le département et de prendre les décisions importantes. Ces décisions sont exécutées par une *commission fédérale* nommée par le congrès lui-même. Au-dessus des fédérations, la direction du parti appartient à un *congrès national*, composé des délégués des fédérations, réunis annuellement. Dans l'intervalle qui sépare deux congrès, la direction est confiée à un *conseil national* qui, tous les trois mois, groupe les délégués des fédérations. Enfin, une *commission administrative*, comprenant 33 membres, est chargée d'exécuter les décisions du congrès et du conseil national.

En ce qui concerne les jeunes, il existe dans chaque ville un ou plusieurs *groupes de jeunesse socialiste*. Chaque groupe, qui réunit tous les jeunes jusqu'à l'âge de 25 et parfois 30 ans, est administré par une commission administrative et son bureau. Mais le groupe de jeunesse n'est pas pleinement autonome ; il est subordonné, du moins *contrôlé par la section locale* du parti, laquelle est représentée par trois de ses membres au moins, au sein de la commission administrative. Ce contrôle subsiste à l'échelon départemental : le *congrès départemental* de la jeunesse, composé des délégués de chaque groupe, élit 6 membres ; de son côté, le conseil fédéral du parti socialiste en nomme 6 autres pris dans son sein. Ces douze membres (6 jeunes et 6 adultes) constituent le *comité fédéral mixte* chargé de diriger les mouvements de jeunesse du département. Les groupes de jeunesse d'un même département peuvent

aussi former, s'ils le désirent, *un comité d'entente*, pour permettre les échanges de vue ; mais ce comité est alors placé sous le contrôle de la fédération du parti. De même, à l'échelon national, la *conférence nationale des jeunes*, comprenant les délégués des comités fédéraux mixtes et des comités d'entente, choisit 6 membres qui, joints aux 6 autres nommés par la commission administrative permanente (C.A.P.), constituent le *comité national mixte*, chargé de diriger les mouvements de jeunesse dans la France entière.

ACTION SOCIALE.

Formés par leurs réunions aux principes socialistes, les jeunes éclairent de cette doctrine les faits économiques et politiques de chaque jour. Le parti socialiste est avant tout « un parti de classe et de révolution » (1). Dès lors, suivant la doctrine de Marx, les jeunes s'efforcent de détruire les bases de la société actuelle. Ils combattent les idées de famille, de patrie, de propriété privée et de religion, quelle qu'elle soit. Ils s'efforcent d'organiser la classe ouvrière pour la soustraire à l'exploitation des industriels capitalistes, et lui permettre d'obtenir le pouvoir politique. Ils mènent une propagande active en faveur des syndicats et des coopératives ; réclament la diminution de la journée de travail de l'ouvrier, l'augmentation de son salaire et l'amélioration de sa condition matérielle. Les jeunes visent aussi à organiser les loisirs des travailleurs ; et l'on sait que chaque groupe de jeunesse a pour devoir de créer à cet effet une section sportive et une

(1) Déclaration commune des organisations socialistes, adoptée le 13 janvier 1905, article 1^{er}.

section artistique (1). Au point de vue extérieur, leur action se traduit par des campagnes vigoureuses contre toute entreprise coloniale, considérée comme un attentat au droit et à l'égalité des peuples, par des campagnes contre le vote au parlement des crédits militaires, et par une propagande active en faveur du désarmement des nations et de la paix entre tous les peuples.

Au reste, cette action ne diffère en aucun point de celle du parti socialiste proprement dit, dont nous venons de montrer le contrôle et l'influence sur les groupes de jeunes. Cette action se trouve dès lors résumée dans le premier article du règlement du parti socialiste, article commun au règlement des jeunes ; elle vise à « l'entente et à l'action internationale des travailleurs, à l'organisation politique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire à la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste » (2).

2° LES COMMUNAUTÉS D'ENFANTS, AUBERGES ET FAUCONS ROUGES.

Dès la fin de la guerre, le parti socialiste s'est préoccupé, hors de France du moins, d'attirer à lui les enfants eux-mêmes. Il a fondé un mouvement de jeunes qui tient à la fois des colonies de vacances et du scoutisme, et qui constitue une véritable école socialiste.

C'est en Autriche que l'association « les Amis des enfants socialistes » organisa, au cours de l'été 1918, le premier camp socialiste d'enfants, bientôt appelé « Répu-

(1) *Règlement des jeunesses*, article 23.

(2) *Règlement du parti socialiste*, article 1^{er}.

blique d'enfants ». L'année suivante, un camp beaucoup plus important fut établi à Gmünd qui, depuis 1919, fonctionne chaque année et reçoit cinq à six cents enfants. En 1925 fut créé un autre mouvement inspiré du scoutisme et désigné sous le nom de « *faucons rouges* ». Grâce à l'appui financier des syndicats et des municipalités socialistes, celle de Vienne en particulier, les « Républiques d'enfants » et les « faucons rouges » ont pris un large essor. Depuis quelques années enfin, des « *foyers* » ont été construits dans la plupart des régions de l'Autriche, où les jeunes peuvent vivre durant leurs vacances une vie pleinement socialiste. « Les Amis des enfants socialistes » possèdent actuellement en Autriche plus de cinq cents locaux où — si l'on en croit les chiffres officiels qui paraissent d'ailleurs sensiblement grossis (1) — 118.000 enfants ont été répartis au cours de l'année 1932, parmi lesquels 10.913 faucons rouges.

D'Autriche, le mouvement s'est étendu à l'Allemagne, où fut fondé dans le Brunswick, en 1926, une république d'enfants. L'année suivante fut installé le camp immense de Seekamp qui groupa près de 2.500 enfants. En 1929, une douzaine de camps établis dans les diverses parties de l'Allemagne reçurent environ 9.000 enfants, tandis qu'une « *république internationale* » était créée à Ermelund, au Danemark, où elle reçut cinq cents enfants allemands sur un total d'environ 800.

En France, un mouvement analogue à ceux d'Autriche et d'Allemagne commença de se dessiner dès les premiers mois de 1931. En juillet, quelques jeunes socialistes allèrent séjourner en Allemagne dans une république d'en-

(1) *La Reichpost* du 26 juillet 1932 ramène ce chiffre à 40.000.

fants. Quelques mois plus tard fut fondée l'association : « *Les Amis de l'enfance ouvrière* » chargée de créer des communautés d'enfants, d'organiser des fêtes prolétaires d'enfants et « toutes sortes de moyens d'éducation partant d'une conception socialiste » (1). L'association fut chargée également de lutter « contre toute influence nuisible à l'éducation et à la santé des enfants, telles que les boissons alcooliques, la nicotine, les lectures pornographiques, le bellicisme de guerre » (1). Cet effort aboutit à l'inauguration au mois d'août 1932 d'un camp international à Draveil, dans la banlieue parisienne, auquel prirent part 7 à 800 enfants, dont près de 400 Allemands.

ORGANISATION.

Les communautés d'enfants rassemblent, sous le nom de « faucons rouges », tous les jeunes âgés de 10 à 13 ans, sans distinction de sexe. A l'intérieur du camp, les enfants sont répartis par « *villages* », chacun d'eux comprenant une douzaine de tentes. Sous chaque tente, garçons et filles sont partagés en nombre égal et mènent au camp une vie commune. Chaque jour, un « village » est de service pour effectuer les divers travaux du camp, tandis que les autres organisent des jeux et excursions en commun, ou préparent des mouvements d'ensemble et séances artistiques.

Avec celui d'une organisation mixte, le grand principe qui régit le mouvement des faucons rouges, c'est « la libre disposition et formation des communautés d'enfants par

(1) *Populaire*, 22 juillet 1932.

elles-mêmes » (1). L'article 1^{er} du règlement au camp de Gmünd, en Autriche, est ainsi conçu : « Les enfants de la colonie de Gmünd s'agrègent librement à la communauté, obéissent aux lois qu'ils se sont données eux-mêmes... » (1). Au camp international de Draveil, le principe n'est point différent. La direction en appartient aux jeunes eux-mêmes, qui constituent une sorte de « parlement d'enfants ». Chaque village élit en effet une *assemblée de village* qui, sans doute, comprend quelques adultes (aides), mais où les enfants sont toujours en majorité. Le camp lui-même est dirigé par l'*assemblée du camp*, qui réunit les représentants élus de chaque village. Tous les règlements sont préparés par des conseils où les enfants collaborent, et promulgués ensuite par les enfants eux-mêmes. C'est aux assemblées de jeunes enfin, qu'appartient seul le droit de punir.

A la suite du camp de Draveil, l'association des « amis de l'enfance ouvrière » a créé, en outre, un comité d'initiative provisoire, lequel a ouvert le 24 janvier dernier un « cours d'aides », destiné à former les cadres des « faucons rouges », tandis que chaque dimanche des sorties et exercices pratiques complètent cet enseignement théorique du cours des aides. Au cours de l'année, les groupes de faucons rouges et les aides sont groupés en *sections* de quartier, où ils poursuivent encore leur propre formation.

A la tête du mouvement est placé un *comité de direction*, composé d'un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier et plusieurs assesseurs (chefs de quartiers) auxquels sont attachés un représentant du parti socialiste et un représentant de la « Jeunesse socialiste ».

(1) Revue *Die Schöner Zukunft*, de Vienne, 1929-1930. En France voir : *La vie intellectuelle*, septembre 1930.

Enfin, cette année même, le parti socialiste a ouvert un certain nombre « *d'auberges de la jeunesse* ». L'origine de cette institution remonte en 1910, époque où fut créée « l'Auberge pour la Jeunesse » d'Altena en Westphalie (Allemagne). Le mouvement fut introduit en France par Marc Sangnier, qui fonda, en 1929, la « *Ligue française des auberges de la jeunesse* », dont le but est de « doter la France d'un réseau de gîtes le plus dense et le meilleur marché possible », permettant aux jeunes ouvriers les voyages à travers la France. Il existe actuellement une quinzaine « d'auberges », dortoirs d'écoles pour la plupart, où les jeunes Français et étrangers de toutes conditions et de toutes croyances peuvent trouver, durant les vacances, pour un ou deux francs, un asile pour la nuit. Or, nous l'avons dit, le parti socialiste qui vient de créer en 1933 ses premières auberges se propose de donner au mouvement une large extension.

ACTION SOCIALE DES FAUCONS ROUGES.

S'agissant de jeunes dont l'âge varie entre 10 et 13 ans, c'est évidemment de formation, d'éducation qu'il convient de parler. Comme le scoutisme proprement dit, le mouvement des faucons rouges qui confie aux jeunes la direction de leur propre organisation, éveille en eux leur esprit pratique et le sens de la responsabilité. La confrontation des différents caractères comme aussi l'obligation de veiller à la vie matérielle du camp, tout cela fait prendre conscience aux jeunes de leurs devoirs envers les autres, contribue à la ruine de l'égoïsme, développant à l'inverse l'esprit de solidarité. De cette vie menée en plein air pendant quelques semaines, l'enfant revient plus vigoureux et plus gai ; de ce contact avec des camarades de son âge

et de sa condition, il retire le bienfait d'une solidarité parfaite ; sa valeur individuelle et sociale se trouve largement accrue. Le rapprochement de jeunes appartenant à des nations diverses que divisent maintes fois des préjugés stupides, forge entre eux une amitié salubre ; l'interdiction de fumer et de prendre des boissons alcoolisées, au camp, n'est pas enfin sans exercer une influence heureuse.

Mais le mouvement des faucons rouges diffère profondément du scoutisme de Baden Powell, tant par son organisation que par son esprit. L'un des grands principes des communautés d'enfants c'est, nous l'avons dit, celui d'une éducation mixte. Le socialisme, et avec lui le communisme, rejettent le dogme chrétien du péché originel. Avec J.-J. Rousseau, ils pensent que l'homme est par essence un être parfait, et que c'est le milieu social qui l'a corrompu. L'homme ne sera heureux que le jour où il se sera départi des règles factices de la société, pour vivre selon les lois naturelles. « Ce que nous voulons développer, déclarent les socialistes, c'est le respect de la nature » (1). Dès lors, pourquoi cette cloison dans l'éducation des sexes ? Au reste, tous les enfants de prolétaires, garçons ou filles, ne sont-ils pas appelés à mener la même lutte pour l'émancipation de leur classe ? On comprend alors combien il est nécessaire de développer en eux par une vie commune, l'esprit de solidarité qui assurera la victoire des classes laborieuses ; car le mot d'ordre reste toujours celui de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Si, d'ailleurs, la direction du mouvement appartient aux jeunes eux-mêmes, leur esprit n'en est pas moins formé

(1) *L'étudiant socialiste*, décembre 1932.

suivant un type pour ainsi dire universel, leur éducation n'en est pas moins une « éducation dirigée », vers l'idéal socialiste. « Disposer dès le jeune âge, par une expérience toute pétrie de jeu intéressant et varié, les sentiments et les intelligences » (1) à la doctrine de Marx, mettre son empreinte sur les esprits et sur les mœurs, tel est le but du socialisme. Pour cela, il s'agit d'écarter l'enfant de sa famille, même de la famille socialiste, trop façonnée encore par la société bourgeoise, ou trop résignée à s'accommoder de ses principes. Ce qu'il faut, c'est donc « rassembler les enfants du prolétariat, les faire vivre dans une ambiance qui les dégage, les lave de cette « crasse morale » qui tient au régime capitaliste » (2). C'est précisément à supplanter la famille, à combattre « ce mal héréditaire qu'est l'éducation familiale » que sont destinés les faucons rouges. « Les enfants doivent être retirés de leur famille » déclare la *Révolution sociale* (3), et l'on sait qu'au camp de Draveil, l'été dernier, les parents n'étaient autorisés à voir leurs enfants que l'après-midi du dimanche.

L'enfant soustrait à l'influence pernicieuse, parce que trop bourgeoise, de sa famille, il reste à l'éduquer dans l'esprit socialiste, à remplacer l'idée même de famille par l'idée de classe. C'est l'œuvre des « faucons rouges » qui développent chez les jeunes « l'esprit de solidarité et de discipline prolétarienne » (4). Esprit de solidarité d'ailleurs poussé très loin, puisqu'est banni des communautés d'enfants tout esprit de compétition, qui se traduit chez les scouts de Baden Powell, par des concours d'ornementation

(1) *Populaire*, 24 janvier 1933.

(2) *Populaire*, 22 juillet 1932.

(3) *Révolution sociale*, 18 janvier 1919.

(4) *L'Etudiant socialiste*, décembre 1932.

des tentes, et des prix à celui qui court le plus vite ou saute le plus haut. « Pas non plus d'esprit de clan, de mentalité, de société secrète, pas de signes de reconnaissance, de hiérarchie compliquée, d'insignes multiples, pas de surnoms baroques » (1).

On le voit, entre tous les enfants règne une égalité absolue, image, préface de la vie dans la cité socialiste de demain. Car c'est à former l'homme socialiste qui saura modeler la société future selon ses principes, que s'emploie le parti socialiste. « Enfants aujourd'hui, militants demain », dit la devise des faucons rouges d'Autriche ! C'est pourquoi ils s'efforcent de façonner dès maintenant, dans le monde entier, l'âme de ceux qui portent en eux l'avenir de la classe ouvrière.

Au point de vue religieux, le mouvement des faucons rouges pose le principe d'une stricte neutralité ; la religion n'est-elle pas affaire privée ? Cependant, il faut reconnaître que le principe n'est pas toujours respecté. En effet, si nous en croyons une lettre ouverte au docteur Löwenstein dans la *Rhein- Und-Wiold-Zeitung* du 13 novembre 1929, des enfants catholiques du camp de Namedy ayant demandé à être conduits à l'église, ils furent, à leur retour, tournés en ridicule par leurs camarades de camp (2). Enfin, les chants des faucons rouges contiennent maintes négations d'un Etre suprême.

Sans doute, en France, le mouvement n'est-il pas organisé d'une façon aussi complète qu'en Autriche ou qu'en Allemagne. Il n'a pas à sa disposition — comme à Vienne — des bibliothèques, un « comité des fêtes », chargé d'or-

(1) *L'Etudiant socialiste*, décembre 1932.

(2) *V. Vie intellectuelle*, sep. 1930.

ganiser des fêtes civiles destinées à remplacer les fêtes religieuses, non plus qu'un « comité de guignol » (kaperlstelle) et un « bureau du film » pour la propagande et l'éducation socialiste des jeunes. Mais n'est-ce point oublier qu'en France le mouvement des faucons rouges est de création toute récente. Or, il est à croire que son enfance sera de courte durée et que, demain, il prendra un large essor, jouant dans les destinées du socialisme un rôle prépondérant.

Le communisme et les jeunes

Le communisme englobe lui aussi deux grands mouvements de jeunes : les jeunesses communistes et les pionniers rouges.

1^o Les jeunesses communistes.

Dès 1903, Lénine avait démontré la nécessité d'inculquer aux jeunes l'esprit révolutionnaire. Quelques années plus tard, Liebknecht fondait « *l'internationale de la jeunesse socialiste* », dont la direction fut installée à Vienne, en Autriche, sous le nom de « *Bureau de la jeunesse* » et qui tint en 1915 son premier congrès de jeunes. Ce n'est qu'en 1919, deux ans après la révolution russe, que fut fondée à Moscou « *l'internationale communiste de la jeunesse* » ou *Komsomol*, placée sous la dépendance étroite de la III^e internationale.

En France, c'est en 1920 qu'apparut le parti communiste, à la suite de la scission du parti socialiste au congrès de Tours, et que fut créée « la jeunesse communiste », dont le journal *L'Avant-Garde*, qui tire aujourd'hui à 38.000 exemplaires, parut en février de la même année.

ORGANISATION.

L'organisation actuelle de la jeunesse communiste, et du parti lui-même, est tout entière inspirée de l'exemple russe. Ni la liberté de réunion, ni celle de la presse n'étaient reconnues en Russie avant la Révolution bolcheviste. Le parti communiste n'avait pas d'organisation légale ; il constituait alors une sorte de société secrète, dont la

seule ressource fut d'organiser la propagande à l'intérieur même des usines, y créant de petits cercles politiques où les ouvriers purent discuter les besoins de leur classe. C'est ce contact direct et permanent avec la masse dont les bolchevistes connaissaient ainsi merveilleusement l'état d'esprit et les revendications, en même temps qu'ils l'imprégnaient de leur doctrine, qui assura le triomphe du communisme, devenu rapidement l'unique guide de la classe ouvrière. Or, c'est cette organisation que le III^e congrès de la jeunesse communiste (1922) a décidé d'adopter dans le monde entier.

S'agissant des jeunes, la base de l'action sociale du communisme, c'est la *cellule*, qu'on s'efforce de créer dans chaque usine, bureau, village ou exploitation agricole, dans chaque caserne aussi, dans chaque école même, partout où il y a des fils de prolétaires à organiser et à soutenir. Il existe d'ailleurs deux types de cellule : la *cellule de rue* où les ouvriers sont groupés selon leur domicile, leur quartier ; la *cellule d'entreprise* enfin, beaucoup plus efficace, et dont le parti communiste tend à faire de plus en plus la seule base de son organisation.

La cellule d'entreprise, c'est un noyau de jeunes communistes militants, qui s'efforcent d'entrer en liaison avec la masse des ouvriers de l'usine, de s'y ancrer et de la conquérir insensiblement à leur idéal. A cet effet, toute cellule élit un *bureau ou presidium* comprenant 3 à 5 membres, qui répartit le travail de propagande entre tous en tenant compte de leurs aptitudes, et contrôle leur activité. La ligne de travail des jeunes communistes et les décisions importantes sont prises par les jeunes eux-mêmes, réunis en *assemblée générale*.

Il existe, au sein de la cellule, une division du travail

extrêmement poussée. Tous les membres du parti y ont un rôle déterminé. L'un s'occupe de la question syndicale, un autre des chômeurs, un troisième de la propagande auprès des femmes, un autre enfin de la lutte électorale, etc.

L'ensemble des cellules situées dans un certain cadre territorial constituent un secteur ou *rayon*, dirigé par une *conférence* (assemblée) *de rayon* et un *comité de rayon*, composés des délégués des cellules. Et dans les grandes villes où il existe plusieurs rayons, ceux-ci sont placés sous la dépendance d'une *conférence* et d'un *bureau de ville*.

Au-dessus vient la *région*, que dirigent une *conférence régionale*, véritable pouvoir législatif composé des délégués des conférences de rayons et de villes, ainsi qu'un *comité régional*, qui constitue le pouvoir exécutif de la conférence.

A son tour, chaque conférence régionale élit des délégués, dont l'ensemble constitue la *conférence nationale* de la *fédération des jeunesses communistes*. Enfin, cette fédération est elle-même étroitement reliée au *comité central* du parti communiste, lequel comprend 25 membres répartis en deux bureaux : bureau d'organisation et bureau politique.

ACTION SOCIALE.

Les jeunes n'ont pas, au sein du parti communiste, un programme différent de celui du parti lui-même. Dans chaque entreprise, ils s'efforcent de gagner à leur cause leurs frères de travail, les organisant en vue d'une lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie, soutenant, suscitant maintes fois les revendications de la classe ouvrière, prenant enfin une part active à tous les conflits qui mettent aux prises capital et travail. Tout jeune

communiste déploie à l'atelier une vaste action individuelle par une discussion quotidienne des questions politiques, économiques et sociales. Les jeunes tentent aussi de s'immiscer dans toutes les institutions qui servent la classe ouvrière : syndicats, coopératives, etc., de s'implanter dans leur comité de direction, et d'y faire prévaloir les directives du parti. Sans doute, ces jeunes communistes dont le nombre ne dépasse guère 6.000 actuellement, répartis en 1.200 cellules dans toute la France, sont-ils au sein de l'entreprise une minorité souvent infime. Qu'importe ! Ils sont une minorité ardente, combattive, dont chacun s'emploie à devenir le centre d'un nouveau groupe, d'une nouvelle cellule. Parmi les employés agricoles et les ouvriers des villes, près des soldats et des marins, aux colonies parmi les indigènes, à l'école même, où ils luttent contre « les passages mensongers » des livres scolaires et « la brutalité des maîtres » (1), les jeunes mènent leur propagande révolutionnaire. Leur action se traduit aussi par une entr'aide aux victimes des inondations (1932), aux colonies de vacances communistes, au « secours ouvrier international » (S. O. I.) notamment, qui a établi une colonie à l'Ile de Ré et une autre à Reimeheid en Rhénanie, par des secours aussi aux enfants des ouvriers et paysans révolutionnaires de Chine affamés. Car la solidarité est grande et magnifique, qui unit les prolétaires du monde entier. Les jeunes, enfin, ont constitué au sein du parti communiste un groupe de *jeunes syndiqués* et une *fédération sportive des travailleurs* qui compte, chacune, 16 à 18.000 membres.

(1) *Le Jeune camarade* est plein d'exemples de cette lutte des écoliers. Voir notamment n° février 1928.

Cette action des jeunes est à la fois une action sociale et politique, toute orientée vers l'idéal communiste. Et l'on sait quel est cet idéal. C'est d'abord le principe d'une lutte farouche de la classe ouvrière contre l'exploitation des entrepreneurs et le régime capitaliste, contre le joug desquels il faut libérer les travailleurs. Les prolétaires ne sont-ils pas, suivant Sorel, les seuls producteurs véritables ? Le patron est un exploiteur dont le profit est un vol commis au préjudice de ses salariés, et l'intellectuel un « oisif lettré » que le communisme saura réduire au rôle de domestique.

Or, maintes fois, les jeunes sont intervenus dans cette lutte des classes, fomentant des grèves, excitant la foule, tel ce jeune Moris Spector, âgé de 14 ans qui, le 2 février 1925, à New-York, parla avec fureur devant 12.000 personnes contre le gouvernement et les capitalistes, prenant la tête, au milieu d'applaudissements frénétiques, du cortège qui défila à travers la ville au chant de l'internationale. Que les jeunes aient pris à cette lutte du travail et du capital, une part active, c'est ce que démontrent encore les nombreuses félicitations adressées aux jeunes par le parti et par Moscou même, pour « le rôle qu'ils ont joué dans les luttes politiques des divers pays » (1). Quant au résultat de cette propagande qui glorifie la haine et la lutte entre les différentes classes de la société, nous pouvons en juger d'après cette lettre qu'une mère émigrée recevait de son fils resté en Russie : « Je t'écris pour t'exprimer ma haine et mon mépris. On m'a expliqué que tu es une sale bourgeoise, et que toi et mon père avez été de

(1) Journal russe *Inprekorr*, 27 août 1925.

tout temps les ennemis des ouvriers et des paysans » (1).

L'idéal communiste, dont les jeunes se font dans le monde entier les plus ardents propagateurs, c'est aussi la lutte à outrance contre l'idée de patrie à laquelle doit se substituer l'idée de l'humanité. Depuis longtemps, les jeunes communistes ont fait leur la parole de Lamar-tine : « S'il y avait quelque chose qui puisse être nuisible à ma patrie et profitable à l'humanité, je dirais de grand cœur : « Périisse ma patrie pourvu que l'humanité triomphe ». Au reste, l'idée même de patrie n'est-elle pas un vain mot ? Il n'y a qu'une véritable patrie : la patrie communiste, prolétarienne ; et c'est l'humanité tout entière. Dès lors, la défense de la patrie, la guerre, n'est-elle pas une sottise, une entreprise capitaliste contraire à l'intérêt de la classe ouvrière destinée seulement à enrichir quelques profiteurs « marchands de canons ? » On croit mourir pour une patrie, on meurt pour des industriels ! » (2).

On comprend alors la campagne ardente que le communisme mène contre le militarisme : « La lutte antimilitariste sous toutes ses formes, — en particulier parmi les troupes — doit être au premier plan pour tous les membres de l'internationale communiste des jeunes » (3). Et l'on sait qu'ils ne faillissent pas à l'ordre donné, soit qu'ils mènent dans les casernes une propagande directe, soit qu'ils consacrent à leur idéal leur existence même, tel ce jeune communiste appelé sous les drapeaux qui, emprisonné pour avoir refusé de partir, fit dans sa prison la grève de la faim pendant plus de quinze jours, ruinant

(1) Document publié par l'entente internationale contre la III^e internationale. Genève.

(2) Anatole France.

(3) Décision du V^e congrès de l'internationale communiste des jeunes (I. C. J.).

ainsi sa santé plutôt que de renier la foi en ses principes (1).

Les jeunes communistes poursuivent activement aussi la ruine de la famille, que remplacera l'idée de classe, et la ruine de toute religion, « opium du peuple ». Mais c'est le christianisme surtout, et l'Eglise, que le communisme enveloppe de sa haine, lui reprochant de briser le front de combat des travailleurs, d'organiser la trahison en prêchant la réconciliation des classes, la résignation et l'obéissance à l'ordre établi, et d'avoir ainsi cause liée avec le capitalisme. « Nous haïssons le christianisme et les chrétiens, dit Lounatcharsky. Même les meilleurs d'entre eux, nous devons les considérer comme nos pires ennemis. Ils prêchent l'amour du prochain et la charité, ce qui est contraire à nos principes. La fraternité chrétienne est un obstacle au développement de la révolution. Nous avons besoin de haïr ; cela seulement conquerra l'univers » (2).

Quant à la morale, le prolétaire étant seul producteur et exploité, volé par le patron, n'a point à se faire scrupule des torts qu'il lui causerait dans l'emploi des matières premières, la durée de son travail ou toute autre chose ; cela n'équivaut-il pas à une juste reprise ? Au reste, la morale communiste « est tout entière subordonnée aux intérêts de la lutte du prolétariat. Cela est moral qui sert à détruire la vieille société des exploiters ; tout ce qui est utile au parti communiste » (3).

A l'atelier, où ils discutent les questions qui intéressent la vie des travailleurs, et s'efforcent d'obtenir les réformes capables d'améliorer leur condition, l'action des jeunes

(1) *Avant-garde*, février 1933.

(2) Discours de Lounatcharsky (commissaire du peuple à l'instruction publique), à Moscou, 1926.

(3) *Correspondance internationale*, 28 avril 1926.

communistes ressemble beaucoup à celle qu'y exercent les jeunes ouvriers catholiques (jocistes) qui, eux aussi nous l'avons dit, s'efforcent d'organiser et d'améliorer leur milieu de travail. Les jeunesses communistes se sont préoccupées notamment de l'apprentissage. Elles demandent tout d'abord que l'obligation scolaire soit portée jusqu'à 18 ans, et que tous les frais d'entretien de l'enfant, tant en ce qui concerne la nourriture que l'habillement soient à la charge de l'Etat et non des parents. Pour le jeune apprenti, elles réclament une journée de travail effectif de 6 heures, auquel seraient ajoutées 2 heures de cours professionnels, le salaire restant celui d'une journée de 8 heures. Elles revendiquent également que les conditions de l'apprentissage soient fixées par un contrat collectif, que l'apprentissage lui-même soit efficacement organisé et contrôlé, et qu'un salaire minimum de 16 francs par jour soit accordé à l'apprenti, une indemnité de chômage de 10 francs par jour aux jeunes chômeurs. Enfin, les jeunes communistes réclament la semaine de 40 heures, ainsi que 4 semaines de vacances payées pour les ouvriers et apprentis.

En ce qui concerne le travail des femmes, le communisme se révèle adversaire décidé de leur retour au foyer. Cela n'est-il pas contraire à « l'émancipation de la femme ? » Surtout n'est-ce point affaiblir la force de résistance de la classe ouvrière ? Car « la femme dans la production, c'est la femme arrachée à l'esprit individualiste de la famille, c'est la femme solidaire de ses frères de classe exploités comme elle. C'est un pas en avant dans la voie vers l'affranchissement total des femmes et de tous les travailleurs » (1). Grossir les rangs du prolétariat, affermir la soli-

(1) *Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} mars 1933, p. 296-299.

darité entre tous les ressortissants de la classe ouvrière par le maintien de la femme à l'atelier, tel est en effet le but du communisme.

A ceux qui prétendent que la place de la femme est au foyer, le communisme répond : Non ! « Le retour de la femme au foyer, à la cuisine, cela signifie vouloir renfermer la femme dans le cercle étroit de la famille, dans l'horizon du pot-au-feu du mari et du pot de chambre (*sic*) des enfants. Cela signifie la maintenir dans l'esclavage domestique » (1). C'est que, en effet, pour permettre à la femme de jouer le rôle social et politique que le communisme entend lui confier, il est nécessaire d'assurer son indépendance économique. Précisément, c'est ce qu'a réalisé le bolchevisme en Russie, « où les travaux de ménage, de cuisine, exécutés par des fabriques-cuisines ou des maisons communes deviennent de plus en plus une industrie sociale, où les soins et l'éducation des enfants sont la tâche d'institutions spécialisées à cet effet, rejetant ainsi du mariage et de la famille tout ce qu'ils comportent de chaînes et d'oppression » (1).

Sans doute, retirer ainsi à la femme les charges du ménage et le souci de veiller à l'éducation de ses enfants, est-ce ruiner la famille même, du moins telle que nous l'entendons dans les sociétés actuelles. Mais c'est là, justement, le rêve du communisme tel que nous le révèle Engels. « L'affranchissement de la femme, dit-il, a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique, et, à son tour, cette condition exige la suppression de la famille individuelle comme unité économique de la société (2). »

(1) *Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} mars 1933, p. 296-299.

(2) *Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} mars 1933.

Telle est, d'une façon générale, l'action sociale des jeunes communistes, dont le but — comme celui du parti tout entier — est de renverser la société capitaliste actuelle pour s'emparer du pouvoir et instaurer dans le monde une dictature du prolétariat.

2° *Les Pionniers Rouges.*

Si sublime que cela paraisse, la destruction d'un régime mille fois honni parce qu'il consacre l'exploitation des travailleurs et des faibles ne suffit point. Il faut, au lendemain de sa ruine, le remplacer par quelque chose de viable et de meilleur. Le communisme l'a depuis quelques années fort bien entrevu. Il a compris qu'il ne suffirait pas de bouleverser les cadres de la société pour transformer les individus, et qu'on ne fonderait pas une société meilleure avec des hommes pervers. « Avec qui construisez-vous votre société meilleure, demande l'un d'eux (1), les patronages n'ont réussi qu'à nous donner des générations d'égoïstes, incapables de prendre leurs responsabilités. Pour construire la société prolétarienne, il vous faudra une élite sociale, capable de faire face aux difficultés, forte, courageuse, désintéressée. » Le communisme a compris aussi qu'il lui fallait conquérir et former les jeunes, « établir une chaîne ininterrompue entre les adultes, le Komsomol et les enfants » (2) ; et résolument, il a cherché dans le scoutisme florissant le moyen de servir sa cause.

Adoptant les principes essentiels du scoutisme, auxquels il ajoutait une note politique très forte, il a fondé en 1924 un scoutisme communiste, politique ainsi qu'on pourrait

(1) Aubert, membre du comité directeur des Pionniers.

(2) Pravda, 23 décembre 1925.

l'appeler, qui pour cette raison n'a pas été reconnu de Baden Powell, et qui a nom : les *Pionniers rouges*. En 1927 fut fondée en France la « *fédération nationale des pionniers ouvriers et paysans de France* », affiliée au Bureau international des enfants dont le siège est à Londres, ainsi qu'au Komsomol, et le 6 avril 1928 se tint à Mehun, dans le Cher, le premier camp de pionniers.

ORGANISATION.

Comme le scoutisme, le mouvement des pionniers comprend trois catégories d'enfants. De sept à douze ans les *cadets* sont dirigés le plus souvent par une jeune fille appelée « *cheffesse* » (1). A 12 ans, le cadet devient *Pionnier* ; à 16 ans il prend le nom d'*ancien*. Cadets, pionniers et anciens sont rassemblés par *groupes* de six. Cette unité porte le nom de *groupe* chez les cadets, *maillon* dans les deux autres branches, tandis que 4 groupes (24 cadets) forment un *essaim*, et que 4 maillons (24 pionniers ou anciens) constituent un *chainon*. Toutes ces unités sont dirigées par les jeunes eux-mêmes : chefs de chainon, de maillon, cheffesses d'essaim, de groupe, etc. Au-dessus du chainon est le *secteur*, qui réunit tous les chainons compris dans une portion de territoire déterminée par le comité général. Le secteur est dirigé par un chef, assisté d'un comité de secteur. Puis la France est divisée en 28 *régions*, chacune groupant plusieurs secteurs. Chaque région est dirigée par un chef régional assisté d'un comité régional, et l'ensemble des membres des comités régionaux constitue le *comité national*. Les membres de ce comité, encore appelés délégués nationaux, élisent un comité

(1) Cf. la cheftaine des louveteaux.

directeur, composé de 24 membres, lesquels nomment un bureau fédéral, tandis qu'un comité d'honneur groupe les personnalités les plus connues dans le monde et qui sont favorables au mouvement (1). Enfin, tous les ans se réunit un congrès national qui comprend tous les chefs et cheffesses du mouvement (2), à quelque degré qu'ils appartiennent.

ACTION SOCIALE

Son caractère politique mis à part, le mouvement des pionniers rouges présente sensiblement les mêmes caractères que le scoutisme de Baden Powell. Il est basé sur le même système réaliste d'éducation des enfants par les enfants eux-mêmes. La vie des Pionniers se déploie aussi au grand air ; elle comporte les mêmes examens pratiques de secourisme, de signalisation, etc. Le Pionniérisme exerce chez les jeunes la même action sociale, assurant par la vie en plein air et la lutte acharnée contre l'alcoolisme, la formation physique de jeunes ouvriers intoxiqués une semaine entière par l'atmosphère souvent malsaine des usines. Il leur donne aussi la même formation intellectuelle et pratique, par le jeu éducateur qui nécessite l'attention, la réflexion, forme les sens, le jugement, la

(1) Ce comité comprend entre autres personnes connues : Barbusse, Jack London, Lindbergh, Charles Gide et Langevin. Amundsen d'illustre mémoire, en fit lui-même partie.

(2) Schéma de l'organisation de la fédération des Pionniers ouvriers et paysans de France :

	Comité directeur (et bureau fédéral).	
	Comité national	
	Chef régional (et Comité régional)	
	Chef de secteur (et Comité de secteur)	
Cheffesse d'essaim	Chef de chaînon	Chef de chaînon
Essaim (4 group.)	Chaïnon (4 maillons)	Chaïnon (4 maillons)
Cheffesse de gr.	Chef de maillon	Chef de Maillon
Cadets	Pionniers	Anciens
(en groupe de 6)	(en maillon de 6)	(en maillon de 6)
Adm. 7 à 12 ans	Adm. 12 à 16 ans	Admission à partir de 16 ans.

mémoire, et développe l'esprit d'initiative. Enfin, par une loi et une promesse sensiblement identiques à celles du scoutisme, le Pionniérisme assure la même formation virile du caractère, la même formation morale et sociale ; et par sa lutte contre l'égoïsme, le même esprit de sacrifice et de dévouement qu'on nomme l'esprit scout.

Moral, social, le mouvement pionnier l'est en vérité, autant que le scoutisme lui-même. Un manifeste lancé en juillet 1931 par la fédération des pionniers à la jeunesse laborieuse ne l'adjurait-il pas « de se ressaisir, d'abandonner les plaisirs factices et trompeurs de la rue », et de venir aider le mouvement pionnier dans son travail d'éducation. Et le manifeste déclarait : « Tu dois chercher à te rendre utile à toi, à ta famille, à tes camarades, à l'humanité. Tu dois apprendre à lutter dans la grande bataille de l'existence... Aujourd'hui, seul l'égoïsme est roi. Il faut que demain règne la fraternité. Apprends à devenir fort, courageux, loyal, chevaleresque. Apprends à supporter ta propre misère pour pouvoir mieux guérir celle des autres. Penche-toi avec amour sur le travail, pour que la cité meilleure du travail terrasse la cité maudite de l'argent... Un pour tous, tous pour un. Enfant... mets ton cerveau et ton cœur au service de tous ». Et *le Flambeau* (1) relate la belle action d'un chaînon de pionniers : « C'était le 14 août 1931. Un pâle soleil éclairait les premiers remparts du Jura français. A droite, Lons-le-Saulnier, Voiteur, Beaume-les-Messieurs et ses grottes... Dans les bois de Foras, à mi-chemin entre Brainans et Aumont, un camp de pionniers, manches de chemise retroussées,

(1) Organe des Pionniers de Juvisy.

foulards au cou. Les Pionniers rouges s'en donnent à cœur joie ; le jeu du drapeau passionne les gars.

Cependant le ciel s'obscurcit. L'orage s'avance ; gare à la sauce ! Soudain, le sifflet du chef arrête le jeu, il est 16 heures... Au bas de la colline que domine le bois de Foras, s'étend la plaine d'Aumont où coule la rivière la Grozonne. Près de là un pré. Deux paysans assez vieux se démènent. Un char et deux bœufs. L'orage menace. Il y a encore la moitié du foin à ramasser avant la pluie et à rentrer à la grange. Les Pionniers ont vu cela. Ce n'est pas long... Chacun se met à la tâche. En dix minutes, tous les tas de foin sont sur la voiture. On met la bâche, et en route pour la grange. En démarrant, un orage épouvantable éclate. Les deux paysans sont vieux. Le chef des pionniers et son adjoint leur passent leur pèlerine. Ils sont naturellement trempés jusqu'aux os. Ensuite, arrivés dans la grange, tous aident les vieux à décharger leur voiture.

Le vieux cultivateur a les larmes aux yeux. Il remercie les pionniers et leur dit : « D'où donc êtes-vous ? » Et les pionniers disent : « Du chaînon des pionniers de Dôle : la jeunesse fraternelle... » Le paysan veut offrir un verre de vin rouge à chaque pionnier. Tous refusent : le pionnier ne boit pas d'alcool. Alors il leur offre un billet de cinquante francs en récompense. Nouveau refus : le pionnier lutte pour remplacer la cité maudite de l'argent par la cité sublime du travail. »

Bel acte de dévouement que ne désavouerait aucun scout de Baden Powell.

Mais là s'arrête la ressemblance. Car si le mouvement des pionniers rouges présente une certaine analogie avec le mouvement scout, il en diffère aussi profondément. Le Pionnérisme est avant tout un mouvement politique, fon-

cièrement communiste. Cette solidarité, cet esprit de sacrifice et de dévouement que l'on rencontre chez les pionniers, et dont nous avons dit qu'ils étaient « l'esprit scout », en diffèrent cependant en ce qu'ils sont mis au service d'une classe sociale unique. Solidarité, dévouement qui sans doute sont immenses au sein de cette classe ! Mais toute autre est « tabou », « paria », et on lui voue une haine farouche. Or, le scoutisme n'est pas cela.

Au reste, pour mieux faire saisir les divergences, nous croyons utile de donner en regard les bases générales du scoutisme et du pionniérisme sur les points mêmes où ils diffèrent.

Bases et But

A) Du scoutisme.

1° Le scoutisme groupe jeunes gens et jeunes filles dans des mouvements parallèles, et jamais mixtes.

2° Chaque troupe conserve une entière autonomie.

3° Le scoutisme enseigne l'amour de la famille, conçue comme fondement de la société et de l'Etat.

4° Le scoutisme prêche l'amour de la patrie, plaçant les intérêts de la nation au-dessus des intérêts de toute classe sociale, parti ou individu.

5° La loi scoutie enseigne l'amour du prochain, afin d'assurer ainsi la concorde entre les différentes classes de la société.

6° Le scoutisme a pour base la croyance en Dieu, le respect et la pratique de la religion quelle qu'elle soit — ou du moins une stricte neutralité.

B) Du pionniérisme.

1° Le pionniérisme rassemble tous les jeunes sans distinction de sexe.

2° Les dirigeants communistes exercent sur le mouvement une influence prépondérante. « Le Komsomol, dit Boukarine, doit être le maître dans le mouvement des pionniers... »

3° Le pionniérisme tend à la destruction de la famille.

4° Le pionniérisme poursuit la ruine de l'esprit patriotique, la suppression de la nation comme unité.

5° Le pionniérisme cultive l'esprit de fraternité et de solidarité, mais les met au service d'une seule classe sociale : le prolétariat. Il prêche la haine de toute autre classe.

6° Le pionniérisme nie et combat toute idée de Dieu, toute religion.

7° Les principes du christianisme sont la base de la loi et de la morale scout. Notamment, l'article 10 prescrit d'être « pur dans les pensées, les paroles et les actes. »

8° Le scoutisme est étranger à toute politique.

7° La loi des pionniers ne contient aucun article relatif à cette pureté de pensée ou d'action.

8° Le pionniérisme a, au contraire, un but essentiellement politique.

C'est là, — avec le côté religieux, — la principale différence : le but du pionniérisme est avant tout politique. « Le mouvement des pionniers... est une organisation de combat sous la direction du parti et du Komsomol » (1). Le cadet promet — à moins de 12 ans ! — de « faire tout son possible pour défendre la classe ouvrière et paysanne, et servir ses semblables », tandis que le Pionnier fait serment « de servir le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation ». De là, d'ailleurs, résulte cet élan passionné, cet esprit de conquête qui caractérise tout mouvement politique ou religieux ; esprit de conquête qu'on ne trouve pas dans le scoutisme parce qu'il n'est ni l'un ni l'autre. Par là, le pionniérisme se rapproche davantage des mouvements spécialisés de l'A.C.J.F. (J.O.C., J.A.C., etc.), dont nous avons dit que leur action, leur zèle, jaillissaient d'un idéal et d'une vie intérieure intenses. C'est d'un idéal politique cette fois — et non plus religieux — mais identique par sa flamme, que procède l'esprit de conquête des pionniers, et qui fait qu'à l'école même ils sont groupés en cellules d'école, voire de classe, au sein de laquelle ils exercent une propagande vigoureuse.

« Souvenez-vous, dit Jack London en s'adressant aux jeunes, qu'en entrant aux pionniers vous avez fait le serment de lutter jusqu'au dernier souffle pour la révolution

(1) *Le parti, le Komsomol et les jeunes pionniers*, édition du Komsomol russe, Moscou, 1925, p. 262.

mondiale, et de suivre toujours la voie communiste tracée par la loi du pionnier (1) ». Or, ces exhortations ne sont point restées vaines. En Allemagne, en 1928, les jeunes pionniers ont combattu le militarisme et soutenu la lutte du parti contre la construction des croiseurs. En Angleterre, en Tchécoslovaquie, en Chine même, les Pionniers ont organisé des grèves scolaires pour participer aux grèves et aux luttes ouvrières. En France, ils ont joué dans les grèves industrielles un rôle considérable, soutenant la classe laborieuse dans ses revendications, et faisant autour des puits de mine, malgré la surveillance de la police, la « chasse aux jaunes ». (2)

Educateur et politique, tels sont les caractères du mouvement pionnier. Or, le premier est fonction du second, et le pionniérisme est essentiellement un moyen d'éducation politique. « Nous sommes un mouvement d'éducation et de défense de la jeunesse ouvrière », se plaisent à répéter les dirigeants des pionniers rouges. Leur but, c'est d'élever le niveau moral, le niveau social des jeunes, pour en faire les guides de la génération nouvelle et les constructeurs de la société future. « Le travailleur n'aura, dit-on, une société meilleure, que lorsqu'il sera digne de la conquérir et capable de la construire (3) ». Il faut, dès lors, faire de chaque pionnier le conducteur de sa génération, former une jeunesse loyale, forte, généreuse, au sein de laquelle se recruteront les chefs de la société communiste de demain. De là procèdent l'essai de relèvement physique et moral de la classe ouvrière, la lutte contre l'alcoolisme entre-

(1) Appel à tous les pionniers du monde entier, à la II^e journée internationale des enfants.

(2) V. *Le jeune camarade*, juin 1929.

(3) *Le Flambeau*, 11 juillet 1931.

prise parmi les jeunes, et le mouvement pionnier tout entier. « Si demain la classe ouvrière prenait le pouvoir, que deviendrait ce pouvoir prolétarien, si la classe qui le détient est rongée par l'alcool (1) » ? se demande-t-on anxieusement. Et l'on adjure la jeunesse ouvrière de se ressaisir, de réfléchir que l'alcool dégrade la dignité ouvrière, qu'elle est le grand obstacle à l'œuvre révolutionnaire d'émancipation des peuples, et que si le prolétariat est esclave, c'est lui-même qui en est, bien souvent, le grand responsable. Dès lors, les jeunes luttent dans leurs foyers, à l'école, partout contre l'alcool, afin d'être capables, le jour venu, d'être les conducteurs de la société nouvelle.

« Nous Pionniers, nous déclarait un militant, nous voulons être l'élite sociale de l'avenir, capable de guider la masse vers les temps meilleurs et capable d'organiser la vie sociale du monde nouveau. » Et Staline lui-même, encourageant le mouvement pionnier, déclare : « Continuez, et votre expérience, j'en suis convaincu, orientera le mouvement d'enfants vers une force morale magnifique et formera l'élite prolétarienne de la société communiste de demain (2). »

Ainsi, le pionniérisme est un mouvement essentiellement politique. Il n'est autre chose que la méthode d'éducation scoute mise au service du communisme ; c'est un scoutisme communiste, un scoutisme politique, ainsi que nous l'avons défini nous-mêmes. Le système de Baden Powell a conquis rapidement, dans le monde entier, des masses de jeunes. Le communisme a vu là un danger,

(1) Appel de la fédération nationale des écoliers antialcooliques

(2) Congrès des Pionniers trade-unionistes, Moscou, 1926.

comme aussi un moyen de victoire. Victoire, si on l'adaptait hardiment à la cause communiste ; c'est pour cela qu'il a fondé son scoutisme à lui. « Toujours prêts », est la devise des pionniers comme elle est celle des scouts de Baden Powell. Mais toujours prêts à quoi, demandera-t-on ? Or, la réponse creuse entre les deux mouvements un abîme immense, puisque, pour un pionnier, c'est être toujours prêt à soutenir la lutte de la classe ouvrière, à tout sacrifice pour le triomphe de l'idéal communiste. Et l'on sait quel est cet idéal. Idéal d'une lutte farouche contre les classes capitalistes, du joug desquelles on saura s'affranchir ; idéal de bouleversement du régime actuel par la suppression de la propriété privée et du capital, remplacés par la propriété collective, l'idéalisation du seul travail manuel et la dictature du prolétariat.

Idéal aussi, d'immense et généreuse fraternité internationale — du moins entre prolétaires, dans lequel on entretient les jeunes le soir au feu de camp. « Jeunes camarades, dit un chef aux Pionniers réunis autour de la flamme, si les arbres de cette forêt pouvaient parler, ils vous diraient ceci : sur toute la terre, nous lançons vers le ciel nos branches majestueuses. En France, en Allemagne, au Japon, sur la terre entière, nous poussons de la même façon. La main criminelle des hommes a divisé la terre en patries, pour dresser les peuples les uns contre les autres. Mais nous, nous ne connaissons que la patrie universelle. Comme le ciel, le royaume de la forêt n'a pas de frontières. Puisse, à notre exemple, les hommes du monde s'unir les uns aux autres. Car la loi de la nature donne souvent de grands exemples, et de terribles leçons aux hommes (1). »

(1) *Le Flambeau*, 11 juillet 1931, compte rendu du camp de la forêt de Compiègne.

Et sur les routes de l'univers les pionniers s'en vont chantant :

« Il n'est pas vrai que nos patries
Soient faites pour sa jalouser...
Nous n'avons plus de guerres
Car nous aimons l'humanité.
Tous les hommes sont nos frères,
Nous aimons la fraternité...
Fraternité, c'est le seul drapeau
Qui doit flotter sur nos frontières (1) .»

Cependant que, pour la réalisation de cette fraternité universelle, tout pionnier apprend la langue internationale qu'est l'esperanto.

C'est que le pionniérisme est un mouvement international comme le scoutisme lui-même. Et mieux que lui, peut-être, il réalise l'unité d'esprit et d'action chez ses jeunes adeptes. Répartis dans tous les pays du monde, plus de 3 millions de Pionniers reçoivent du Komsomol de Moscou la même formation et les mêmes directives ; ils entreprennent la même action sociale, la même conquête des masses à leur idéal. De la Russie qui comprend à elle seule plus de deux millions de pionniers, à l'Afrique du Sud ; des deux Amériques jusqu'en Chine, circule le même mot d'ordre, qui trouve dans les plus petits pays des troupes pour l'exécuter. En Europe centrale, en Grèce et en Egypte, le communisme entreprend dans les écoles une propagande active. Aux Etats-Unis, il lutte contre la puissante organisation catholique des jeunes (Y.M.C.A.). En Orient surtout, il déploie une activité intense, initiant aux questions politiques des peuples qui en furent écartés jusqu'ici, les incitant à la lutte contre les oppresseurs impérialistes. Il y a actuellement en Chine plus de 130.000

(1) Marche fédérale des pionniers.

pionniers, qui étendent leur influence sur une portion bien plus considérable de la jeunesse. Dans les coins les plus reculés de la Chine, à des milliers de kilomètres des centres d'industrie et de civilisation, l'occasion ne se fait point rare de lire à l'angle d'un mur, ou sur les ruines des forteresses médiévales, des chapitres entiers de Lénine sur l'impérialisme, que terminent quelque anathème et quelque mot d'ordre moscovite (1). Or l'on sait quelle influence et quels résultats obtient déjà la III^e Internationale dans ces terrains vierges.

Ainsi, dans tout l'univers, le communisme forme de jeunes chefs qui connaissent les droits de la classe ouvrière et s'apprêtent à les défendre. Il prépare partout les cadres futurs de la révolution mondiale et du « paradis rouge ». La III^e Internationale ne cache point l'espoir qu'elle fonde sur le mouvement pionnier comme instrument de cette révolution. Zinovieff, parlant du Komsomol qui dirige dans le monde la propagande parmi les jeunes, a dit qu'il était « le berceau de l'avenir, le facteur le plus important qui décidera du sort de la révolution mondiale ». Dans le même sens, le calendrier communiste déclare : « Le communisme des enfants jouera dans le plus proche avenir un rôle historique d'importance capitale. Les armées successives de la révolution prolétarienne trouveront ainsi dans l'organisation des pionniers, en passant par le Komsomol, des cadres inépuisables et particulièrement précieux (2). »

La semence germe et lève ; demain ne verra-t-il pas l'heure de la moisson ?

(1) Cf. *Inprekor*, 21 août 1927.

(2) Calendrier communiste, 1925, p. 422.

CONCLUSION

Ainsi s'est poursuivie, dans l'après-guerre, plus âpre que jamais, la lutte menée au XIX^e siècle déjà contre les principes individualistes de 1789. C'est que, précisément, la guerre a opéré une coupure profonde dans la vie des sociétés. L'immensité des besoins nouveaux créés par elle a contribué largement aux progrès du machinisme. Il en est résulté une course, une folie de la production, de la spéculation et du profit. S'agit-il des individus, aux privations et aux grands héroïsmes du temps de guerre a succédé une soif indescriptible de jouissance, qui n'a pas épargné la génération nouvelle privée pendant 4 années de l'éducation et de l'autorité paternelles.

L'après-guerre apparaît ainsi comme une période troublée, désaxée, où l'homme a été de nouveau subordonné à la production, c'est-à-dire à l'argent; tandis que cette poursuite effrénée du gain et du plaisir posait, à côté du problème économique et social, un problème moral plus immense encore.

Mais contre ce régime capitaliste — ainsi qu'on le nomme aujourd'hui, où tout le capital se trouve concentré entre les mains d'un petit nombre de patrons qui font de l'ouvrier un rouage, une machine, qui ne voient en lui, trop souvent, qu'un moyen d'accroître encore leur fortune, deux doctrines s'élèvent : *christianisme* et *mar-*

xisme. Cris d'indignation, sursauts jaillis du plus profond de l'être humain, choqué dans ses nobles aspirations d'équité !

Or, ces deux *réactions* contre une odieuse anarchie de la production, contre un désordre social et moral immenses, ces deux réactions sont aujourd'hui plus que jamais l'œuvre des jeunes. Sans doute — et nous n'y revenons pas — les deux jeunesses restent-elles opposées l'une à l'autre. Mais qu'ils se consacrent à la charité, avec les confrères de St Vincent-de-Paul, ou qu'avec le scoutisme, le Pionniérisme et les Equipes sociales, ils mettent au service d'autrui leur activité et leur science ; qu'ils tentent, au sein de la J.O. C., des jeunesses socialistes ou communistes, d'organiser les travailleurs, d'assurer leur efficace protection, leur émancipation même, les jeunes ont déployé un magnifique effort d'action sociale.

Les résultats obtenus, tant au point de vue physique (vie au grand air, lutte contre le paupérisme, le taudis, l'alcoolisme) qu'au point de vue intellectuel, professionnel et moral sont — nous l'avons montré — loin d'être négligeables. Tous ces mouvements de jeunes visent au bonheur de l'individu, à améliorer le sort des humbles et de la société tout entière. A ce titre, leur action est essentiellement sociale, au sens où nous l'avons définie au début de ce travail.

Est-il permis, désormais, de rester sceptique à l'idée d'une action sociale des jeunes, dont la plupart n'ont pas même 20 ans ? En toute sincérité, nous ne le croyons pas. Ceux-là qui sourient quand passe près d'eux — chantant malgré la fatigue — une troupe de Pionniers ou de Scouts, quand ils lisent dans leur journal le rapide compte rendu d'un congrès d'A.C.J.F. ou de jeunesses communistes,

n'entrevoient-ils pas qu'ainsi se forment les grands réformateurs sociaux — tant désirés — de demain ? Que ne voient-ils pas qu'ici ou là des chefs se préparent qui conduiront la société vers des destinées nouvelles !

Pour nous, nous croyons à cette action sociale des jeunes, dont nous constatons, chaque jour davantage, la « *montée* » dans le monde. Et cette action, nous la croyons durable en même temps qu'efficace. Nous comprenons que, tout autour de nous, se joue le premier acte d'un drame dont le dénouement, peut-être, est proche, et dans lequel, bon gré mal gré, jeunes ou vieux, nous aurons notre rôle à remplir.

Car qui donc ne sent pas qu'aux résultats déjà acquis, s'en ajouteront d'autres bientôt, plus magnifiques encore ? L'heure des réalisations a sonné ; et déjà s'annonce le temps des grandes réformes et peut-être des révolutions. Nos pères ont lutté pour conquérir la liberté politique et économique. Bientôt les fils ne la mépriseront-ils pas cette liberté dont ils dénoncent déjà les ferments d'anarchie, pour lui substituer la notion d'un Etat fort, et, sur le terrain de la production, celle d'une économie dirigée. S'il en était ainsi, c'est aux jeunes surtout, aux moins de 30 ans qu'appartiendrait le premier rôle dans cette chute des démocraties et du libéralisme économique, de même que ce sont les moins de 30 ans qui, de par le monde, ont fomenté et accompli la révolution bolcheviste, la révolution fasciste, et en Allemagne, plus récemment, la révolution national-socialiste.

Beaucoup ont compris, très bien compris ce rôle possible des jeunes. D'autres affectent de ne pas comprendre. Mais peut-être leur sourire — ce rude sourire des aînés à l'égard des jeunes, dont nous parlions tout à l'heure —

est-il l'expression d'un regret, d'une noble jalousie. Car les jeunes sont l'avenir ; eux, déjà le passé ; comment ce passé pardonnerait-il à l'avenir d'être l'espoir du présent ?

Cent ans de formation et d'action sociales, telle est l'œuvre des jeunes ; et l'on se demande aujourd'hui, avec angoisse, si l'évolution économique et sociale s'achèvera pacifiquement ou révolutionnairement. Quel sera le dénouement du drame qui se déroule sous nos yeux ? Laquelle des deux jeunesses, lequel des deux idéals conquérera le monde ? Sera-ce le marxisme matérialiste, ce fruit du libéralisme qui répond si bien « à l'appel profond des âmes en détresse... auxquelles il a proposé un idéal d'une justice meilleure » ? (1) Moscou ne devient-il pas, en ces temps de crise surtout, pour les jeunes, découragés, un centre puissant d'attraction ? N'y a-t-il pas au bilan, comme l'écrit M. Paul Iribé, « 10 milliardaires et 30 millions de chômeurs ? » : tous les éléments d'une révolution (2).

Faut-il croire, au contraire, avec le député belge H. de Man — un socialiste pourtant — « au renversement prochain du mouvement de pendule qui ramènera les masses du cynisme matérialiste actuellement dominant, à la ferveur religieuse » (3) ?

Moscou ou Rome, lequel des deux l'emportera ? Moscou, avec la révolution communiste, l'abolition de la propriété et l'idéal d'une égalité parfaite ? Rome, avec la réforme des institutions et des mœurs, une coopération effective des patrons et des ouvriers, la multiplication de la propriété et la discipline dans la recherche du profit ?

(1) G. Viance, *Force et misère du socialisme*, p. 26.

(2) *La Croix*, 22 juin 1933.

(3) *Jocistes*, *Pourquoi ?* p. 43.

Nous avons dit, au début de cet ouvrage, notre souci d'impartialité. Le but de notre étude fut de décrire l'action sociale des jeunes et d'analyser leur esprit. Celui de notre conclusion est de montrer leur rôle possible dans un avenir prochain ; nullement d'en tenter la critique.

Cependant ce serait, nous semble-t-il, une grave erreur de croire qu'il suffira d'une simple transformation du milieu, d'un seul changement dans la répartition des biens matériels pour assurer le bonheur de l'humanité. Aucun mode nouveau de production, fût-ce le phalanstère ou la société coopérative ne guérira à lui seul tous les maux de la société actuelle, Il y faudra aussi une rénovation morale. Ainsi y aura-t-il place toujours, même au sein d'un régime économique bouleversé par le communisme, pour une religion. Car le problème social lui-même est avant tout un problème moral. Or, au fond de tout conflit social, il y a une question de justice et de morale, donc une question religieuse.

Ce rôle incessant du spirituel dans l'œuvre de relèvement et de libération des travailleurs, le grand orateur socialiste Jaurès ne l'a-t-il pas lui-même entrevu ? « Aux prolétaires, dit-il, aux travailleurs, vous pouvez dire, vous Eglise : Je vous attends, au lendemain même de la révolution sociale, même si elle réalise tout votre rêve de justice, surtout si elle le réalise ! Car vous constaterez d'autant mieux l'étroitesse de la vie humaine, que vous en aurez rempli toutes les possibilités.

« ...Dans le communisme le plus ample et le plus profond subsistera encore l'étroitesse des égoïsmes, sombre impénétrabilité des âmes closes. Moi, Eglise, je vous proposerai non pas la coopération, non pas l'harmonie, mais

l'ardente fusion des cœurs au centre de vie d'une personnalité incomparable.

« Il reste malgré tout une grande individualiste, c'est la mort... Eh bien, moi, Eglise, au delà de cette crise, au delà de cette ombre, j'ai entrevu pour vous, dans l'ample sein d'un monde renouvelé, une sublime reconstitution des solidarités humaines... Moi, Eglise, j'ai devancé, j'ai anticipé la plus audacieuse espérance que puisse suggérer aux hommes cette loi d'évolution montante, et je vous apporte une promesse de vie que les révolutionnaires de la pensée et de l'action n'ont jamais égalée (1). »

Ainsi, disons-nous, au lendemain même de la révolution communiste, il y aura place encore pour une religion. Et la solution du problème angoissant qui se pose de nos jours, peut-être faut-il la chercher dans une conciliation des deux jeunesses aujourd'hui divisées. Car les jeunes disciples du Christ eux-mêmes, logiques avec leur foi qui les détourne des biens terrestres pour les attacher à la conquête d'une vie spirituelle, ne peuvent-ils admettre la révolution socialiste ou communiste ? Le marxisme lui-même ne peut-il cesser de considérer toutes religions comme une entreprise bourgeoise, et ne saurait-il renoncer à la lutte entreprise contre elles ?

Quoi qu'il en soit et qui que l'on soit, il est un principe marxiste qu'on ne saurait admettre : c'est le dogme de la lutte des classes, forgé comme instrument d'édification de la cité nouvelle.

L'existence de classes différentes est un fait social inévitable. La profession, plus encore que l'hérédité, engendre des habitudes, un genre de vie propre, crée une commu-

(1) *Journal officiel*, 14 novembre 1906.

nauté d'intérêt, une classe en un mot. Que les membres d'une telle communauté s'unissent et s'organisent pour la défense de leurs intérêts, cela nous paraît humain, et parfaitement légitime. Mais que, pour la défense de ces intérêts, pour la reconnaissance même de droits odieusement outragés par la société, on dresse les différentes classes sociales les unes contre les autres, cela nous semble plus déraisonnable et plus odieux encore. Par là le socialisme, et après lui le communisme, n'ont-ils pas engagé le mouvement ouvrier dans une voie étroite et peut-être sans issue ?

Au principe de la lutte des classes, il faut opposer, substituer, celui de leur collaboration. C'est la conciliation qu'il faut rechercher et non pas la haine. La paix sociale, le bonheur de l'humanité tout entière sont dans ce dogme-là. Le Maréchal Lyautey a dit « qu'entre les hommes il existe toujours un *dénominateur commun* et qu'il s'agit de le dégager » (1). C'est à cela précisément, à rapprocher les classes, à leur permettre de se comprendre et de s'aimer, qu'aujourd'hui déjà s'emploient, dans le monde, des millions de jeunes. Surtout, ce sera l'œuvre de l'avenir.

Nombreuses seront les réformes à faire pour réaliser ce rapprochement des hommes. L'existence d'une classe laborieuse sujette à l'insécurité du lendemain, dénuée des choses matérielles comme de tout bien intellectuel et moral est un fait accidentel auquel il s'agit de porter promptement remède. Mais, avec Frédéric Le Play, nous croyons qu'on y remédiera « non par le procédé impuissant de la spoliation des riches, mais par la réforme morale de toutes les classes ». Nous croyons que « le bien, c'est

(1) Garric, *L'Esprit des Equipes*, p. 3.

le bonheur dans la paix et l'union des âmes ; le mal c'est l'inquiétude dans l'antagonisme et la haine » (1).

On a dit que « le peuple est un logicien qui ne manque jamais de conclure » (2). Là réside la dernière donnée du problème. Car à côté de ces minorités ardentes de jeunes au vaste programme social, et d'où émane certes une puissance énorme d'attraction, il y a la masse, le peuple, qui, tôt ou tard, finira bien par conclure raisonnablement.

Aujourd'hui, sans doute, nous ne pouvons que dire, avec le poète : « L'avenir est à Dieu ». Mais dans la mesure où il dépend des hommes, nous pouvons l'envisager avec confiance : grâce à l'action des jeunes, un homme nouveau, une génération nouvelle ne sont-ils pas nés, épris de l'ardente volonté de réaliser quelque chose de juste et de grand ?

(1) Le Play, *Economie sociale*, p. 239.

(2) Félix Pyat, cité par Sangnier, *A. de Mun*, p. 64.

Vu :

Le Président,

William OUALID.

Vu :

Le Doyen,

Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

J. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- CHARNY (Maurice) : « Les atouts du cléricalisme ». Paris, 1928, 310 p.
- CHAUDRON (Louis) : « La J.E.C. » Paris, 1930, 60 p.
- « V^e Congrès communiste mondial ; résolutions ». Paris, 1924, 106 p.
- CROIZIER (P.) : « Pour faire l'avenir ». Paris, 1929, 252 p.
- DERBAIZ (L.) : « Le Routier ». Louvain, 1931, 100 p.
- DORIOT (Jacques) : « La jeunesse communiste ». Paris, 1924, 38 p.
- DUTHOIT (Eugène) : « Nos devoirs à l'égard de la richesse ». Paris 1924, 14 p.
- DUTHOIT (Eugène) : « L'économie au service de l'homme ». Paris, 1932, 247 p.
- FONTANILLE (Henri) : « L'œuvre sociale d'A. de Mun ». Thèse, Alger 1926, 274 p.
- FOUCAULT (Albert) : « La société de Saint-Vincent de Paul ». Paris 1933, 412 p.
- GARRIC (Robert) : « Belleville ». Paris, 1928.
- GARRIC (Robert) : « Esprit des équipes ». Paris, 1929, 49 p.
- GIDE et RIST : « Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours ». Paris, 1929, 813 p.
- GOYAU (Georges) : « Autour du catholicisme social ». 1902, 5 vol.
- GOYAU (Georges) : « Le catholicisme, doctrine d'action ». Paris, 1929, 346 p.
- GOYAU (Georges) : « L'épanouissement social du Credo ». Paris, 1931, 392 p.
- GOYAU (Georges) : « Ozanam ». Paris, 1931, 203 p.
- JAURÈS (Jean) : « Histoire socialiste ». 1900-1908, 12 vol.
- « Jocistes pourquoi ? ». 1932, 52 p.
- LECANUET : « Montalembert ». Paris, 1895-1902, 3 vol.
- LÉON XIII : « Encyclique Rerum novarum sur la condition des ouvriers ».
- LE PLAY (Fr.) : « Economie sociale ». Paris, 1891, 252 p.
- LHANGE (Pierre) : « Le Christ dans la banlieue ». Paris, 1927, 279 p.
- MAINAGE (Th.) : « Les mouvements de la jeunesse catholique française au XIX^e siècle ». Paris, 1918, 368 p.
- MALET (Albert) : « L'époque contemporaine ». Paris, 1918, 720 p.
- « Manuel de la J.A.C. ». Paris, 1930, 96 p.
- « Manuel de la J.O.C. ». Bruxelles et Paris, 1930, 332 p.
- MARKKET (Engels F.) : « Le manifeste communiste ». Paris, 1901, 2 vol.

- DE MUN (A.) : « Discours ». Paris, 1895, 5 vol.
- NITTI (Francesco) : « Le socialisme catholique ». Paris, 1894, 410 p.
- « Le Parti, le Komsomol et les jeunes pionniers ». Moscou, 1925.
- PIATNITSKI (O.) : « Questions d'organisation ». Paris, 1926, 88 p.
- PIC (Paul) : « Traité élémentaire de législation industrielle ». Paris, 1930, 1.106 p.
- PIE XI : « Encyclique quadragesimo anno sur la restauration de l'ordre social ». Paris, 1932, 146 p.
- PONCEAU (René du) : « Petite histoire de l'A.C.J.F. ». Paris, 1929, 77 p.
- « Règlement du parti socialiste ». 1929, 24 p.
- REINACH (Salomon) : « Orpheus ». Paris, 1921, 625 p.
- SANGNIER (Marc) : « Le sillon, esprit et méthodes ». Paris, 1905, 202 p.
- SANGNIER (Marc) : « Le plus grand sillon ». Paris, 1907, 309 p.
- SANGNIER (Marc) : « Albert de Mun ». Paris, 1932, 156 p.
- SÉVIN (Jacques) : « Le scoutisme ». Paris, 1930, 317 p.
- « Traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne, et protocole signés à Versailles le 28 juin 1919 ». Paris, 1919, 223 p.
- « Un programme de jeunes ». Paris, 1924, 121 p.
- VANDERWELDE (Emile) : « Jaurès ». Paris, 1929, 150 p.
- VIANCE (G.) : « Force et misère du socialisme ». Paris, 1932, 287 p.
- VIANCE (G.) : « La révolution ou la guerre ». Paris, 1933.
- VILLERMÉ : « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie ». Paris, 1840, 451 p.

Journaux et Revues :

- « Ami de la famille » : déc. 1931, mai 1932, janv. 1933, mai 1933.
- « Annales de la jeunesse catholique » : 15 février 1931.
- « Avant-garde » : 12 février 1933.
- « Avenir » : 10 janv. 1831, 30 juin 1831.
- « Cahiers du bolchevisme » : 1^{er} mars 1933.
- « Calendrier communiste ». 1925.
- « Chef » : avril 1932, janv. 1933.
- « Correspondance internationale » : 28 avril 1926.
- « Croix » : 28 juin 1928.
- « Die Schöner Zukunft Wien ». 1929-30.
- « Etudes » : 5 août 1926, 20 janvier 1932.
- « Etudiant socialiste » : décembre 1932.
- « Flambeau » : octobre-novembre-décembre 1931, 11 juillet 1931.
- « Globe » : 19 février 1830.
- « Humanité » : 12-13 avril 1931.

- « Information universitaire » : 4-11 avril 1931.
 - « Imprekor » : 27 août 1925, 21 août 1927.
 - « Jamboree » : octobre 1932.
 - « Jeune camarade » : février 1928, juin 1929.
 - « Jeunesse ouvrière » : n° hors série, printemps 1933.
 - « Journal officiel » : 14 novembre 1906, 3 février 1925.
 - « Pensée ouvrière » : septembre-octobre 1933.
 - « Populaire » : 22 juillet 1932, 24 janvier 1933.
 - « Pravda » : 23 décembre 1925.
 - « Reichpost » : 26 juillet 1932.
 - « Rhein und wied zeitung » : 13 novembre 1929.
 - « Révolution sociale » : 18 janvier 1919.
 - « Vie catholique » : 29 avril 1933.
 - « Vie intellectuelle » : septembre 1930, septembre 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	9

PREMIÈRE PARTIE

Origines et causes du mouvement social.	14
I. — Le problème social.	15
II. — Le problème religieux.	19
III. — Réaction du socialisme et du catholicisme.	22
A) Réaction du socialisme	27
B) Réaction du catholicisme	31
IV. — Résultats de l'action sociale de la jeunesse au xix ^e siècle.	40

DEUXIÈME PARTIE

L'action sociale de la jeunesse dans l'après-guerre	43
Les causes de l'action sociale.	43
A) Le problème social	44
B) Le problème religieux et moral	48

Action sociale à base religieuse.

I. — Les conférences de Saint-Vincent de Paul	55
II. — L'Association catholique de la jeunesse française.	75
1° La jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.)	86
2° La jeunesse agricole catholique (J.A.C.)	111
3° Les jeunesses étudiante et maritime catho- liques. — La J. C.	116
4° La jeunesse catholique féminine.	120
Résultats d'ordre législatif.	123
III. — Le scoutisme	127
IV. — Les équipes sociales	143

Les mouvements de jeunesse à base politique

I. — Le socialisme et les jeunes.	154
1° La jeunesse socialiste.	154
2° Les communautés d'enfants, auberges et faucons rouges.	157
II. — Le communisme et les jeunes.	166
1° Les jeunesses communistes	166
2° Les pionniers rouges	175
CONCLUSION.	187
BIBLIOGRAPHIE	195

